



Organisation des Nations unies  
pour l'éducation, la science et la culture

le nouveau  
**Courrier**

Avril 2003 N° 2



# Apprendre pour vivre mieux

**Aung San Suu Kyi,  
la voix du changement**

**La culture saami  
relève la tête**

**Conservation et développement :  
une alliance naturelle**

## Le monde en bref 5

Treize nouveaux Nobel,  
Cuba honore son « homme sincère »,  
Recul de la liberté d'expression en 2002,  
Solidarité pour Ma Yan,  
Les trois plaies du monde arabe,  
Génétique : des données à risque,  
Parents sans parole...



## Entretien 8 Aung San Suu Kyi : « Les Birmans veulent le changement »

## L'UNESCO en action Éducation 12

### Universités sans frontières

Les nouvelles technologies, la croissance de la demande et la libéralisation économique sont en train de bouleverser le secteur de l'éducation supérieure.

## Culture 17

### La double vie d'Anna

Anna a deux amours : son ami et le saami. A dix-huit ans, cette jeune Suédoise de Laponie est bien décidée à se battre pour défendre sa langue, l'une des plus menacées d'Europe.

## Science 22

### Laboratoires du développement durable

Conservation et développement forment une alliance naturelle dans les réserves de biosphère de l'UNESCO.

## Communication 28

### Le monde soigne sa mémoire fragile

Où comment protéger et faire connaître le patrimoine documentaire mondial.

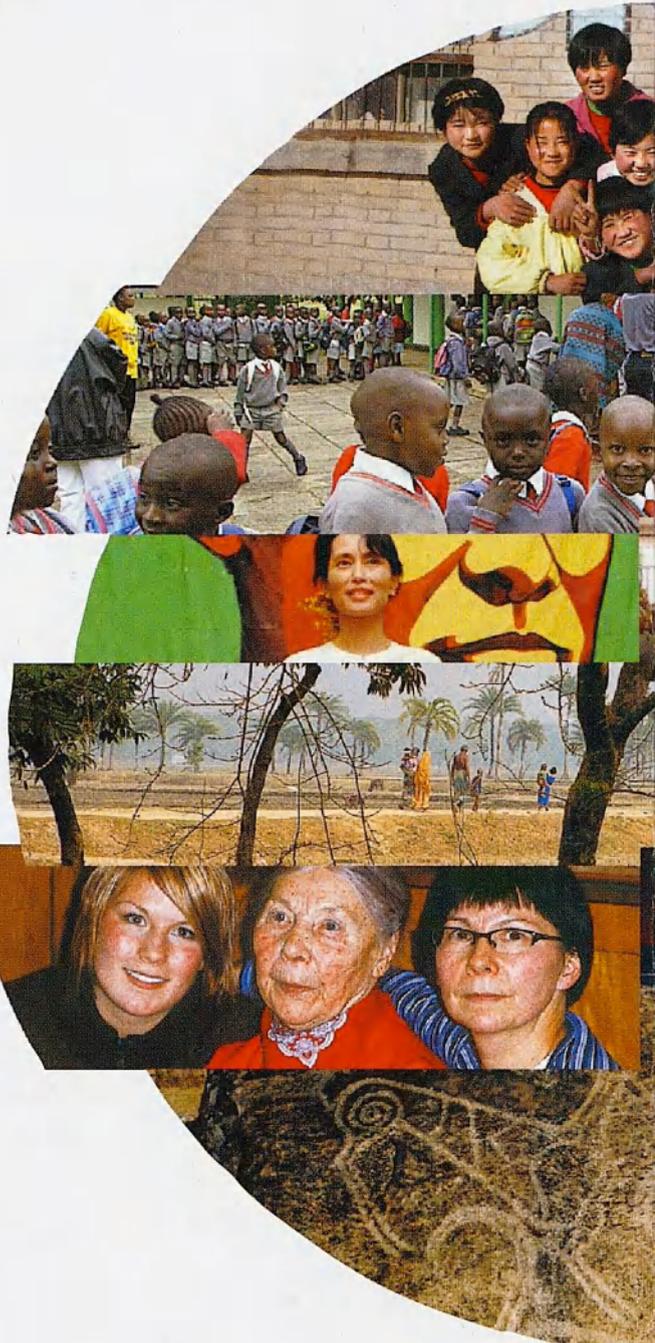
## Sciences sociales 32

### Quand les municipalités font confiance aux jeunes

Le projet Grandir dans les villes encourage les jeunes à s'impliquer dans la gestion de leur quartier - et apprend aux adultes à les écouter.

## L'UNESCO en bref 36

Le cinéma asiatique à l'avant-scène, des livres pour la tolérance, une saison philosophique, mémoire d'un génocide, un manuel de communication pour l'Afrique, dix-huit nouvelles réserves de biosphère, le Forum mondial de l'eau, le corail va-t-il rechuter ?, non aux clones humains...



# Grand-angle 40

## Apprendre pour vivre mieux

- Introduction 41
- La lutte doit continuer 42
- Meurtres par ignorance 45
- Opération portes ouvertes 46
- Panne de carburant 48
- Le principe de plaisir 50
- A l'école de l'entraide 51
- Les bienfaits du bilinguisme 52
- Dix ans pour réussir 54
- Une révolution douce 56
- La pédagogie de la libération 60
- Le petit paradis de Govinpuri 62

### Archives 64

Education de base : l'expérience témoin d'Haïti

### Partenaires 66

De nouvelles initiatives mises à flot,  
Prince de l'or bleu,  
Des images porte-parole,  
Champions de la prévention du sida,  
Virtuose de la paix,  
Si tous les jeunes du monde...,  
Musiciens philosophes...

### Zoom 70

Saint-Pétersbourg la splendide

### Galerie 76

Calder : une œuvre qui capte le mouvement

### Vient de paraître 78

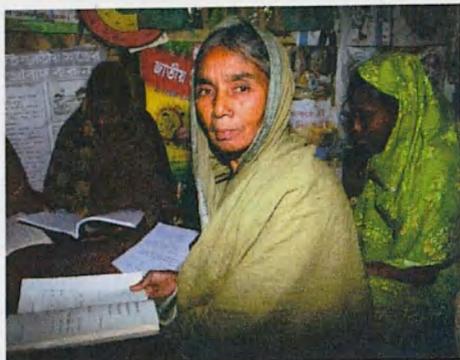
Les dernières publications de l'UNESCO : livres, CD-Roms, vidéos

### Bloc-notes 82



3

UNESCO  
17 AVR. 03  
001296  
LIBRARY / BIBLIOTHEQUE



En couverture :  
Fatema Khatun, cinquante-cinq ans, a vu sa vie transformée depuis qu'elle suit un programme d'alphabétisation au Bangladesh.  
© UNESCO/Brendan O'Malley

Le **nouveau Courrier** est publié par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France  
Tél.: 01.45.68.46.85 / Fax : 01.45.68.56.52  
Courrier électronique: [unesco.courier@unesco.org](mailto:unesco.courier@unesco.org)  
Internet: <http://www.unesco.org/courrier>

*Direction de la publication et rédaction en chef* : Michel Barton  
*Rédaction en chef adjointe* : Sophie Boukhari, Sue Williams  
*Rédaction* : Roni Amelan, Jens Boel, Peter Coles, Pierre Gaillard, Serafin Garcia Ibanez, Lucía Iglesias-Kuntz, Cristina L'Homme, Asbel Lopez, Bassam Mansour, Amy Otchet, Monique Perrot-Lanaud, Marie Renault, Lilitana Sampedro, Vladimir Sergueev, Jasmina Sopova  
*Assistante de la rédaction* : Gisèle Traiano  
*Recherche et documentation* : José Banaag  
*Iconographie* : Ariane Bailey, Niamh Burke  
*Éditions hors Siège* : Michiko Tanaka  
*Direction artistique* : Jean-François Cheriez, Ewa Maruszewska  
*Production* : Éric Frogé, Gérard Prosper  
*Photogravure* : Annick Coueffé  
*Diffusion* : Michel Ravassard  
*Impression* : Imprimerie Corlet, Condé-sur-Noireau, France

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du *nouveau Courrier* de l'UNESCO », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *nouveau Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

Le **nouveau Courrier** de l'UNESCO, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO. Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

ISSN 0304-3118

**861** millions d'adultes – soit un septième de la population mondiale – ne savent ni lire ni écrire. La plupart n'ont jamais fréquenté l'école ou n'y ont fait qu'un bref passage. La pauvreté persistante, comme les guerres, la famine et les catastrophes naturelles, qui contraignent des populations entières à vivre loin de chez elles pendant des années ou plus, sont les principaux coupables, mais pas les seuls. Les données disponibles suggèrent en effet que l'illettrisme fonctionnel, c'est-à-dire l'incapacité de lire une étiquette ou de remplir un formulaire de demande d'emploi, n'affecte pas moins d'un quart des citoyens dans certaines des sociétés les plus riches du monde. Si nous n'améliorons pas les infrastructures et les systèmes éducatifs, nous ne serons pas capables d'aider ce très grand nombre de nos contemporains à sortir du piège de la pauvreté, où l'analphabétisme, entre autres facteurs, les a enfermés.

Tenir la promesse d'une éducation primaire de qualité pour tous d'ici l'année 2015 – un objectif solennellement proclamé par les représentants de la grande majorité des Etats lors Forum de Dakar en 2000 – serait déjà un bon point de départ. Mais les résultats obtenus jusqu'à présent n'incitent guère à l'optimisme. A l'heure actuelle, il semble que sur les 164 pays qui se sont engagés à atteindre l'éducation pour tous d'ici 2015, 70 risquent d'échouer. La plupart se trouvent en Afrique subsaharienne, mais le Bangladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan – qui à eux quatre comptent 61 % des adultes analphabètes du monde – sont aussi sur la liste.

C'est à ces questions que le *nouveau Courrier* de l'UNESCO consacre son deuxième numéro. En collaboration avec une équipe internationale de correspondants du *Times Educational Supplement* de Londres, il examine les problèmes à résoudre et les défis à relever au cours de la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation (2003-2012). L'image globale qui ressort de ce dossier donne à réfléchir, mais aussi à espérer. Les nouvelles approches qui visent à éliminer les barrières culturelles et linguistiques entravant la progression de l'éducation de base et qui préconisent de lier l'alphabétisation à la vie quotidienne des apprenants, se sont avérées très efficaces dans les pays où elles ont été expérimentées. Et deux de ces pays, découvrons-nous, sont précisément le Bangladesh et l'Inde.

Michel Barton



## Treize nouveaux Nobel

Le 10 décembre, les prix Nobel 2002, qui s'accompagnent d'une enveloppe d'environ un million de dollars, ont été remis à Stockholm (Suède) et à Oslo (Norvège). Le président des Etats-Unis de 1977 à 1981, Jimmy Carter, a reçu le Nobel de la paix pour ses efforts incessants afin de trouver des solutions pacifiques aux conflits internationaux et de promouvoir la démocratie, les droits humains et le développement économique et social.

En littérature, c'est l'écrivain hongrois rescapé de l'Holocauste Imre Kertesz qui a été distingué, pour son œuvre illustrant la fragilité de l'individu face à la barbarie.

Le Nobel de physique a été remis au Japonais Masatoshi Koshiha et aux Américains Riccardo Giacconi et Raymond Davis Jr. pour leurs travaux en astrophysique. En médecine, les Britanniques Sydney Brenner et John E. Sulston ont partagé leur prix avec l'Américain Robert Horvitz pour leurs découvertes sur la régulation génétique du développement des organes et la

mort programmée des cellules. Le prix de chimie a été remis au Japonais Koichi Tanaka, à l'Américain John B. Feib et au Suisse Kurt Wuethrich pour avoir jeté les bases de la « science des protéines ». Quant au Nobel d'économie, ce sont les Américains Daniel Kahneman et Vernon Smith qui se le sont partagé, grâce à leur étude des comportements psycho-économiques.



© Henrik Montgomery/AP/Sipa, Paris

## Recul de la liberté d'expression en 2002

Selon le rapport 2002 sur la liberté d'expression de l'Association mondiale des journaux (AMJ), la Colombie détient un sinistre record : c'est le pays le plus dangereux pour les journalistes. Dix d'entre eux y ont été assassinés en 2002, contre quatre en Russie, trois au Mexique et trois aux Philippines.

Entre janvier et novembre 2002, 41 journalistes avaient été assassinés dans le monde et 119 étaient en prison, selon l'AMJ. L'Etat qui détient le plus de journalistes est le Népal (25), suivi de l'Erythrée (18), du Myanmar (15), de la Chine (11) et de l'Iran (10).

Le rapport souligne aussi que

la liberté d'expression dans le monde s'est globalement détériorée. Les pays qui connaissent une situation tendue dans ce domaine ont enregistré peu ou pas de changement, tandis que dans d'autres régions, où des progrès avaient été constatés (comme la Namibie, l'Afrique de l'Ouest, le Salvador, le Honduras, le Mexique ou l'Europe de l'Est), les médias ont toujours beaucoup de chemin à parcourir, constate l'AMJ. <http://www.wan-press.org>



© Juan Herrera/AP/Sipa, Paris

## Cuba honore son « homme sincère »

« Mon métier, c'est de chanter le beau, de générer un enthousiasme pour le noble, d'admirer et de faire jaillir l'admiration pour tout ce qui est grand », a écrit le poète, journaliste, diplomate et « apôtre » de l'indépendance de Cuba, José Martí. Le 150<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance est célébré toute l'année 2003.

Né à La Havane en 1853 de parents espagnols, José Martí se tourna très tôt vers le militantisme, publiant de nombreux textes sur l'indépendance cubaine, l'unité des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, et le concept de concorde universelle. Emprisonné pour ses idées, il fut exilé en Espagne et au Mexique. Il s'installa par la suite à New York où il résida pendant quinze ans, travaillant comme diplomate et journaliste. Après avoir été amnistié, il retourna à Cuba où il mourut en 1895, pendant la lutte d'indépendance qui eut lieu dans la dernière colonie espagnole des Amériques.

L'anniversaire de sa naissance est marqué par la publication d'une édition critique de ses œuvres complètes, ainsi que par de nombreuses manifestations. L'un des moments forts de cette célébration a été la Conférence internationale pour l'équilibre du monde, qui s'est tenue à La Havane du 27 au 29 janvier, sous l'égide de l'UNESCO, de l'Organisation des Etats ibéro-américains et du Parlement latino-américain (Parlatino). Les participants y ont célébré l'héritage de José Martí et débattu des grands déséquilibres mondiaux.

Le poète cubain avait exprimé son identité dans l'un de ses vers, chanté dans le monde entier sur l'air de *La Guantanamera* : « Je suis un homme sincère / D'où croît le palmier ».



© DR



# Solidarité pour Ma Yan

Lorsque la mère de Ma Yan a confié une lettre et le journal intime de sa fille de 14 ans à un journaliste français au début de l'année 2002, elle ne se doutait pas qu'elle allait transformer la vie de sa famille et de dizaines d'enfants chinois de la province reculée du Ningxia, dans le nord-ouest du pays.

« Comment peux-tu me condamner à cette misère ? je veux étudier », écrivait Ma Yan à sa mère. Comme de nombreuses filles de sa région, elle était alors sur le

point de quitter l'école parce que sa famille n'avait plus les moyens de l'y envoyer.

Sa lettre, un véritable manifeste pour le droit à l'éducation, a été publiée par le quotidien *Libération*, et a provoqué un élan de solidarité : des lecteurs de plusieurs pays ont fondé une association pour permettre à Ma Yan et à d'autres enfants de la même province de poursuivre leur scolarité. Le journal de la jeune fille, qui a été publié, est devenu un best-seller. « C'est comme

un rêve », dit-elle.

Aujourd'hui, l'Association des enfants du Ningxia finance l'éducation de 30 enfants, dont 28 filles, et est devenue une lueur d'espoir pour les communautés isolées de la région.

E-mail : [enfantsduningxia@yahoo.fr](mailto:enfantsduningxia@yahoo.fr)

Web (en construction) : [www.enfantsduningxia.org](http://www.enfantsduningxia.org)



© Enfants du Ningxia, Paris



6

# Les trois plaies du monde arabe

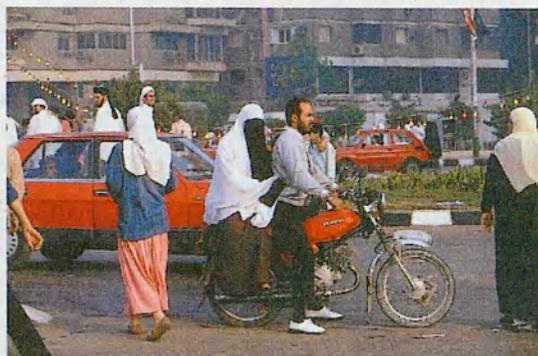
Selon le premier rapport du PNUD sur le développement humain dans les pays arabes, publié en 2002, la région est menacée de « torpeur ».

A l'actif du monde arabe, qui représentait 280 millions d'habitants en 2000 (5% de la population mondiale), le rapport rappelle que des progrès ont été faits dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 15 ans en 30 ans et les taux de mortalité infantile ont chuté des deux tiers. Le taux d'analphabétisme des adultes et la pauvreté absolue ont fortement reculé.

Toutefois, au cours des vingt dernières années, le taux

d'accroissement du revenu par tête a été le plus bas du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. Selon le rapport, cette stagnation s'explique par trois facteurs essentiels : le déficit de liberté, la piètre condition des femmes et le manque de connaissances. En matière de libertés, le monde arabe, comparé aux autres grandes régions, accuse le score le plus faible. Quant aux femmes, elles ne savent ni lire ni écrire

pour la moitié d'entre elles. Citoyennes de seconde zone dans de nombreux pays, elles font l'objet de discriminations juridiques. Enfin, le rapport souligne le faible niveau de recherche et développement (les dépenses scientifiques ne représentent que 0,5% du PIB) et l'accès quasi inexistant aux technologies de l'information et de la communication : seuls 0,6% des Arabes utilisent Internet.



© N. Zebbar/Gamma, Paris



© Raphaël Gaillardie/Gamma, Paris

# Génétique : des données à risque

Les données génétiques humaines permettent d'en savoir plus sur les maladies qui nous guettent et d'espérer de nouveaux traitements. Mais la collecte de ces données suscite la méfiance car elle peut déboucher sur des discriminations en matière d'assurance ou d'emploi.

« Il y a des gens qui refusent de participer aux recherches car ils pensent que l'information peut tomber dans de mauvaises mains et être utilisée pour leur refuser un emploi ou une promotion », rapporte l'Américain Francis S. Collins, directeur du

National Human Genome Research Institute. Selon une étude de l'Association of American Physicians and Surgeons auprès de 344 de ses membres, 87% des personnes sondées ont indiqué que leurs patients avaient demandé qu'ils ne fassent pas figurer certaines données dans leurs dossiers et 78% ont déclaré avoir obtempéré.

Par ailleurs, d'après une étude canadienne sur 35 banques de données génétiques, moins de 40% étaient correctement protégées contre le piratage informatique.

## Parents sans parole

La télévision et l'incapacité des parents de parler à leurs enfants sont en train de miner les capacités linguistiques des petits Britanniques, selon l'Agence du Royaume-Uni sur l'éducation de base. Son directeur, Alan Wells, a rapporté au *Guardian* (daté du 8 janvier 2003) que la communication parents-enfants s'était réduite à un « grognement quotidien ». Car les familles passent trop de temps devant l'écran de

leur téléviseur ou de leur ordinateur et pas assez à discuter en dînant autour d'une table.

Au Pays de Galles, où l'Agence a mis en œuvre un programme en vue d'apprendre aux parents à jouer de manière créative avec leurs enfants, Alan Wells estime que 50% des enfants de cinq ans ne sont pas prêts à entrer dans le primaire, à cause de leurs lacunes en matière d'expression orale.



© UNESCO/Brendan O'Malley

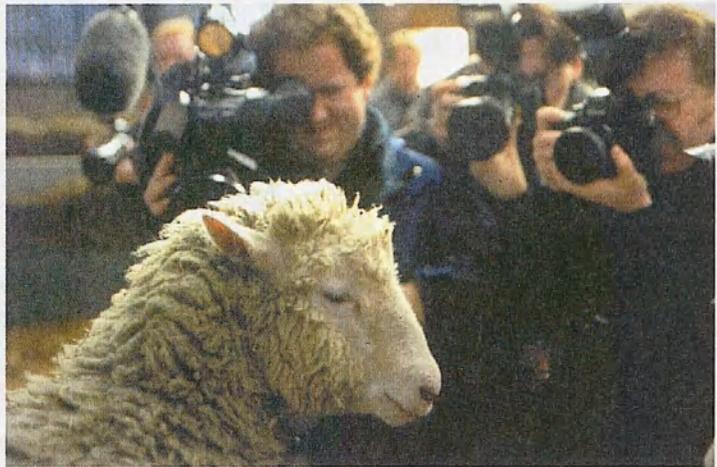
## Adieu Dolly

Six ans après sa naissance, la brebis la plus célèbre de la planète a été euthanasiée à l'Institut Roslin d'Édimbourg, où elle avait été créée. Le premier mammifère cloné à partir d'une cellule adulte souffrait d'une maladie pulmonaire évolutive et incurable,

courante chez les moutons plus âgés. Si Dolly avait l'air d'une brebis tout à fait normale, elle était atteinte d'anomalies chromosomiques et souffrait d'arthrite, malgré sa jeunesse.

Cette mort prématurée renforce les arguments des opposants, très nombreux, au

clonage humain, dont le créateur de Dolly, Ian Wilmut. Selon ce scientifique britannique, qui a mené de nombreuses recherches sur le sujet, tous les animaux clonés dans le monde présentent des problèmes génétiques et des malformations physiques.



© Gamma, paris

## Des souris et des hommes

Ce bon vieux cobaye qu'est la souris a récemment fourni de nouveaux indices aux scientifiques qui tentent de comprendre et de traiter le développement des maladies humaines. Un consortium d'instituts financés par des fonds publics a réussi à décoder 95% du génome de la souris, qui contient quelque 30 000 gènes, soit à peu près le même nombre que celui de l'homme.

Fait surprenant, les deux génomes ne diffèrent que d'environ 1% : les souris ont 300 gènes que nous n'avons pas et inversement. En comparant les deux génomes, les scientifiques vont pouvoir identifier plus



© Saola/Hurlin/Gamma, Paris

facilement les mutations qui provoquent des maladies. Ils pourront aussi provoquer des mutations de manière délibérée pour étudier leurs effets sur les souris de laboratoire, généralement utilisées pour tester de nouveaux médicaments. La comparaison entre les deux génomes a déjà permis de repérer 1 200 gènes humains jusque-là non identifiés.

## Privés de bananes

Si vous commandez de la morue et des chips, avec de la glace à la banane en dessert, en 2015, vous risquez de vous entendre dire que ce n'est plus au menu. Selon le Conseil international sur l'exploration de la mer, les stocks de morue disponibles dans les eaux européennes pourraient subir le même sort que ceux du Canada, qui ne se sont jamais remis de la surpêche, malgré l'interdiction totale de les capturer instaurée dans les années 90. L'Union européenne a introduit des contrôles mais n'a pas réussi à imposer une protection totale de l'espèce. Dans le même temps, selon le *New Scientist*, la banane pourrait disparaître de la surface du globe. Comme les bananes comestibles sont des hybrides stériles venant d'une sélection restreinte de génomes de plantes,

elles ne peuvent pas muter naturellement pour produire des variétés résistantes aux maladies qui les ravagent partout dans le monde. Le seul salut possible pourrait venir de l'ingénierie génétique.



© UNESCO/Jasmina Sopova



## Aung San Suu Kyi

# « Les Birmans veulent le changement »

*Ses compatriotes l'appellent le « papillon d'acier », un surnom qui évoque à la fois son combat non violent pour la démocratie et sa force de caractère. Aung San Suu Kyi, 57 ans, fait le point pour le nouveau Courrier sur l'évolution politique dans son pays, depuis la levée de son assignation à résidence en mai dernier.*



**Le prix Unesco-Madanjeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence vous a été décerné en 2002. Depuis des années, vous avez reçu de nombreux prix internationaux, dont le Nobel de la paix en 1991. En quoi vous sont-ils utiles ?**

➤ Ces distinctions ont été très utiles à notre mouvement, parce qu'elles montrent que nous avons le soutien et la sympathie de gens du monde entier. Pour moi, ces prix sont décernés au mouvement, pas à moi personnellement.

**Qu'attendez-vous de la communauté internationale et en particulier de l'ONU ?**

➤ Nous voudrions que les Nations unies se montrent très fermes sur la résolution de l'Assemblée générale concernant la Birmanie<sup>1</sup> et qu'elles s'efforcent de la mettre en œuvre aussi vite que possible. Et nous aimerions que l'ensemble de la communauté internationale soutienne l'ONU sur ce point.

**Quel a été l'impact des sanctions internationales contre le Myanmar ?**

➤ Quand on parle de sanctions internationales, on parle généralement des sanctions américaines. Je dois souvent rappeler que ces mesures ne font qu'empêcher les hommes d'affaires américains de faire de nouveaux investissements dans le pays. Mais les investissements antérieurs à l'instauration des sanctions sont toujours là. On ne peut donc pas dire que ces mesures aient eu des conséquences économiques importantes. En revanche, elles ont un impact politique très fort parce qu'elles montrent que le peuple américain est préoccupé par ce qui se passe en Birmanie. De plus, le fait que les Etats-Unis aient imposé des sanctions a rendu les autres pays plus attentifs à la situation birmane.

**Pensez-vous que ces sanctions accélèrent l'évolution démocratique ?**

➤ Les sanctions toutes seules, non. Dans une situation comme la nôtre, très complexe, il faut toute une série d'actions pour réaliser les changements souhaités.

**Qu'est-ce que la démocratie pour vous ?**

➤ C'est exactement ce que je demande aux gens quand je voyage à travers la Birmanie, et en particulier aux habitants des régions rurales et des villages. Je leur demande ce qu'ils entendent par ce mot et pourquoi ils veulent la démocratie. Bien souvent, ils répondent simplement : « Nous voulons être

## Un symbole vivant

Après avoir vécu pendant vingt-huit ans à l'étranger, où elle a fait ses études avant d'entamer une carrière universitaire, Aung San Suu Kyi rentre à Rangoon en 1988 pour prendre soin de sa mère mourante. Fille du général Aung San, le héros national qui négocia l'indépendance birmane avec les Anglais et fut assassiné en 1947, Aung San Suu Kyi est alors âgée de quarante-trois ans. Sitôt de retour dans son pays, elle se trouve prise dans une tourmente politique : des millions de gens descendent dans la rue pour réclamer un régime démocratique et mettre fin aux vingt-six ans de dictature du gouvernement Ne Win. En août 1988, les militaires massacrent des milliers de protestataires. Alors qu'elle commence à faire campagne et se trouve dans le delta de l'Irrawaddy, l'armée menace de lui tirer dessus. Mais son appel à un changement de régime est acclamé par une foule d'un demi-million de personnes. Depuis lors, Aung San Suu Kyi n'a pas

cessé d'incarner l'espoir d'une démocratisation au Myanmar. La Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti fondé en 1988 dont elle a été élue secrétaire générale, remporte 82% des sièges aux élections législatives de mai 1990, une victoire historique que la junte au pouvoir refuse d'accepter mais qu'elle n'a pas oubliée.

Son combat pour la démocratie et son immense popularité ont valu à Aung San Suu Kyi une notoriété internationale et le prix Nobel de la paix, qui lui a été décerné en 1991. Dans son pays, en revanche, elle a été condamnée à huit ans d'assignation à résidence au total.

Déterminée à poursuivre sa lutte, Aung San Suu Kyi est convaincue que « le changement viendra parce que les militaires n'ont que des armes et rien d'autre ». Sa dernière assignation à résidence, qui a duré dix-neuf mois, a pris fin en mai 2002. Depuis, elle a pu se déplacer sans entraves dans son pays. Une victoire ? Un pas vers

la réconciliation nationale ? Le « papillon d'acier », comme l'appellent ses compatriotes, ne se montre que prudemment optimiste.



© Aaron Favila/AP/Sipa, Paris

libres». Je définis donc la démocratie comme un système qui garantit à la fois la liberté et la sécurité. Bien sûr, les gens ont envie de se sentir protégés mais ils ne veulent pas d'une fausse sécurité qui n'autorise aucune liberté. Pour parvenir à cet objectif, il faut instaurer des institutions démocratiques de base, comme un pouvoir judiciaire indépendant, des élections régulières, libres et loyales, un gouvernement élu, une presse libre et ainsi de suite. Au-delà, je pense que nous trouverons probablement notre propre forme de démocratie. C'est ce qui s'est passé partout dans le monde. La France a sa propre forme de démocratie, les Etats-Unis la leur, de même que la Suisse, l'Angleterre, etc.



5

**Vous avez retrouvé la liberté en mai 2002. Le soutien international dont vous avez bénéficié a-t-il joué un rôle dans cette libération ?**

➤ Oui. Comme je l'ai dit, le soutien international n'est pas tout mais il joue un rôle important.

**Quels sont les autres facteurs ?**

➤ Le fait que les Birmanais veulent le changement. Et le fait que nous ayons intérêt, des deux côtés, à être en bons termes plutôt qu'en mauvais termes. J'aimerais accorder le bénéfice du doute au régime, croire qu'il veut vraiment le bien du pays et qu'il comprend que la réconciliation est la meilleure solution pour tout le monde.

**Etes-vous vraiment libre ?**

➤ Je suis libre. Mais c'est une liberté relative car les gens, eux, ne sont pas toujours libres de venir vers moi. Mon dernier voyage dans l'Etat d'Arakan l'a prouvé. Les gens n'ont pas pu s'approcher de moi ni me manifester leur soutien.

Lorsque j'ai été libérée, j'ai bien dit que cela ne signifiait pas que la démocratie avait gagné. Nous sommes loin d'être arrivés au bout du chemin. Nous sommes encore quelque part au début et il faut avancer. Et ce que je voudrais dire aujourd'hui, c'est que dans la mesure de nos moyens, il faut avancer vite, pour le bien de ce pays.

**Depuis votre libération, avez-vous pu reprendre normalement vos activités politiques à la tête de votre parti, la Ligue nationale pour la démocratie ?**

➤ Je ne peux pas dire que je mène les activités d'une responsable normale d'un parti normal, car aucun parti politique ne peut fonctionner normalement en Birmanie. C'est ce que nous essayons d'obtenir car c'est l'un des facteurs importants du processus de changement.

Dans une certaine mesure, la situation politique a évolué. Le progrès le plus évident, c'est sans doute que La Ligue nationale pour la démocratie a pu élargir son champ d'action. Et je peux me déplacer dans tout le pays. Mais la nouveauté la plus importante que j'ai découverte n'est pas forcément liée à ma libération : il s'agit du soutien massif des jeunes Birmans et du sens de la solidarité qui existe entre les différents groupes ethniques du pays.

**A ce propos, quel degré de priorité attachez-vous à la construction d'une coalition nationale ?**

➤ C'est un défi essentiel ; c'est même le problème numéro un. La Birmanie est une union, un pays composé de nombreuses communautés ethniques. Nous n'aurons jamais la paix si nous n'établissons pas une vraie solidarité entre ces communautés. Ce qu'il nous faut, c'est un système fédéral qui tienne compte de leurs aspirations. Comme je l'ai déjà souligné, j'ai découvert une très grande solidarité entre les différents groupes ethniques, lorsque je me suis rendue dans les Etats de Shan et d'Arakan.



© Anat Givon/AP/Sipa, Paris

L'accueil que m'ont réservé les habitants de ces régions a été très réconfortant et extrêmement encourageant. Je crois que nous progressons régulièrement vers une solidarité interethnique authentique.

**Quelles sont les prochaines étapes ?**

➤ Il faut instaurer le dialogue. Nous devons nous asseoir autour d'une table avec le SPDC [le Conseil d'Etat pour la paix et le développement, organe dirigeant du Myanmar] et débattre des questions importantes pour le pays.

**Quelle est la situation des droits de l'homme en Birmanie ?**

➤ Nous ne jouissons pas des droits les plus élémentaires définis par la Déclaration universelle.

**Qu'en est-il des prisonniers politiques ?**

➤ Un certain nombre de prisonniers politiques ont été libérés mais des centaines d'autres sont toujours en détention. Nous demandons qu'ils soient libérés sans condition et aussi vite que possible.

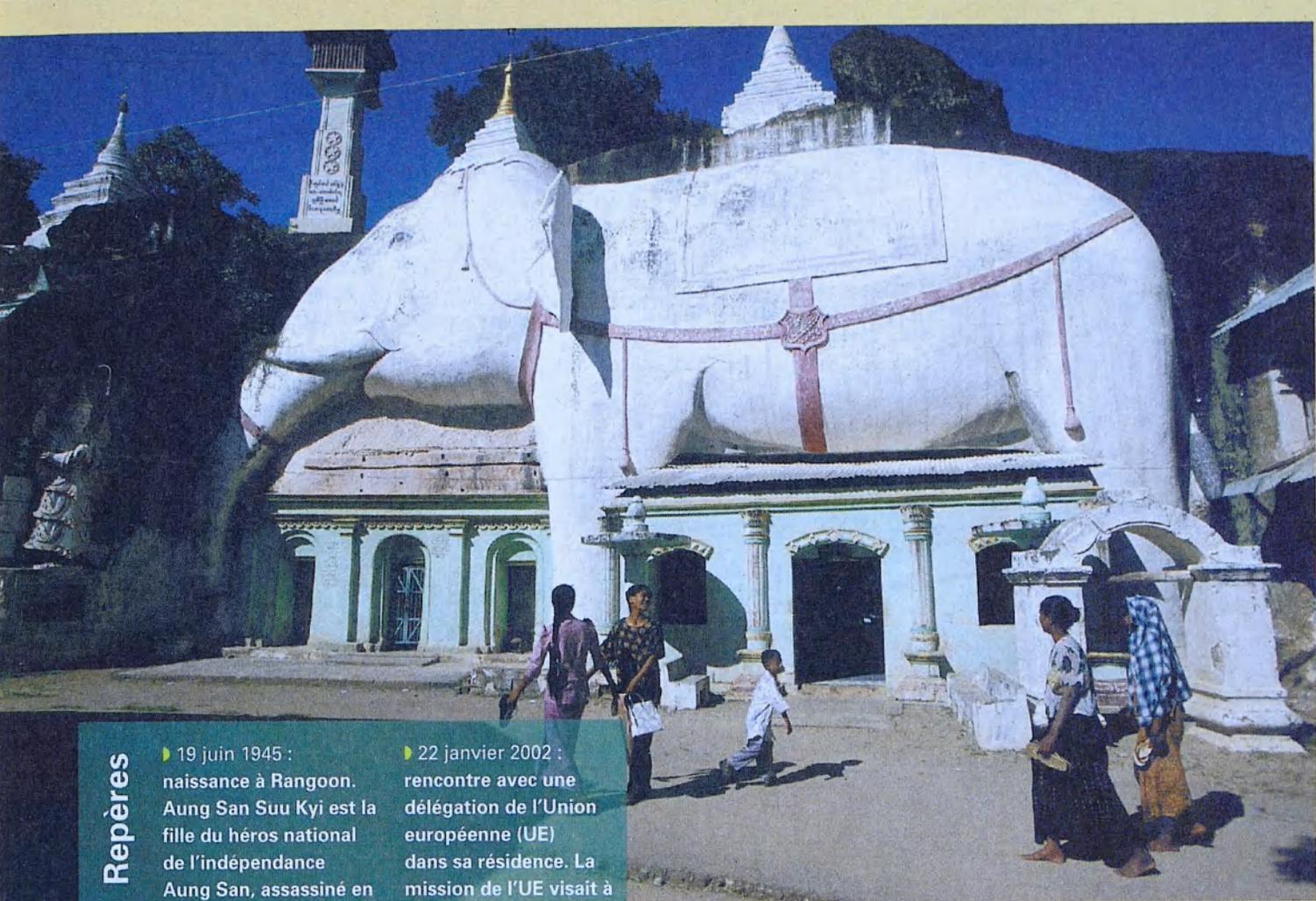
**Où en sont les négociations sur ce point ?**

➤ Il n'y en a pas.

**Quels sont les principaux besoins de la Birmanie en matière d'éducation et de culture ?**

➤ Pour ce qui est de l'éducation, nous avons de multiples besoins. Je pense en particulier à l'enseignement supérieur





**Repères**

- ▶ 19 juin 1945 : naissance à Rangoon. Aung San Suu Kyi est la fille du héros national de l'indépendance Aung San, assassiné en 1947, et de Daw Khin Kyi, qui sera nommée ambassadrice de Birmanie en Inde dans les années 60.
- ▶ 24 septembre 1988 : fondation à Rangoon de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), dont elle est nommée secrétaire général.
- ▶ 27 mai 1990 : bien qu'Aung San Suu Kyi soit détenue par le gouvernement militaire, la LNC remporte les élections législatives en conquérant 396 sièges sur 485 (82%). La junte refuse de reconnaître ces résultats.
- ▶ 14 octobre 1991 : le prix Nobel de la paix lui est attribué.
- ▶ 22 janvier 2002 : rencontre avec une délégation de l'Union européenne (UE) dans sa résidence. La mission de l'UE visait à lever le blocage entre la junte et Aung San Suu Kyi.
- ▶ 25 avril 2002 : rencontre avec le médiateur de l'ONU, Razali Ismail.
- ▶ 6 mai 2002 : levée de l'assignation à résidence qui lui était imposée depuis dix-neuf mois.
- ▶ 4 octobre 2002 : elle est lauréate du prix UNESCO-Madanjeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence.
- ▶ 6 février 2003 : le groupe américain de défense des droits de l'homme Freedom Forum lui décerne son prix annuel : c'est la première fois que ce prix d'un million de dollars est accordé à une seule personne.

© Aventurier Patrick/Gamma, Paris

car trop de jeunes quittent l'école sans être formés. Tout le système doit être revu. Pour ce qui est de la culture, notre pays abritant de nombreux groupes ethniques, il est capital de préserver la diversité des cultures. La démocratie donnera à tous la possibilité de contribuer au développement de l'éducation et de la culture. Car la démocratie permet aux gens d'utiliser librement leurs talents pour améliorer la situation de leur pays. Ce que je voudrais, c'est voir fleurir de nombreux organismes, instituts et activités culturels et éducatifs.

**Qu'avez-vous à dire aux gens qui estiment que les droits de l'homme sont un concept occidental qui ne s'applique pas à l'Asie ?**

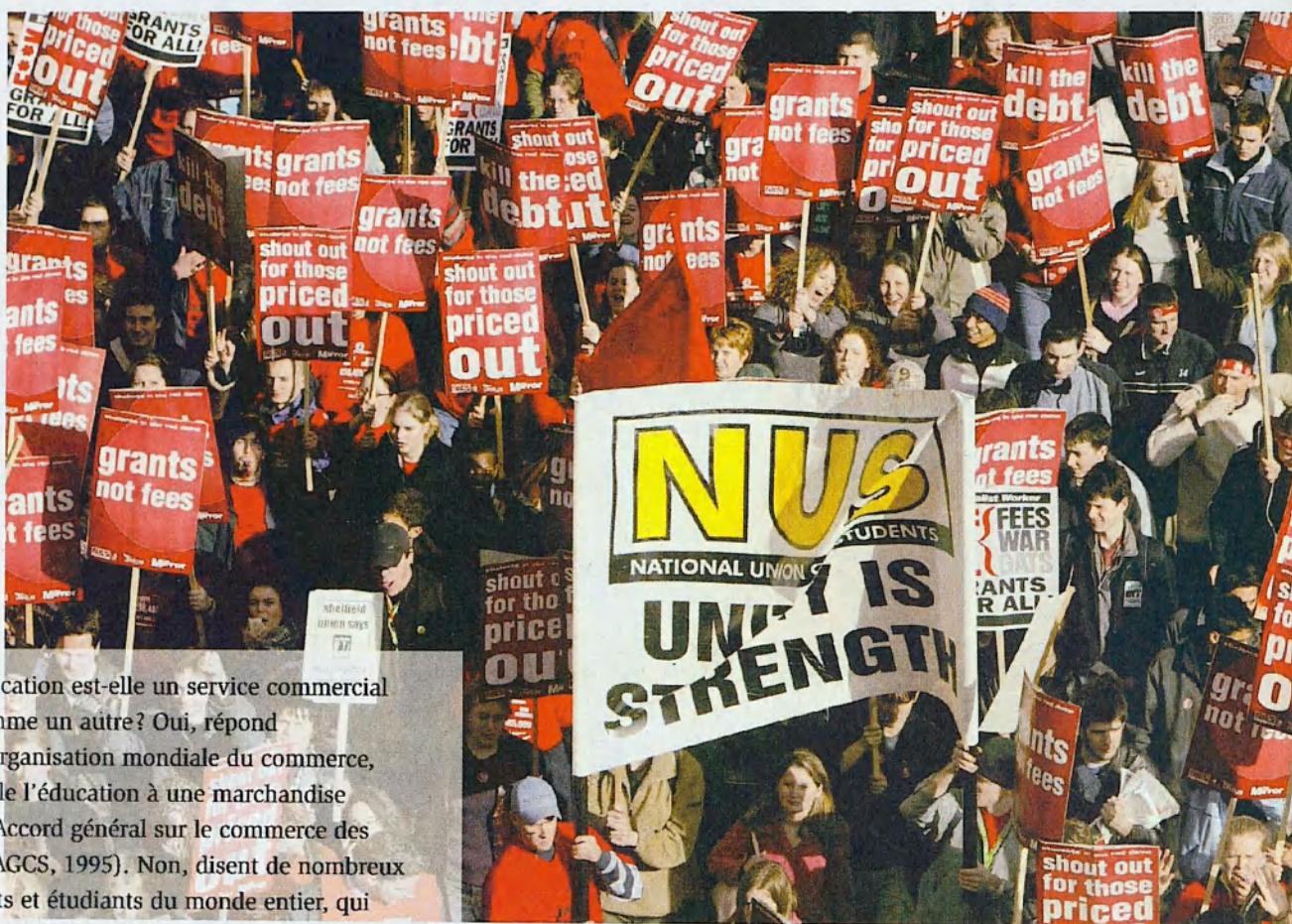
▶ Je leur pose une question : les Asiatiques ne sont-ils pas des êtres humains ?

*Entretien réalisé par Lin Zuqiang, journaliste basé à Paris*

1. Le 19 novembre 2002, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution qui recommande au gouvernement du Myanmar « de restaurer la démocratie, de mettre en œuvre les résultats de l'élection de 1990 et de garantir que les contacts avec Aung San Suu Kyi et les autres responsables de la Ligue nationale pour la démocratie se transforment sans délai en un dialogue approfondi et constructif en vue de la démocratisation et de la réconciliation nationale, tout en incluant à un stade précoce les autres responsables politiques, dont les représentants des minorités ethniques [et de] libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers politiques. »

# Universités sans frontières

Les nouvelles technologies, la croissance de la demande et la libéralisation économique sont en train de bouleverser le secteur de l'éducation supérieure. En le «McDonaldisant», disent les critiques. En l'ouvrant au plus grand nombre, rétorquent les autres.



L'éducation est-elle un service commercial comme un autre? Oui, répond l'Organisation mondiale du commerce, qui assimile l'éducation à une marchandise dans son Accord général sur le commerce des services (AGCS, 1995). Non, disent de nombreux enseignants et étudiants du monde entier, qui redoutent la «McDonaldisation» de l'éducation.

Ce débat passionné a été alimenté par le boom du commerce international des services éducatifs au cours de la dernière décennie, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Ces secteurs sont devenus d'importantes sources de profit pour les fournisseurs de services et une manne pour les universités publiques désargentées, ainsi que pour les établissements frappés par la baisse des financements publics et l'afflux de nouveaux étudiants.

Selon l'OCDE, le marché de l'enseignement supérieur dans ses pays membres représente au moins 30 milliards de dollars par an. En 1999, 1,47 million d'étudiants étrangers faisaient un troisième cycle dans les pays de l'OCDE, soit au moins 100 000 de plus qu'en 1998. L'éducation

représente plus de 3,5% des exportations de services aux Etats-Unis, soit plus de 10 milliards de dollars par an. Deux des plus grosses sociétés américaines qui vendent de l'enseignement supérieur, Apollo et Sylvan Learning, sont cotées en bourse. En Australie, pays qui domine le marché mondial avec le Royaume-Uni, l'éducation est devenue la huitième source de revenus à l'exportation : depuis 1980, le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans des établissements australiens a été multiplié par plus de 13.

La gamme des fournisseurs s'est considérablement étendue : aux universités traditionnelles et aux instituts d'enseignement supérieur se sont ajoutés des acteurs virtuels spécialisés dans l'e-learning tandis qu'aux entreprises privées et aux multinationales sont

Londres, février 2002 : des étudiants britanniques manifestent pour un abaissement des frais universitaires et réclament des bourses.



Croissance du nombre d'étudiants étrangers de troisième cycle dans les pays de l'OCDE

|    |                 | Nombre d'étudiants partis dans les pays de l'OCDE | Pourcentage des jeunes partis étudier à l'étranger dans les pays de l'OCDE |
|----|-----------------|---|--|
| 1  | Chine           | 98 813  | 7%   |
| 2  | Corée           | 69 840  | 5%   |
| 3  | Japon           | 63 340  | 4%   |
| 4  | Grèce           | 57 825  | 4%   |
| 5  | Allemagne       | 52 239  | 4%   |
| 6  | France          | 48 764  | 3%   |
| 7  | Inde            | 48 515  | 3%   |
| 8  | Turquie         | 44 009  | 3%   |
| 9  | Malaisie        | 40 873  | 3%   |
| 10 | Italie          | 39 487  | 3%   |
| 11 | Maroc           | 36 504  | 3%   |
| 12 | Hong Kong Chine | 32 476  | 2%   |
| 13 | États-Unis      | 32 122  | 2%   |
| 14 | Indonésie       | 30 741  | 2%   |
| 15 | Canada          | 27 181  | 2%   |
| 16 | Espagne         | 25 809  | 2%   |
| 17 | Singapour       | 24 504  | 2%   |
| 18 | Royaume-Uni     | 23 136  | 2%   |
| 19 | Thaïlande       | 21 337  | 1%   |
| 20 | Irlande         | 19 100  | 1%   |
| 21 | Russie          | 18 574  | 1%   |
| 22 | Algérie         | 16 490  | 1%   |
| 23 | Pays-Bas        | 15 351  | 1%   |
| 24 | Pologne         | 15 341  | 1%   |
| 25 | Brésil          | 14 475  | 1%   |
| 26 | Suède           | 14 036  | 1%   |
| 27 | Mexique         | 13 585  | 1%   |
| 28 | Norvège         | 12 806  | 1%   |
| 29 | Autriche        | 11 437  | 1%   |
| 30 | Pakistan        | 10 229  | 1%   |

Source : OCDE

venus s'adjoindre des groupes privés-publics, des organisations à but non lucratif et des groupes de presse. News Corporation, à travers sa filiale Worldwide Learning Ltd s'est ainsi alliée à un consortium réunissant 15 universités écossaises et 20 sociétés commerciales pour vendre des programmes d'enseignement supérieur au niveau mondial, notamment en Amérique du Nord, au Moyen-Orient, en Malaisie et en Chine. L'Université africaine virtuelle, qui était à l'origine un projet de la Banque mondiale, est aujourd'hui une organisation à but non lucratif indépendante, active dans 18 pays d'Afrique

## L'OMC ne contrôle pas tout le jeu

**Les conventions régionales** de l'UNESCO concernant la reconnaissance commune et transfrontalière des diplômes d'enseignement supérieur ont été adoptées dans les années 70 et au début des années 80. Elles couvrent l'Amérique latine et les Caraïbes, les Etats arabes, l'Europe, l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et les Etats riverains de la Méditerranée. Ces conventions, qui sont juridiquement contraignantes, vont dans le même sens que l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans la mesure où elles facilitent la coopération internationale et

la réduction des obstacles à la mobilité des enseignants et des étudiants. Mais contrairement à ces conventions, l'AGCS encourage la libéralisation du commerce de l'enseignement supérieur pour le profit. Bien que les conventions aient besoin d'être mises à jour pour tenir compte de la nouvelle donne éducative (notamment des services virtuels sans frontières et de l'ouverture de centres de formation privés et étrangers), elles complètent l'AGCS en définissant des normes et des contrôles de qualité de l'enseignement supérieur. [http://www.unesco.org/education/html/unesco\\_norms.shtml](http://www.unesco.org/education/html/unesco_norms.shtml)

subsaharienne. Depuis sa création en 1997, plus de 24 000 étudiants y ont fini leurs études de technologie, d'ingénierie, de commerce et de sciences et plus de 3 500 professionnels y ont suivi des séminaires d'encadrement et de management.

## LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS VA DOUBLER D'ICI VINGT ANS

La mondialisation de l'économie et du marché de l'emploi, qui demande des travailleurs de plus en plus qualifiés, conjuguée au boom des technologies, ont fait de « l'éducation sans frontières » une réalité. D'où la forte croissance du secteur privé dans ce domaine. Et les prévisions sont excellentes. Selon Merrill Lynch, une banque d'investissement basée aux Etats-Unis, le nombre d'étudiants dans le monde, qui s'élève aujourd'hui à environ 80 millions, va doubler d'ici 2025.

Les pays en développement et en transition sont de fervents supporters de ces développements. Le dernier Rapport de suivi sur l'Education pour tous<sup>1</sup> a clairement montré que le coût des efforts à fournir pour atteindre l'éducation pour tous à l'horizon 2015 (objectif fixé en 2000 lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar) avait été sérieusement sous-estimé, et que les budgets nationaux et l'aide internationale devaient être sérieusement revus à la hausse. De nombreux Etats expliquent qu'ils n'ont pas l'argent. Ils



13

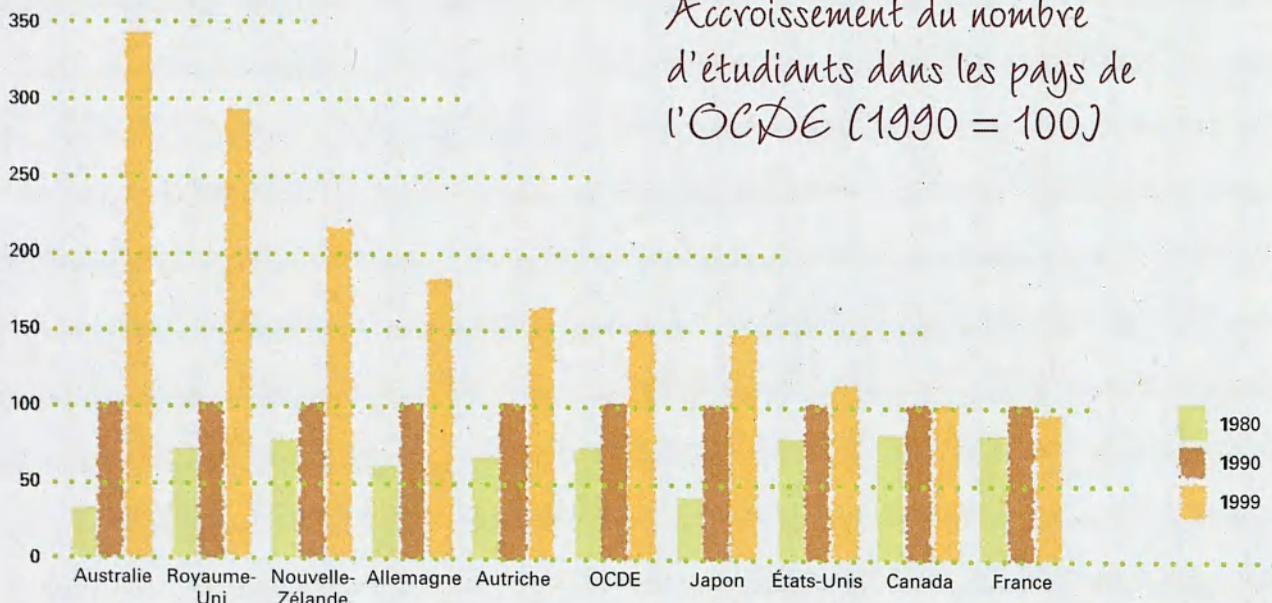
voient donc dans les services privés et étrangers un moyen de combler le manque et d'augmenter l'offre universitaire nationale. En Chine, par exemple, 36% des étudiants sont inscrits dans le privé. La Pologne, qui ne comptait pas la moindre structure éducative privée en 1989, en compte aujourd'hui 180, qui accueillent le tiers des étudiants du pays. Selon une série d'enquêtes de l'UNESCO, ces nouveaux fournisseurs de services privés représentent 55% des «nouvelles» universités en Jordanie, au Soudan, en Tunisie et au Yémen, tandis qu'au Kazakhstan, 70% des universités sont désormais privées.

Il serait malvenu de critiquer l'accès à l'éducation supérieure que ces mutations semblent offrir à un plus grand nombre de jeunes. Toutefois, selon les critiques, le fait d'avoir inclus le commerce de l'éducation dans l'AGCS aura des conséquences désastreuses. Les universitaires ibériques et latino-américains qui ont signé la Déclaration de Porto Alegre en 2002 prédisent «une dérégulation du secteur de l'éducation et la disparition des contrôles de qualité». Ils redoutent aussi «de sévères réductions des budgets publics». Selon l'Association britannique des professeurs d'université, de nouvelles menaces planent sur la sécurité de l'emploi, l'autonomie et le statut des professionnels du secteur, la qualité de l'enseignement, la liberté de la recherche, les droits de propriété intellectuelle et l'accès à l'éducation. L'Union nationale des étudiants en Europe déclare qu'elle est «fermement opposée aux entreprises qui dispensent un enseignement dans le seul but d'en tirer profit» et croit que «le concept qui transforme l'étudiant en

consommateur et l'éducation en produit ne prend pas en compte le rôle de l'éducation en tant qu'outil social et va à l'encontre de la création d'une société du savoir constituée de citoyens démocrates, tolérants et actifs». Leurs homologues canadiens expliquent quant à eux qu'il est temps «de protéger le rôle essentiel de ce service public afin de ne pas subordonner l'éducation aux forces du marché, de ne pas restreindre son accès et de ne pas accroître les inégalités sociales.»

## ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT

Certains experts de l'AGCS qualifient ces craintes d'infondées. Pour Pierre Sauvé, de l'OCDE, cet accord est «le plus résolument tourné vers le développement de tous les accords de l'Uruguay Round». Il croit par ailleurs que l'accord a peu d'impact sur les mutations en cours. «Les Etats, dit-il, peuvent utiliser l'AGCS de façon sélective pour encourager l'investissement dans les secteurs de leur choix et le plier à leurs conditions». L'accord, poursuit-il, «permet aussi



# Commerce de l'éducation : un débat controversé

## POUR

**Pierre Sauvé** travaille à la Direction des échanges de l'OCDE. Pour lui, l'intensification des échanges commerciaux dans l'enseignement supérieur peut profiter à tous, à commencer par les pays en développement qui n'ont pas les moyens de satisfaire la demande de leurs étudiants.

### Quels sont les atouts de la commercialisation de l'enseignement supérieur ?

Aujourd'hui, le progrès des technologies rend possible une diffusion plus large du savoir. Il est logique que l'on s'interroge sur les moyens de maximiser les bénéfices éventuels de ce développement. On connaît depuis longtemps la corrélation existant entre l'investissement dans le capital humain et le développement économique.

Il faut donc se réjouir de voir les échanges s'intensifier dans ce secteur. Mais depuis quelques années, il semble devenu presque impossible de prononcer le mot « commerce » sans provoquer des hauts cris. Or il faut tout de même rappeler que les échanges commerciaux contribuent à l'enrichissement des nations. La mobilité des étudiants, des enseignants et des idées peut par ailleurs être un vecteur important de rapprochement des cultures. Le problème, c'est que le Nord semble avoir beaucoup plus à gagner que le Sud.

Mais les pays du Sud seraient-ils mieux lotis si on empêchait leurs étudiants de fréquenter les meilleures universités occidentales ? Le fait est qu'un certain nombre de pays en développement ne sont pas en mesure de répondre aux besoins de formation de leurs populations. Si certains Etats africains ont souscrit des engagements de libéralisation en matière de services éducatifs, c'est qu'ils sont désireux de voir les opérateurs étrangers s'implanter chez eux.

### Mais ne court-on pas le risque d'assister à une standardisation de l'éducation ?

Des instruments de politique existent pour parer à ce risque. Un exemple : si la loi indonésienne impose une langue donnée dans les universités, cela peut aussi s'appliquer aux établissements étrangers. C'est donc avant tout une question de réglementation et de choix de politiques internes. Par ailleurs, rien n'oblige les pays membres de l'OMC à souscrire le moindre engagement dans le domaine de l'enseignement, et s'ils le font, ils restent libres de favoriser les établissements nationaux.

## CONTRE

**Nico Hirtt**, enseignant et essayiste belge, dénonce les effets de la privatisation des universités, qui assure le triomphe du modèle éducatif occidental et accentue les inégalités sociales.

### En quoi la donne a-t-elle changé depuis une vingtaine d'années ?

Les milieux économiques exercent aujourd'hui de fortes pressions sur les services publics afin qu'ils s'adaptent à leurs besoins. On demande à l'école d'être plus flexible afin de répondre plus vite aux impératifs du marché du travail. Parallèlement, les financements publics, dont dépendent en grande partie les universités, sont à la baisse.

### Quel est le rôle joué par l'OMC dans cette évolution ?

La marchandisation de l'enseignement se fera, quelle que soit l'issue des négociations. Les décisions internationales ne font qu'accompagner le mouvement. Ce sont les forces du marché qui donnent le ton. Les réunions préparatoires qui ont précédé le sommet de Seattle de 1999 ont d'ailleurs montré que très peu d'obstacles se dressent contre cette libéralisation. Le seul véritable frein réside aujourd'hui dans la reconnaissance des diplômes à une échelle internationale.

### Quelles peuvent être les conséquences de cette libéralisation ?

On risque d'assister à une « McDonaldisation » de l'enseignement supérieur, avec la diffusion d'un modèle unique, calqué sur le modèle occidental. Exposées à une concurrence accrue, les universités risquent par ailleurs d'investir dans les secteurs les plus porteurs pour elles, au détriment de matières moins « rentables » comme les sciences humaines. Elles seront tentées aussi d'orienter de plus en plus la recherche en fonction des desiderata des sponsors. A l'avenir, les parents devront également consacrer une part croissante de leurs revenus aux études de leurs enfants, ce qui ne fera que renforcer les inégalités sociales.

### Comment y remédier ?

On ne résistera pas à ce mouvement si l'on se place sur le seul terrain de l'enseignement. Car ce sont toutes les dimensions les plus humaines de notre environnement qui sont en train de devenir des marchandises. C'est un combat global qu'il faut mener contre les excès de la modernisation économique.



15

aux Etats d'imposer des restrictions à la prise de participation d'acteurs étrangers»<sup>2</sup>.

La préoccupation majeure de l'UNESCO est de maintenir la qualité de l'enseignement supérieur. «Le vrai problème, c'est la qualité», estime Stamenka Uvalic-Trumbic, chef de la section pour l'accès, la mobilité et l'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur de l'UNESCO. «L'organisation a longtemps encouragé l'internationalisation de l'éducation et les partenariats avec un large éventail d'acteurs, tant publics que privés. Mais nous devons aussi protéger les étudiants des enseignements inadéquats ou médiocres, des usines à diplômes et des institutions fantômes, dit-elle. Les rapides développements de la société du savoir montrent que la mondialisation, et en particulier celle de l'enseignement supérieur, est irréversible. Mais elle peut être maîtrisée par la régulation et la coordination des politiques mises en œuvre».

A cette fin, l'UNESCO a mis en place un Forum mondial sur l'assurance de la qualité, l'habilitation et la reconnaissance des diplômes au plan international. L'objectif est de créer un cadre pour garantir un certain niveau de qualité et un code déontologique pour les fournisseurs de services. Ce Forum, qui se réunira pour la deuxième fois à Oslo (Norvège) les 26 et 27 mai 2003, s'intéressera aussi à la mise à jour des six conventions régionales sur la reconnaissance des diplômes. Ces conventions, qui ont été ratifiées par 130 États membres de l'UNESCO, pourraient servir de contrepois à l'AGCS (voir encadré p. 13).

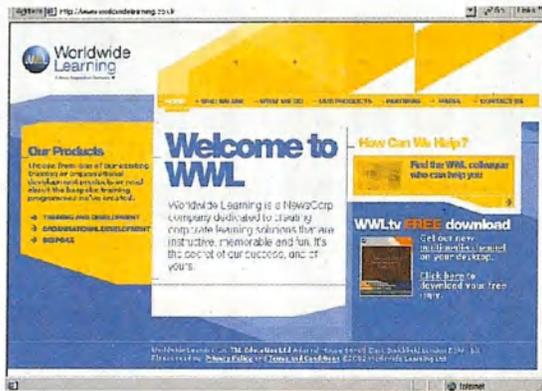
«Le Forum ne se pose pas en rival de l'AGCS, il le complète, explique Stamenka Uvalic-Trumbic. Les individus et les organismes impliqués dans l'enseignement supérieur peuvent y discuter des problèmes vus sous des angles divers – et pas seulement sous celui du marché – pour décider de ce qu'il convient de faire.»

*Sue Williams*

1. Rapport de suivi sur l'Education pour tous 2002 : le monde est-il sur la bonne voie?, Editions UNESCO.
2. Trade, Education and the GATS: What's in, What's out, What's the Fuss About?, Pierre Sauvé, OCDE, mai 2002.



**Pour en savoir plus :**  
[http://www.unesco.org/education/studyingabroad/highlights/global\\_forum/gf\\_info\\_note.shtml](http://www.unesco.org/education/studyingabroad/highlights/global_forum/gf_info_note.shtml)



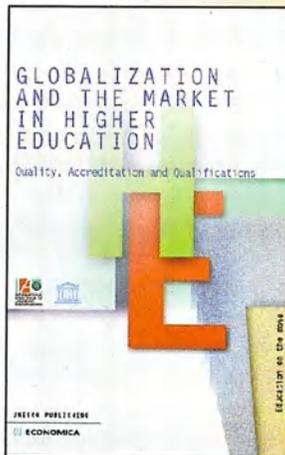
© 2002 Worldwide Learning Limited

## La mondialisation et le marché de l'enseignement supérieur

**Comme l'enseignement supérieur s'ouvre aux forces du marché et comme l'Organisation mondiale du commerce s'intéresse aux universités, la qualité, l'habilitation et la reconnaissance des diplômes deviennent des sujets de préoccupation majeure pour les directeurs d'université, les gouvernements, les étudiants et les parents. Comment aborder**

**ces questions brûlantes de façon concertée ? Que font les autorités nationales et régionales pour s'attaquer à cet énorme problème ? En s'appuyant sur des contributions d'universitaires, de décideurs et de professionnels issus des plus grandes organisations multilatérales et ONG, un livre intitulé *Quality, Accreditation and Qualifications* permet d'étudier quel cadre international sur l'assurance de la qualité et l'habilitation pourrait être mis en place.**

Publié par Stamenka Uvalic-Trumbic et édité par les Editions UNESCO et les Editions Economica, Paris, 2002. Uniquement disponible en anglais.

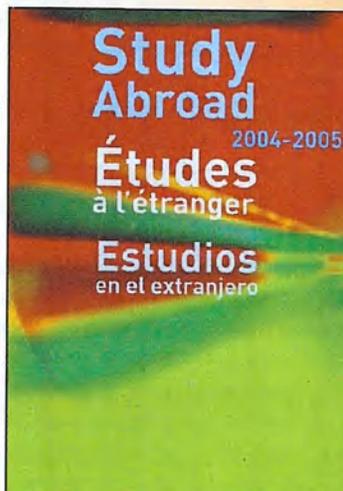


## Apprendre à l'étranger

**Ce guide international de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur recense les opportunités et les bourses offertes dans quelque 130 pays. Il compte plusieurs milliers d'entrées sur les cours et les bourses dans toute une gamme de disciplines universitaires et de formations professionnelles. Adresses, sites**

**Internet, conditions d'admission, date limite d'inscription, aide financière, prix des cours et dépenses d'hébergement dans chaque pays y sont répertoriés en anglais, en français et en espagnol, selon la langue utilisée dans le pays concerné.**

**Study Abroad 2003 - 2004, à paraître en octobre 2003, pourra être commandé aux Éditions UNESCO ou sur le site : <http://www.unesco.org/education/studyingabroad/networking/studyabroad.shtml>**



# La double vie d'Anna

*Anna a deux amours : son ami et le saami. A dix-huit ans, cette jeune Suédoise de Laponie est bien décidée à se battre pour défendre sa langue, l'une des plus menacées d'Europe.*



© Discovery

**Rensjon**, un village sous la neige de la région de Kiruna, dans le nord de la Suède : une équipe de la chaîne de télévision Discovery Channel tourne un petit documentaire sur les Saami (voir encadré p. 20). Dehors, il fait -33°C. Tout gèle, les gens comme les caméras. Seule Anna, dix-huit ans, se sent dans son élément. C'est la vedette de l'heure, une jeune Suédoise qui met toute son énergie d'adolescente à défendre sa « différence ».

« La première chose que je transmettrai à mes enfants ? la langue saami » : Anna n'hésite pas une seconde avant de répondre. Comme beaucoup d'ados, elle aime le snowboard, son petit ami et le groupe de pop-rock américain Foo Fighters. Mais au fond d'elle-même, elle sent qu'elle a quelque chose de plus que la plupart de ses copines de lycée.

« C'est un sentiment qui grandit avec le temps. Plus les années passent et plus j'ai envie de parler saami, de suivre mon oncle et ses rennes dans les montagnes. Vivre avec la nature donne une force incroyable. » Pour elle, être saami, c'est un plus, un sésame pour une vie hors du commun. « J'ai ma vie suédoise, comme tout le monde, et une autre vie en prime », dit-elle.

Anna vit chez ses parents à Gällivare, une ville minière située au nord du cercle arctique. « J'ai de la chance, car mes parents m'ont toujours dit d'où je venais et m'ont envoyée dans une école saami. » A côté du suédois et de l'anglais, elle y a appris à lire et à écrire sa langue maternelle, que sa mère et sa grand-mère, elles, ne savent que parler. Elle s'y est aussi initiée au *yoik*, ces mélodies traditionnelles aux modulations comme portées par le vent, qui amenaient autrefois à l'extase. Depuis plusieurs années, elle chante même en public, à l'occasion de fêtes saami.

Souvent, le week-end, Anna franchit les 80 kilomètres qui la séparent de sa grand-mère maternelle Ellen Maria, installée à Rensjon. Avec cette dynamique septuagénaire, Anna apprend à fabriquer des objets traditionnels en peau de renne ou en fils multicolores. Elle adore aussi l'écouter raconter son passé, sans nostalgie mais avec une certaine fierté : l'enfance nomade au rythme de la vie des rennes, la mort de sa propre mère alors qu'elle n'avait pas trois ans, le rôle de « chef de famille » qu'elle a endossé toute jeune pour soutenir son père, son frère et sa petite sœur, le terrible hiver de l'année 1935-36 où tous les rennes étaient morts de froid, les échanges « lait contre viande » avec les Finnois installés dans la région, puis la sédentarisation, l'accès à la modernité et à un minimum de confort.

« La vie des Saami a tellement changé, remarque Anna. Je ne veux pas que cette mémoire disparaisse. » Pour autant, les deux femmes ne retourneraient en arrière pour rien au monde. Pas plus que ses camarades, Anna n'est attirée vers les métiers traditionnels, comme l'élevage



17

## Un peuple et une langue éclatés

**Les Saami** (on écrit aussi Sami ou Same), autrefois appelés Lapons, sont un peuple autochtone de 60 000 à 100 000 personnes, aujourd'hui dispersés dans quatre pays : la Finlande, la Norvège, la Suède et la Russie. Leur territoire a été rattaché à la couronne suédoise au début du XVI<sup>e</sup> siècle, puis divisé entre la Suède, la Russie et le Danemark environ un siècle plus tard. En 1996, une partie de la Laponie suédoise, où le mode de vie nomade et la transhumance des rennes peuvent se perpétuer sans entraves, a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

«**Nous sommes les seuls sauvages blancs du monde**», ironise le président du Parlement saami de Suède, Lars Anders Baer, qui précise que «la majorité, 40 000 à 70 000 personnes, vivent sur le territoire norvégien». On estime que 15 000 à 20 000 Saami résident en Suède, environ 5 000 en Finlande et 2 000 dans la presqu'île de Kola (Russie). On parle généralement de la langue saami comme d'une langue finno-ougrienne, proche des langues de la mer Baltique comme le finnois ou l'estonien. Mais en réalité,

il existe plusieurs langues saami, dont les locuteurs ne se comprennent souvent pas. L'orthographe peut également varier d'une langue à l'autre.

### L'Atlas de l'UNESCO sur les langues en péril<sup>1</sup>

répertorie 11 langues saami, dont une est «éteinte» (le kemi saami), quatre sont «moribondes» (le pite saami, l'ume saami, le ter saami et l'akkala saami), cinq sont «très menacées» (l'inari saami, le skolt saami, le kildin saami, le lule saami et le saami du Sud). Une seule est classée dans la simple catégorie «langue menacée» : le saami du Nord, utilisé par 80% à 90% des Saami qui parlent encore leur langue – environ 30 000 personnes répartis dans les quatre pays concernés.

**Pour Lars Anders Baer**, un effort «d'harmonisation des politiques linguistiques pratiquées dans ces quatre pays» s'impose si l'on veut sauver le saami. Mais, ce faisant, on risque de voir disparaître la plupart de ses variantes, qui ne comptent déjà plus que quelques centaines, voire dizaines de locuteurs.

1. *Atlas of the World's Languages in Danger of Disappearing*, uniquement disponible en anglais.

des rennes, qui emploient moins de 15% des Saami de Suède. C'est trop dur et ça ne rapporte pas assez, dit-elle. A moins de posséder plus de 400 bêtes, les éleveurs de rennes ont un niveau de vie plus bas que la moyenne et font des extra dans l'industrie minière ou le tourisme pour boucler leurs fins de mois.

Mais Anna est sûre d'une chose. Elle restera vivre dans le Sapmi (autrefois appelé Laponie) et défendra sa langue et les droits de sa petite minorité. Aujourd'hui, les 15 000 à 20 000 Saami de Suède comptent pour moins de 0,25% de la population du pays. Même dans leur région, où la température peut tomber à -50°C l'hiver, ils ne représentent que 5% à 10% des habitants, pour beaucoup des mineurs venus du Sud exploiter d'importants gisements de fer.

Peuple de pêcheurs et de chasseurs, devenus éleveurs nomades à la fin du Moyen Age, les Saami ont connu des heures sombres entre le XVI<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Leur mode de vie a été bouleversé et leur territoire traditionnel éclaté entre plusieurs États (voir encadré ci-contre). Colonisation, pression fiscale, christianisation et persécutions des shamans traditionnels, travail forcé dans les mines, interdiction de pratiquer leur langue et leur culture, racisme, déclin économique, tout cela



- × Langue éteinte : aucun locuteur restant
- ⊗ Langue moribonde : quelques locuteurs âgés
- Langue très menacée : les locuteurs les plus jeunes ont passé la quarantaine
- Langue menacée : les locuteurs les plus jeunes sont de jeunes adultes

Source : *Atlas of the World's Languages in Danger of Disappearing*, Éditions UNESCO, 2001.



**Mariage à Kautokeino, en Laponie norvégienne. Les mariés, au centre, viennent de prononcer le *jua* (oui) consacré (ci-contre). Depuis une vingtaine d'années, les éleveurs de rennes ont troqué le traîneau traditionnel contre le motoneige. Certains se sont même équipés d'hélicoptères pour surveiller leurs bêtes, souvent victimes des prédateurs.**



a poussé la majorité d'entre eux à s'assimiler à la société suédoise, dominante et prospère. Aujourd'hui, on estime que plus de la moitié des Saami de Suède ne parlent pas leur langue et que près de 90% ne peuvent pas l'écrire.

De nombreux jeunes ne savent rien de leur passé ou en ont honte, témoigne Anna. «Certains ne savent même pas qu'ils sont saami ou le cachent, poursuit-elle. Mon ami, par exemple. Lorsque je l'ai rencontré il y a cinq ans, personne ne lui avait jamais dit qu'il avait des ancêtres saami.» Pourtant, elle affirme qu'aujourd'hui, de plus en plus de ses camarades commencent à accepter leurs origines.

Elle, en tout cas, se battra pour sa culture et ses «droits». «Dès que je serai en âge de le faire, je voterai au Sametinget [le Parlement saami de Suède]», dit Anna, qui regrette que les deux



19

© Michael Friedel/Rapho, Paris



# L'UNESCO et les langues

**Selon de nombreux linguistes**, dix langues disparaissent chaque année de la surface de la Terre. Et la moitié des 6000 langues parlées dans le monde sont, à des degrés divers, menacées d'extinction. Pire, l'érosion de la diversité linguistique ne cesse de s'accroître, sous le coup des migrations, de politiques linguistiques restrictives et de la pression des langues dominantes : l'anglais bien sûr mais aussi le russe, le français, l'arabe, le chinois... On considère que la langue d'une communauté est en danger lorsqu'au moins 30% de ses enfants ont cessé de l'apprendre.

**Lorsqu'une langue s'éteint**, c'est une cosmogonie, un mode de pensée, des concepts originaux qui disparaissent avec elle. L'UNESCO, qui s'emploie à promouvoir la diversité culturelle, ne peut rester inactive face à la mort des langues. Elle a tout d'abord entrepris de quantifier et de documenter le phénomène en produisant notamment, en coopération avec des universitaires de renom, un Atlas des langues en péril dans le monde<sup>1</sup>. De plus, une enquête est en cours pour évaluer le nombre de locuteurs de chacune des 3000 langues menacées.

**La publication** de ce type de document, largement popularisée par les médias, contribue à sensibiliser l'opinion publique. L'UNESCO travaille aussi avec la communauté scientifique pour étudier certaines langues. Elle vient par exemple de lancer une initiative en Géorgie visant à enregistrer, transcrire et codifier trois langues en

péril (l'abkhase, le bats et le laz), afin de produire des grammaires et des bases de données lexicales en ligne. L'UNESCO encourage par ailleurs le plurilinguisme à l'école. Pour l'Organisation, « tous les élèves devraient commencer leur éducation formelle dans leur langue maternelle ». Avec son programme Initiative B@bel, l'UNESCO soutient également le multilinguisme dans le cyberspace, où l'anglais compte pour plus de la moitié du contenu et où très peu de langues minoritaires sont présentes.

**L'action de l'UNESCO** en faveur de la diversité linguistique a récemment donné lieu à un accord avec la chaîne de télévision Discovery Channel, appuyé par le programme UN Works. Ce partenariat vise à sensibiliser le grand public et la presse à la disparition des langues. Il a notamment débouché sur la production de « vignettes » consacrées aux langues en péril : neuf programmes courts ont ainsi été proposés aux téléspectateurs de la première chaîne mondiale de découverte et d'aventures, le 21 février 2003, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle. D'autres vignettes (jusqu'à 50 au total) devraient suivre.

1. *Atlas of the World's Languages in Danger of Disappearing*, uniquement disponible en anglais.

© UNESCO/Sophie Boukhar



**Lars Anders Baer, le président du Sametinget, le Parlement saami de Suède.**

tiers des Saami ne s'en donnent pas la peine. Ce parlement, qui est doté d'un pouvoir de « conseil » du gouvernement, selon son président Lars Anders Baer, a été établi à Kiruna en 1993, plusieurs années après ceux de Norvège et de Finlande. Il est le résultat de la naissance, après la Seconde Guerre mondiale, d'un mouvement saami qui s'est renforcé dans les années 70, parallèlement à l'affirmation des autres peuples autochtones dans le monde.

Au cours des dernières années, reconnaît L. A. Baer, les Saami de Suède ont marqué des points sur le terrain culturel, même s'il estime que le gouvernement n'investit pas assez d'argent dans la promotion de la langue. Aujourd'hui, les enfants saami ont le droit d'être scolarisés dans leur langue maternelle. Mais ils sont encore peu nombreux à faire ce choix. Les plus motivés fréquentent les six écoles bilingues établies dans les villes du Sapmi. Selon le réseau européen de recherche Mercator, le nombre d'élèves de ces établissements spéciaux est passé de 115 en 1994/95 à 170 en 2000/01. Quelque 180 enfants dispersés dans d'autres écoles du pays bénéficient d'une « éducation saami intégrée » au cursus général. D'autres enfin prennent le saami comme

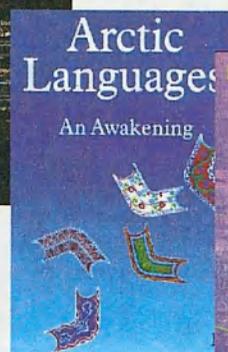
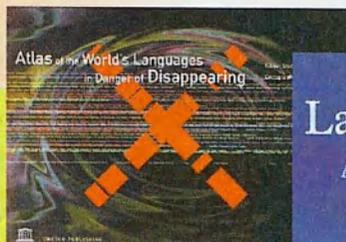
26

Live

*Atlas of the World's Languages in Danger of Disappearing*  
Editions UNESCO,  
première édition 1996 ; deuxième édition 2001.

*Arctic Languages, An Awakening*, Editions UNESCO, 1990.

*Rapport mondial sur la culture*, Editions UNESCO,  
1998 et 2000.





© UNESCO/Sophie Boukhari



© UNESCO/Sophie Boukhari

matière optionnelle. S'ils le désirent, ils ont ensuite la possibilité de continuer, au lycée puis à l'université.

L'environnement général change également peu à peu. Les programmes scolaires nationaux commencent à mentionner l'histoire des minorités du pays. Certains médias introduisent, certes à doses homéopathiques, des programmes saami dans leurs grilles. Sur le plan législatif, Stockholm a ratifié la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires en février 2000. Dans la foulée, une nouvelle Loi a été adoptée sur le droit d'employer le saami devant les autorités administratives et les cours de justice, un pas décisif dans la reconnaissance de la minorité saami.

Reste la question des droits fonciers. Au contraire de la Norvège, la Suède n'a pas ratifié la Convention 169 de l'Organisation mondiale du travail sur les peuples autochtones. Selon ce texte, ces peuples doivent avoir « la propriété et la possession » de leurs terres traditionnelles et pouvoir « participer aux avantages » découlant de l'exploitation des ressources naturelles qu'elles renferment. Or, pour Anders, le père d'Anna, sans l'autonomie économique qui permettrait notamment à son peuple de développer et de moderniser l'élevage des rennes, la culture saami est condamnée à disparaître. « Si vous n'avez plus besoin des 400 mots qui servent à qualifier la neige ou des centaines d'autres qui désignent les rennes, vous n'avez plus besoin de la langue, dit-il. Si nos traditions meurent, la langue mourra. »

En attendant, sa fille Anna continue à chanter. Et l'avenir dira si son *yoik* est le chant du cygne de la culture saami ou l'ode au dieu Soleil d'un peuple qui va renaître.

Sophie Boukhari

**Anna, dix-huit ans, sa grand-mère Ellen Maria, soixante dix-sept ans, et sa mère Irénée, quarante-huit ans : saami et fières de l'être (ci-dessus).**

**Peaux de rennes empilées dans la cour d'un abattoir proche de Kiruna, dans le nord de la Suède (en haut).**



**Pour en savoir plus :**

<http://www.unesco.org>  
<http://whc.unesco.org>  
<http://www.tooyoo.l.u-tokyo.ac.jp/Redbook/index.html>  
<http://www.sametinget.se>  
<http://www.eblul.org>  
<http://www.mercator-central.org>  
<http://www.coe.int>  
<http://www.discovery.com>



21

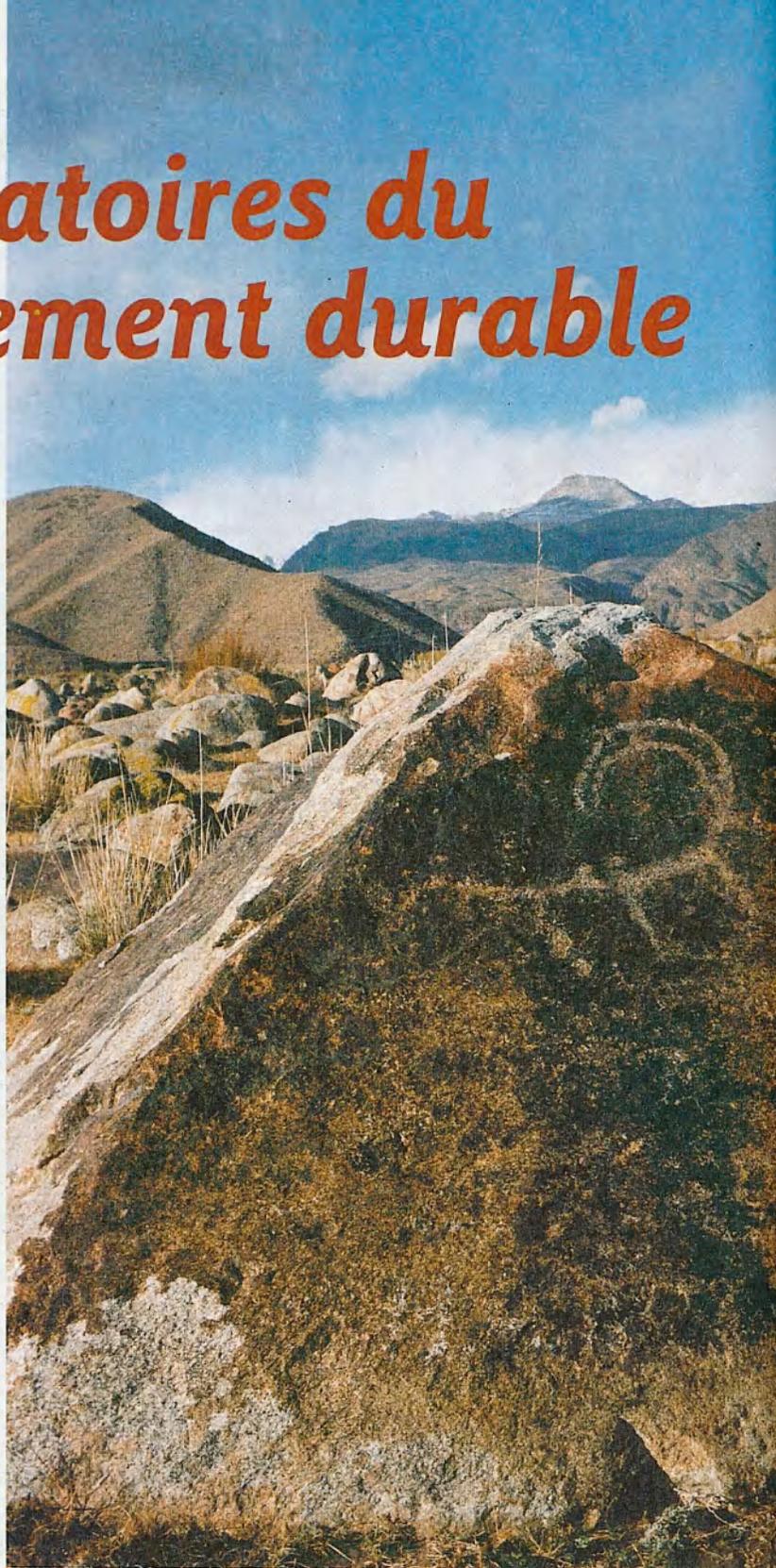
# Laboratoires du développement durable

*Conservation et développement forment une alliance naturelle dans les réserves de biosphère de l'UNESCO.*

**Depuis** trente ans qu'il existe, le programme L'Homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB) a toujours placé les populations locales et la nature au centre de ses préoccupations. Dès l'origine, les réserves de biosphère visaient à concilier les besoins des populations et la conservation de l'environnement, grâce à un système de zonage : le noyau central de chaque réserve, c'est-à-dire la zone qui a besoin d'être protégée, est entouré par une zone tampon et une aire de transition, qui forment comme un sas avec le monde moderne et ses pratiques destructrices. Aujourd'hui, le besoin de conservation de l'environnement est beaucoup plus fort qu'en 1976, quand les premières réserves de biosphère ont été créées. Mais il n'en demeure pas moins que les populations qui vivent dans ces réserves ou autour continuent à vouloir se développer sur le plan économique. L'enjeu est donc de faire cohabiter ces objectifs potentiellement conflictuels.

Au cours de la dernière décennie, le programme MAB a mis en œuvre un grand nombre de projets pour y parvenir. L'une des approches adoptées consiste à s'appuyer sur le patrimoine culturel pour encourager l'écotourisme. Quelque 70 réserves de biosphère sont également des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. Dans le passé, il était fréquent que les populations locales en soient chassées au nom de la « conservation » des sites.

Le tourisme peut contribuer à la conservation d'une réserve de biosphère mais aussi, au contraire, provoquer des dégâts. Tout dépend de la façon dont il est développé. « L'UNESCO n'introduit pas le tourisme dans les réserves, explique Francis Childe, un spécialiste du patrimoine culturel de l'UNESCO qui collabore étroitement avec le Programme MAB. Mais le



© UNESCO/Peter Coles

tourisme est là. C'est pourquoi il faut s'assurer que les communautés locales soient impliquées dans son développement et puissent le maîtriser».

L'un des projets d'écotourisme que l'UNESCO soutient dans les régions montagneuses d'Asie centrale et de l'Himalaya (voir pp. 23-24) s'appuie sur des ONG locales. Il vise à développer des lieux d'hébergement chez l'habitant, la production d'un artisanat de qualité, l'organisation de jeux et de festivals traditionnels et à impliquer les communautés



Les 5000 pétroglyphes de Cholpon-Ata doivent être protégés d'urgence. Plusieurs de ces étonnants témoignages du passé ont déjà été détruits pour céder la place à un aéroport.

dans la conservation du patrimoine. En Afrique du Sud, les gestionnaires de la réserve de biosphère de Waterberg (voir p. 25) utilisent les revenus du tourisme pour réduire le fossé entre les riches propriétaires blancs et les communautés noires, pauvres et contaminées par le sida. Dans le cadre d'une autre initiative, les populations locales utilisent l'appellation «réserve de biosphère» comme un label de qualité et d'authenticité pour leurs produits locaux, alimentaires et artisanaux (voir le *nouveau Courrier* d'octobre 2002, p. 34).

En soutenant le savoir-faire et les traditions des populations locales, on peut aussi contribuer à la conservation de l'environnement tout en encourageant la diversité culturelle. Du Ghana à l'Inde, en passant par l'Amérique du Sud, les peuples autochtones protègent des portions de

territoires des intrusions extérieures, car ils les considèrent comme sacrées. Au fil du temps, ces zones sont devenues des havres de biodiversité. Elles abritent des espèces anciennes qui ont souvent disparu ailleurs, là où l'intervention humaine a fait son œuvre. De plus, certaines pratiques traditionnelles perçues comme forcément destructrices par les Occidentaux peuvent se révéler bénéfiques. Dans la réserve de biosphère australienne de Uluru, la coutume aborigène du brûlis appliquée à de petites portions de territoire est désormais reconnue. Car le brûlis peut être un excellent moyen de conserver la biodiversité dans les zones arides.

Peter Coles



23

## Les promesses d'Issyk Kul

*Le Kirghizistan découvre  
le fort potentiel  
d'écotourisme de  
sa nouvelle réserve  
de biosphère.*

**Dans** la lumière du soir, le ciel et les montagnes semblent se rapprocher, alors que nous quittons Cholpon-Ata et ses peintures rupestres. Dans le taxi de Bolot, une Mercedes marron qui nous ramène à Bichkek en cahotant entre des camions russes sur la très vieille route de la soie, la musique disco hurle sans arrêt : un refrain déformé qui sonne à mes oreilles comme «One-Way Chicken to the Moon» est martelé depuis des heures. Bolot n'a qu'une seule cassette et ne s'en lasse pas. Nous ne voulons surtout pas le contrarier.

Cinq heures plus tôt, à notre arrivée à Cholpon Ata, sur la rive nord du lac Issyk Kul, il était plutôt mal luné. Pourquoi? Mystère. Il semblait n'avoir qu'une idée en tête : nous lâcher et aller déjeuner. Nous l'avons donc persuadé de nous déposer dans un petit port, près de la datcha d'été du président, où nous avons négocié une heure de promenade en barque.

Le lac, qui a quelque chose du Loch Ness, est

perché à 1 600 m d'altitude. Il fait plus de 180 km de long, 60 km de large et 700 m de profondeur. C'est le plus grand lac alpin d'Asie, et le second du monde. L'an dernier, il est devenu le centre de la seconde réserve de biosphère de l'UNESCO au Kirghizistan.

Au sud, la chaîne enneigée de Tien Shan dresse sa muraille spectaculaire, avec des pics de plus de 7 000 mètres. Au-delà, c'est la Chine. Dernière nous, au nord, des montagnes plus modestes, celles du Kungey Alataou, nous séparent du Kazakhstan et de la Sibérie.

Un long nuage se forme juste au-dessus de la barque, nous plongeant dans l'ombre et le froid mordant – même si Issyk Kul signifie «lac chaud» en kirghiz, parce que l'eau n'y gèle jamais. Mais quand nous regagnons la terre, le soleil de cette fin d'automne reste étonnamment chaud.



© UNESCO/Peter Coles

Même Bolot semble de meilleure humeur, et accepte de suivre nos indications incertaines. Nous descendons une piste poussiéreuse, qui, après quelques faux départs et questions posées par gestes aux habitants, nous mène au but : derrière une barrière métallique purement symbolique, une vaste zone parsemée de blocs de pierre s'étend jusqu'aux hauteurs lointaines. Plusieurs centaines de ces rochers portent, côté sud, d'extraordinaires dessins réalisés par des chasseurs de l'âge du bronze : bouquetins de l'Himalaya, panthères des neiges, chevaux...

Il n'y a pas trace d'une infrastructure touristique aux alentours. Nous pouvons donc vagabonder comme si nous étions les découvreurs du site. Mais en une heure ou deux, nous n'avons trouvé que quelques douzaines des

5 000 pétroglyphes recensés. Et Bolot s'impatiente dans la voiture. Il faut se presser, s'arracher à cette fascinante chasse au trésor.

Nous apprendrons plus tard que ces dessins vieux de deux mille cinq cents ans ont été tracés par des Scythes, un peuple nomade pré-Kirghiz. Ces chasseurs de tradition shamanique voulaient sans doute invoquer les esprits des animaux et faire la paix avec eux.

L'héritage soviétique au Kirghizistan est parfois lourd à porter, comme en témoignent les déchets radioactifs des mines locales d'uranium déversés dans la montagne. Mais la beauté du pays profond est stupéfiante et reste ignorée des étrangers.

Aujourd'hui, les entreprises d'écotourisme se multiplient, parfois avec le soutien de l'UNESCO. Mais au nom du dollar facile, des opérateurs moins scrupuleux pourraient ruiner un pays qui, pour l'essentiel, a jusqu'ici été préservé. Quant aux gestionnaires de la réserve de biosphère, ils souhaitent bien sûr encourager le tourisme culturel. La signalétique des pétroglyphes se met en place. Et l'écologie intacte de la zone réserve aux visiteurs de merveilleuses surprises : panthères des neiges et ours bruns, mouflons de Marco Polo et bouquetins de l'Himalaya, oiseaux et plantes rares – comme sortis des peintures rupestres.

*Peter Coles*

## Suivez le guide

**L'UNESCO** a officiellement établi la réserve de biosphère d'Issyk Kul en 2001. Au centre de la réserve se trouve le lac d'Issyk Kul, qui arrive au second rang mondial pour l'altitude et qui est également un site Ramsar. Avec le soutien du gouvernement allemand, les responsables de la réserve publient la lettre d'information *Ak Kuu* et développent plusieurs projets d'écotourisme. L'UNESCO s'est associée à une ONG locale pour former des guides et utiliser des yourtes, les maisons de feutre locales, comme gîtes touristiques.

**Un nouveau projet** sur Cholpon-Ata vise à répertorier les pétroglyphes, produire du matériel promotionnel en kirghiz, en russe et en anglais, et protéger le site contre le vol et le vandalisme. Des guides locaux sont désormais opérationnels et une signalétique a été aménagée sur le site.

**Certains  
pétroglyphes sont  
vieux de plus de  
deux mille ans.**



© UNESCO/Peter Coles



© UNESCO/Peter Coles



**Pour en savoir plus :**  
<http://www.unesco.org/mab/br/focus/20020ct/Issyk.htm>  
<http://www.unesco.org/mab/index.htm>



© UNESCO/Isabelle Le Fourmis



25

Tout en créant un sanctuaire pour réintroduire dans le Waterberg cette espèce rare qu'est le rhinocéros noir, Clive et Conita Walker se sont mis à adopter des rhinocéros blancs orphelins. Munyane, une femelle, partage son temps entre son petit ami sauvage dans la forêt et le jardin des Walker.

## Nouvelles pistes au pays des rhinocéros

*Dans la réserve de biosphère de Waterberg, en Afrique du Sud, la fracture se réduit entre la minorité privilégiée et la majorité pauvre.*

**Roulez** trois heures vers le nord, depuis Johannesburg jusqu'aux montagnes du Waterberg, et vous voici au « cœur de l'Afrique sauvage, zone sans malaria », comme le clament dans leurs publicités une série de réserves de chasse privées, qui proposent aux visiteurs une variante idéalisée de la vie dans le bush.

On est ballotté à l'arrière d'une jeep sur les traces fumantes des « cinq grands » – le lion, le léopard, l'éléphant, le buffle et le rhinocéros –, puis on dîne à la belle étoile en sirotant les bons vins d'Afrique du Sud versés par des domestiques souriants, qui se fondent dans un décor de bois poli : le vieux fantôme colonial servi sur un plateau, et purgé de tout danger.

Mais cette image ne résume pas tout le Waterberg. Elle n'est que le reflet de l'univers privilégié de la petite minorité blanche. Faisons 20 kilomètres de plus, vers le district de Bakenberg : ici rôde un tueur que les villages noirs entourent de l'aura des sorciers. On y évoque en chuchotant la « lente décrépitude »

qui mine 22% de la population, au lieu de parler du sida.

Dans ce district, qui abrite 165 000 habitants, plus de la moitié des hommes de vingt à vingt-cinq ans sont au chômage. La plupart s'en vont chercher fortune en ville mais certains travaillent dans les pavillons de chasse, où ils enregistrent les notes des touristes, qui payent 1 000 rands par jour (117 dollars), deux fois le revenu mensuel d'un ménage du Waterberg.

### UN ÉCOTOURISME ORIGINAL

Les deux univers séparés du privilège et de la pauvreté coexistent dans le Waterberg – héritage du colonialisme et de l'apartheid, qui ont donné des terres immenses à une minorité riche tandis que la majorité des habitants ne possèdent même pas la baraque qu'ils habitent.

Mais les deux communautés œuvrent à présent à réduire l'écart, dans le cadre de la réserve de biosphère du Waterberg, créée en 2001. A Bakenberg, ce projet a fait naître l'espoir

de nouveaux emplois et d'un écotourisme culturel original, développé à travers des projets d'investissement où se côtoient des acteurs publics et privés. Quant aux propriétaires fonciers, ils voient dans l'appellation «réserve de biosphère» un label de qualité qui attirera davantage de touristes.

## APAISEMENT

Chacun y voit aussi une sorte de police d'assurance-vie. Au nord, à quelques heures de là seulement, le Zimbabwe, où la misère et la manipulation politique suscitent des occupations violentes de terres, vit dans la tourmente. Dans le Waterberg, il n'y a aucune trace d'agressions ni de menaces. Et la méfiance résiduelle commence à s'estomper.

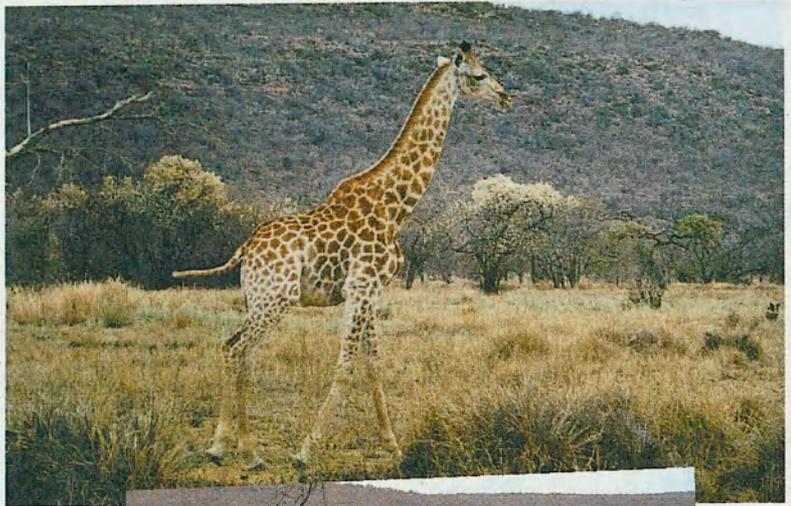
Ce climat d'apaisement est en grande partie dû à l'énergie et à la vision d'une poignée d'individus. Divers par leurs origines et leurs projets, ils représentent les éléments clés qui assurent le succès d'une réserve de biosphère : la conservation de l'environnement, le développement socio-économique et le patrimoine culturel.

Clive Walker, l'un des écologistes les plus en vue d'Afrique du Sud, a été le fer de lance de la création de la réserve. «Il y a douze ou quinze ans, dit-il, les gens de Bakenberg prenaient la fuite quand ils me voyaient arriver en uniforme de ranger». Aujourd'hui, il ne craint pas de venir y travailler.

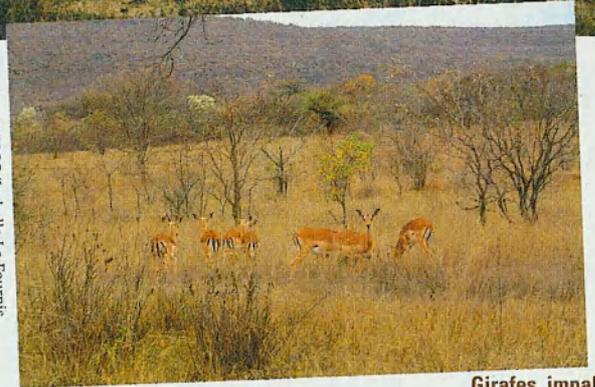
Vu sa force de caractère, cela n'a rien de surprenant. Cet homme a un rhinocéros orphelin dans son jardin, qu'il élève avec sa femme dans leur propriété de Lapalala Wilderness, une réserve de chasse privée qui ne ressemble à aucune autre. Alors qu'on s'attend à y vivre un remake d'*Out of Africa*, on se retrouve plongé dans une Afrique dont les principaux attraits sont la préservation de l'environnement et l'éducation.

Pendant des années, Walker a travaillé avec les propriétaires à réintroduire les rhinocéros dans la zone, tout en dirigeant une «école de la nature» pour des élèves majoritairement pauvres. Mais à Bakenberg, il a compris que la conservation ne devait pas se limiter aux zones vierges des domaines privés. Avec l'érosion des terres, les fleuves étaient en voie d'assèchement et les problèmes allaient s'étendre à l'ensemble du bassin hydrographique.

Grâce à Walker, la protection de la nature est ainsi devenue l'un des piliers du Waterberg. Aujourd'hui, le nouveau président de la réserve de biosphère, Rupert Baber, y ajoute son expertise



© UNESCO/Amy Orchet



© UNESCO/Isabelle Le Fournis

**Girafes, impalas et autres animaux sauvages ont repris possession des lieux, tandis que les ranchs et le bétail cédaient la place à des réserves touristiques.**

en matière de développement économique. Après avoir achevé à Oxford un doctorat sur la pauvreté du Balkenber, il est revenu dans la ferme exploitée par sa famille depuis 1886. C'est un endroit où les enfants naissent et où les grands-parents prennent leur retraite dans le cadre d'un système à l'ancienne, paternaliste, qui assure les soins médicaux, l'éducation et un salaire décent à plus de cent familles.

Tout en maintenant cette sécurité, Rupert Baber et ses employés modernisent l'exploitation : ils passent à des cultures biologiques très lucratives, et mettent au point des systèmes de micro-crédit et de coopératives pour accroître le revenu et l'indépendance du personnel.

«Notre défi, confie Baber, c'est d'en faire profiter tout le monde, pas seulement une petite élite. Nous devons créer un système d'incitations qui récompense non seulement la conservation de l'environnement, mais aussi la création d'emplois. Il ne suffit pas de vouloir le label de réserve de biosphère, il faut le gagner.»

«Nous ne voulons pas créer un projet de plus mais une entreprise», dit Lesiba Masebe, petit-fils d'un chef légendaire et enseignant respecté dans le Bakenberg. En parcourant les allées de terre battue de son village, il montre fièrement le bâtiment neuf de production artisanale construit par le comité de la réserve de biosphère, puis esquisse des plans de visites culturelles – marches dans le bush avec des guides locaux,





© UNESCO/Amy Otchet

consultations de guérisseurs traditionnels, banquets et spectacles de danse organisés par des troupes locales.

## UN CHEWING-GUM PAR AN

Masebe rêve de créer un «village africain traditionnel», pas seulement pour amuser les étrangers mais aussi pour transmettre aux enfants leur patrimoine culturel. Comme le dit le maire de l'endroit, Godfrey Molekwa, en ne plaisantant qu'à moitié, «le sexe est la seule activité culturelle des jeunes», qui attendent le jour où ils partiront travailler en ville.

Pour aider à rompre ce cycle, le gouvernement national et le comité de la réserve de biosphère lancent une nouvelle école d'écotourisme sous la direction de Clive Walker à Lapalala. L'objectif est de former du personnel local aux fonctions de guide, d'administratif, de mécanicien et de gérant, tout en développant des plans d'investissement dans la zone. Diverses organisations vont participer à ce projet pilote, aux côtés d'individus comme Elias Mangwani, guide à Lapalala.

En pénétrant précautionneusement avec Mangwani sur le territoire des rhinocéros de Lapalala, vous pourrez admirer leurs empreintes

sur le sable. Mais n'oubliez pas les consignes de sécurité : grimper à l'arbre le plus proche si l'un de ces animaux imprévisibles venait à approcher. Mangwani vous fera marcher des heures pour admirer le vieil art rupestre des San et vous montrera les baies que sa grand-mère, guérisseuse traditionnelle, fait bouillir pour vaincre la faim d'un trek de trois jours.

Une petite entaille dans le tronc d'un arbre à caoutchouc et Mangwani vous tendra un chewing-gum qui, pour lui, a la saveur douce-amère de l'enfance. Il raconte qu'une fois par an seulement, à Noël, il avait droit à un vrai chewing-gum, que lui rapportaient ses parents en revenant de la mine.

Comme tant d'enfants du Waterberg, Mangwani a vu sa famille contrainte de quitter sa ferme. Mais, sous l'œil vigilant de sa grand-mère, il a appris les usages de ses ancêtres, et ce savoir a déterminé sa carrière. Aujourd'hui, au lieu de promener des touristes qui se vantent de savoir reconnaître du crottin de zèbre, Mangwani va guider les jeunes du Waterberg, bien décidés à regagner leur patrimoine après plus d'un siècle de dépossession.

Amy Otchet

**De grands sourires et un bon déjeuner attendent les enfants des écoles et les visiteurs étrangers, lors d'une fête à Bakenberg.**

### Corrigendum

Dans l'article intitulé «Les caprices de l'eau qui dort» (le *nouveau Courrier*, octobre 2002), une erreur s'est glissée en page 20 : il faut lire Rio Grande au lieu de «rivière Columbia».

# Le monde soigne sa mémoire fragile

*Il y a dix ans, l'UNESCO lançait le programme Mémoire du monde pour protéger le patrimoine documentaire mondial et le faire connaître. Souvent menacé de disparition, ce patrimoine est aussi nécessaire à la conservation de la diversité culturelle de l'humanité que les sites du patrimoine mondial. D'où la création d'un Registre du patrimoine documentaire d'intérêt universel.*



28

**L**e Registre de la Mémoire du monde comprend le plus ancien livre imprimé à l'aide de caractères mobiles. Il s'agit du second volume d'une somme coréenne en deux volets intitulée «Anthologie des enseignements zen des grands prêtres bouddhistes», le *Baegun hwasang chorok buljo jikji simche yojeol*, imprimé en juillet 1377 dans un temple de Cheongju. On l'appelle aussi le *Jikji* (une façon d'atteindre l'illumination en faisant appel à l'esprit). Cet ouvrage transmet les leçons du maître du bouddhisme zen Seogok Cheonggong, compilées par le prêtre Baegun, son disciple, à l'âge de 75 ans.

C'est l'un des 68 trésors originaires de 33 pays qui figurent à ce jour sur le Registre mondial du patrimoine documentaire. On y trouve aussi, entre autres, la Bible de Gutenberg (Allemagne), le premier livre imprimé en Europe et la première Bible jamais imprimée; le Codex Techaloyan de Cuajimalpa (Mexique), dont les éléments pictographiques et le texte nahuatl relatent l'installation des communautés indigènes dans la vallée de Mexico; le Dainu Skapis, cabinet de chants folkloriques de Lettonie, ou les archives du ghetto de Varsovie (Pologne). Le Registre nous donne une idée de l'immense diversité du patrimoine documentaire qui mérite d'être préservé. Notamment parce

qu'il présente un intérêt incontesté pour les chercheurs d'aujourd'hui et de demain et aussi parce qu'il témoigne de réalisations culturelles particulièrement fécondes.

## CULTURES DISPARUES

«Notre objectif n'est pas de conserver pour conserver, mais plutôt pour faciliter l'accès à ces trésors», résume le directeur de Mémoire du monde, Abdelaziz Abid. En faisant connaître ce patrimoine, on contribue à attirer les ressources nécessaires pour le préserver. En numérisant ces documents, en les mettant sur Internet et sur CD-Rom, on les rend accessibles à des millions de personnes sans leur imposer de stress physique. C'est l'oubli, souligne Abid, qui engendre la négligence.

En 2001, *Metropolis*, le chef-d'œuvre de Fritz Lang, est devenu le premier film à entrer sur le Registre, ce qui lui a valu d'être reprojété dans de nombreuses salles. La célébration de l'événement a aussi contribué, ajoute Abid, à une prise de conscience de l'importance de la préservation des films en général.

Autre trésor figurant sur le Registre : 4 000 enregistrements du Phonogrammarchiv de Vienne. Ces premières archives sonores du monde (1899) sont composées de données ethno-linguistiques et ethno-musicales collectées par des anthropologues dans le monde entier. Elles témoignent de cultures disparues ou altérées en profondeur par l'influence occidentale.

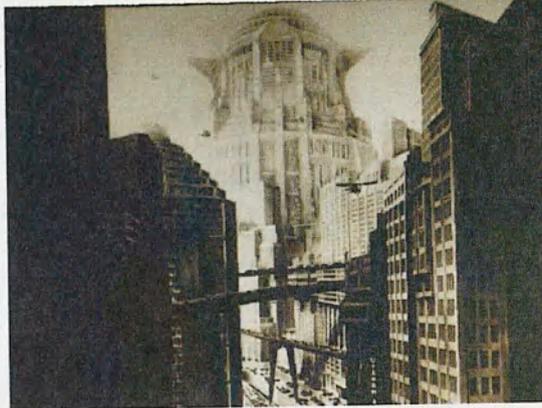
Pour le directeur du Phonogrammarchiv, Dietrich Schüller, qui est aussi président du Comité consultatif international de Mémoire du monde, aucune institution, où qu'elle soit, ne peut prétendre posséder à elle seule un matériel suffisant dans quelque domaine que ce soit. C'est pourquoi l'UNESCO, à travers ce programme, tente de convaincre les contribuables et les décideurs du monde entier d'investir plus et de se coordonner mieux pour conserver les traces de nos cultures.

«Une bonne partie du matériel entreposé dans les centres de recherche va disparaître dans les cinquante prochaines années, soutient Schüller.

**Le temple d'Haeinsa, un site du patrimoine mondial de la République de Corée du Sud, abrite la collection la plus complète de textes du canon bouddhiste. Ces 80 000 tablettes de bois gravées il y a sept cents ans avaient remplacé les originaux, détruits par les Mongols en 1232. Un dépôt plus moderne avait été testé dans les années 70 mais des moisissures n'avaient pas tardé à apparaître, prouvant la supériorité des techniques de conservation traditionnelles.**



Tourné à Berlin en 1925-26, le chef d'œuvre expressionniste de Fritz Lang, *Metropolis*, témoigne de la créativité du cinéma allemand dans les années 20. Une copie numérique du film a été réalisée pour lui rendre sa qualité initiale.



© Christophe L, Paris



30

## Une tradition asiatique

L'Asie a une antique tradition de conservation d'archives, comme l'illustrent le Hor Tri Klang Nam (ou pavillon Tri Pitaka) du Wat Yai Suwannaram à Petchaburi (Thaïlande) et le Janggyeong Panjeon, dit aussi Tripitaka Koreana, du temple Haeinsa (Corée). Ces deux bibliothèques sont des exemples remarquables de maîtrise traditionnelle des paramètres de conservation : leurs collections sont restées sèches, bien aérées, à l'abri d'une lumière trop vive. La bibliothèque thaïe a été construite sur pilotis au-dessus d'un lac, pour la protéger des rongeurs.

**Les riches traditions** de l'Asie en matière de bibliothèques sont également visibles en Inde, au Laos et au Myanmar, selon l'expert australien Guy Petheridge, qui ne tarit pas d'éloges sur le plan de conservation des manuscrits lao, actuellement mis en œuvre par les autorités laotiennes, avec le soutien financier de l'Allemagne.

**Le Laos** possède un riche patrimoine documentaire : des œuvres littéraires du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle, dont beaucoup restent à étudier, sont parvenues jusqu'à nous. Mais les négligences du passé ont été dommageables à des

dizaines de milliers de textes concernant l'histoire, le droit et les coutumes traditionnels, l'astrologie et la magie, la mythologie et le rite, la médecine et les soins traditionnels, la grammaire et la lexicographie, la poésie et un nombre considérable d'épopées en vers et de contes populaires. **Ces manuscrits**, écrits sur feuilles de palmes ou papier de mûrier, sont conservés dans des coffres en bois au sein de bibliothèques traditionnelles, dans quelque 1700 *wat* ou monastères bouddhistes répartis dans tout le pays.

Nous avons déjà beaucoup perdu : 80% des documents audiovisuels en anthropologie – les dialectes, les musiques de fêtes, etc. –, ne sont pas conservés dans de vraies archives, mais dans les collections des instituts et des musées. Leurs documents analogiques sont encore audibles, mais beaucoup, et de plus en plus, sont chimiquement instables. Tôt ou tard, toutes nos bandes magnétiques seront si dégradées qu'on ne pourra plus s'en servir. En plus, les appareils adéquats sont en voie de disparition. A quoi servirait de posséder des collections en bon état si on ne pouvait plus les écouter ni les voir ? A moins de fournir un énorme effort concerté pour numériser ce matériel dans chaque pays, le savoir dont nous disposons aujourd'hui va s'évanouir, notamment en anthropologie sociale et culturelle. » Nous allons « perdre 80% de ce que nous avons en anthropologie, martèle-t-il. Et en règle générale, plus le support est moderne, moins il est stable. Un enregistrement sur cylindre de cire dure plus longtemps qu'une bande magnétique ou un CD-Rom. »

De même, le vieux papier est plus stable que le papier de pâte acide introduit au milieu du xix<sup>e</sup> siècle. Le papier acidifié pose un problème pour les collections des xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles. C'est particulièrement vrai dans les pays en transition d'Europe de l'Est ou de l'ex-Union soviétique, où presque tout était imprimé sur du papier très

bon marché, estime Guy Petheridge, du réseau australien d'organismes de gestion du patrimoine culturel AusHeritage, qui a réalisé une évaluation du programme Mémoire du monde.

## LES ARCHIVES ARGENTINES VICTIMES DE LA CRISE

Les institutions des pays en développement peuvent rarement s'offrir les outils techniques de numérisation auxquels recourent les bibliothèques et instituts occidentaux pour sauvegarder les documents menacés. De récents articles de presse ont révélé la décrépitude d'une des plus grandes bibliothèques argentines, la bibliothèque José Hernandez à Buenos Aires, où cent dix ans de journaux sont en train de pourrir, victimes de la crise économique.

Le patrimoine documentaire est une réalité quasi universelle : même en des lieux qui ne sont guère connus pour leur culture écrite, des trésors méritent d'être sauvés. C'est ainsi que quatre syllabaires philippins du x<sup>e</sup> siècle, les « documents paléographiques philippins », figurent sur le Registre. Ils représentent des sons articulés qui sont toujours en usage aujourd'hui.

« Un préjugé occidental veut que les peuples indigènes n'aient que des traditions orales », commente Guy Petheridge. « Quand les premiers navigateurs espagnols sont arrivés aux Philippines, ils ont été stupéfaits d'y trouver un peuple qui écrivait allègrement. C'est aussi vrai à Sumatra : des systèmes d'écriture y sont attestés par des documents du vii<sup>e</sup> ou du viii<sup>e</sup> siècle, et pourraient être encore plus anciens. Fidèles à leur tradition, les Batak du nord de Sumatra écrivent encore des manuscrits divinatoires compliqués. Aux Philippines, il n'y a qu'une ou deux populations de chasseurs-cueilleurs qui maintiennent en vie l'écriture de leurs ancêtres. »

La préservation de ce patrimoine documentaire doit nous aider à mesurer la richesse des cultures humaines. L'utilité du programme – et en particulier de la numérisation – est encore plus évidente quand on pense aux énormes pertes subies au cours du siècle dernier. Par exemple, certains des plus précieux ouvrages et manuscrits conservés en Allemagne ont été détruits quand une inondation a noyé les sous-sols de l'ancienne bibliothèque royale et provinciale de Hanovre en 1946. Pire, en 1988, à l'occasion de ce qui est considéré comme le pire désastre documentaire du xx<sup>e</sup> siècle, le feu a ravagé 3,6 millions de livres dans la bibliothèque de l'Académie des sciences de l'Union soviétique, à Leningrad.

Roni Amelan

Au Botswana, une femme bushmen écoute un enregistrement de chansons traditionnelles conservé dans les Phonogrammarchiv de Vienne.



© Phonogrammarchiv, Vienne

## Mémoire du monde, tout un programme

**Si un matériel** documentaire important n'est pas jugé assez universel pour être inscrit sur le Registre mondial, il peut être pris en compte au niveau local : le programme Mémoire du monde a en effet suscité la création de deux comités régionaux (dans la région Asie-Pacifique et en Amérique latine) et de 48 comités nationaux Mémoire du Monde.

**Le programme** comprend aussi des projets pilotes destinés à rendre le patrimoine

documentaire plus accessible. Citons la numérisation, en collaboration avec la société privée Albertina Ltd, des plus beaux manuscrits et imprimés de la bibliothèque nationale de la République tchèque à Prague ; la numérisation des manuscrits, incunables et atlas anciens de la bibliothèque de l'Université de Vilnius (Lituanie), qui illustrent à merveille la contribution de l'Europe au progrès

des sciences entre le xv<sup>e</sup> et le xviii<sup>e</sup> siècle ; les CD-Roms de manuscrits de la bibliothèque nationale du Caire, Dar Al-Kutub, qui offrent une visite guidée de la culture arabe et de son apport à l'avancée des connaissances scientifiques ; les CD-Roms de la collection de 150 manuscrits persans illustrés (xiv<sup>e</sup>-début xx<sup>e</sup>) conservée à la bibliothèque nationale de la République tchèque.



Pour en savoir plus :

<http://www.unesco.org/webworld/mdm/1999/eng/philippines/form.html#1>

<http://www.unesco.org/webworld/mdm/administ/pdf/LOSTMemo.pdf>

<http://www.pnm.my/motw/laos/manus.htm>

<http://www.ifla.org/IV/ifla62/62-abhr.htm>

[http://www.unesco.org/webworld/mdm/index\\_2.html](http://www.unesco.org/webworld/mdm/index_2.html)

# Quand les municipalités font confiance aux jeunes



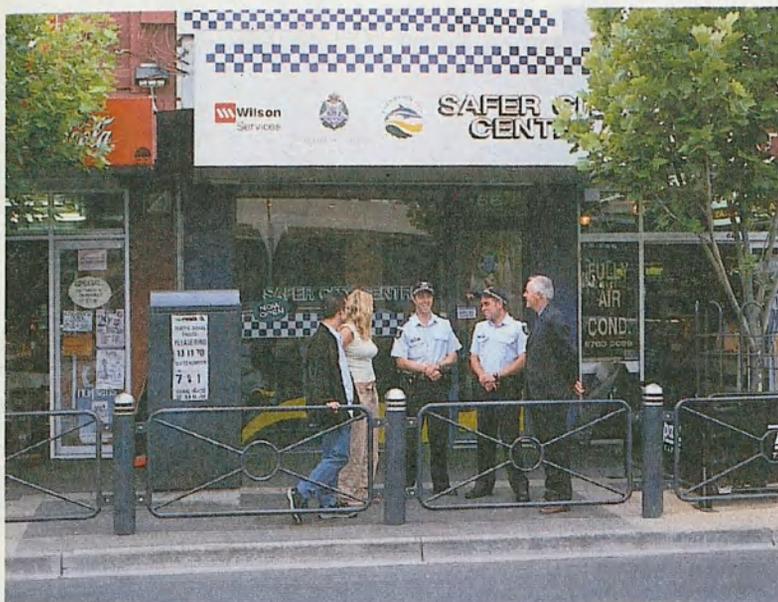
© David Driskell

*Comment impliquer les jeunes dans la gestion de leur quartier? L'exemple du projet Grandir dans les villes, qui vise à promouvoir la participation des enfants et des jeunes au travail des collectivités locales, montre que leur sens des responsabilités et leurs exigences sont un défi pour les adultes.*

**Au** milieu des années 90, le centre de Frankston, une ville de la banlieue de Melbourne sur le littoral australien, était déserté par la population. Squatté par des trafiquants de drogues, des toxicomanes et des mendiants, il était perçu comme violent et dangereux. D'ailleurs, toute la ville, où 60% de la population a moins de 40 ans, souffrait d'une image dégradée.

En décembre 2002, Frankston a inauguré en grande pompe son «Centre pour une ville plus sûre» (Safer City Centre). Cette vitrine commune de la municipalité et de la police est une première en Australie. L'initiative, qui a fait la une de la presse nationale et qui enthousiasme la population, est la retombée la plus visible du travail de fond que la municipalité a accompli





© UNESCO/Jan Parker

**Une membre du projet GUIC à Bangalore (Inde) : l'essentiel, c'est d'être à l'écoute des jeunes (à gauche). A Frankston, la police et la municipalité font vitrine commune. Une première en Australie (ci-dessus).**

pour faire reculer l'insécurité. Travail qu'elle a mené en collaboration avec l'équipe de Grandir dans les villes, dit GUIC, un projet de l'UNESCO visant à faire participer les jeunes aux décisions concernant l'amélioration de leur cadre de vie (voir encadré).

Le projet GUIC démarre à Frankston en 1998. Lors de la phase d'enquête, les enfants et les jeunes déclarent que la drogue et la violence sont le problème numéro un, qui limite leurs déplacements et le temps qu'ils peuvent passer dehors. Ils expriment également un terrible sentiment d'ennui.

En 1999, sur proposition du GUIC, la municipalité de Frankston crée une Commission consultative pour la sécurité des jeunes, qui est l'un des quatre axes clés de son plan global de sécurité. Au fil des réunions, sa quinzaine de membres, âgés de 16 à 19 ans, demandent et obtiennent que la présence policière soit renforcée pour chasser les dealers, que les toilettes publiques soient pourvues de poubelles spéciales pour les seringues et débarrassées de leur éclairage ultra-violet (destiné à dissuader les toxicomanes de se piquer, il avait pour effet de plonger tout le monde dans le noir), que de la musique classique soit diffusée et que la gare soit repeinte et mieux éclairée.

Ils obtiennent aussi la réparation d'une fontaine sur leur terrain de planche à roulettes et d'une clôture, afin que leur planche ne finisse pas sa course sur l'autoroute. Aujourd'hui la municipalité a mis en place un Plan d'action concernant la

drogue et l'alcool, dont un volet concerne les jeunes.

Progressivement, le centre-ville est redevenu plus sûr et a repris vie. En fait, la ville tout entière est engagée dans un processus de régénération.

## LE PLUS DIFFICILE EST DE CHANGER LES STÉRÉOTYPES SUR LES JEUNES

La mairie affiche sa satisfaction au sujet de cette collaboration. Le responsable des équipements collectifs, Geoff Cumming, 53 ans, qui s'est impliqué dans le travail aux côtés des jeunes, témoigne : *« Nous nous référons encore souvent au rapport de GUIC, qui permet de comprendre ce que c'est que de grandir à Frankston... Ce travail de recherche nous a donné une base très solide. »*

Les jeunes, eux, sont plus nuancés, estimant par exemple que l'expérience a parfois été *« frustrante »*. Pour Amy Lee, 21 ans, qui a présidé la Commission des jeunes, l'un des plus gros défis a été *« de changer les stéréotypes et la perception négative que les adultes avaient de nous »*. En 2002, cette Commission a été dissoute par la municipalité au motif qu'il devenait difficile *« de recruter des jeunes et de maintenir des liens avec eux »*. Scott Duncan, 20 ans, qui l'avait intégrée à 17 ans, attribue *« la démotivation et la désaffection des jeunes au fait que certaines de nos décisions n'ont été ni retenues ni appliquées »*.

Toutefois, la participation des jeunes est devenue un acquis : des places leur sont réservées au sein de la nouvelle Commission pour la sécurité communautaire. Elles sont occupées par Scott, Amy et Helen. Depuis quatre ans, cette jeune fille de 19 ans participe à la gestion de sa ville et dit en avoir beaucoup retiré sur le plan personnel : *« je me sens bien plus mûre que beaucoup de mes amis, j'ai vu le côté politique des choses, je sais diriger des réunions et j'ai beaucoup appris des gens plus âgés »*, dit-elle. Quant à Scott, qui participe chaque semaine à la réunion de 7h30 du matin, il affiche un optimisme prudent : *« le processus n'est peut-être pas parfait, mais nous pouvons l'améliorer et nous l'avons déjà fait »*.

En Afrique du Sud, c'est dans le bidonville de Canaansland, tout proche de Johannesburg, qu'un projet GUIC est lancé en 1996. Sous les meilleurs auspices : les enfants et les jeunes participent avec enthousiasme à la phase d'enquête qui dégage leurs priorités (accès à l'eau, construction de toilettes, un meilleur accès aux soins, une salle d'études et une aire de jeu protégée). La mairie soutient l'initiative



## Grandir dans les villes, un projet qui voyage

« **On dit souvent** que les villes actuelles sont conçues pour des individus de sexe masculin à quatre roues, d'âge moyen et de classe moyenne. Et pourtant, de plus en plus d'enfants vont grandir dans les villes et les banlieues », déplore Louise Chawla, psychologue pour enfants spécialisée dans la relation à l'environnement. En 1995, elle propose à l'UNESCO de relancer un projet de recherche qui avait été mené dans les années 70 par l'urbaniste américain Kevin Lynch, sur la façon dont les enfants et les jeunes vivent dans les villes, avec pour objectif de faire prendre en compte leurs propositions par les décideurs.

**A ce jour**, le projet Grandir dans les villes (GUIC pour *Growing Up In Cities*) a été mené dans plusieurs agglomérations dont Melbourne (Australie), Buenos Aires (Argentine), Johannesburg (Afrique du Sud), Oakland (Etats-Unis), Bangalore (Inde), Trondheim (Norvège), Varsovie (Pologne)

et Northampton (Royaume-Uni). La méthode n'a pas varié depuis Lynch : des chercheurs, recrutés dans les universités locales, interviewent les enfants et les jeunes, leur font dessiner leur environnement et les suivent dans leur quartier. Ensuite, c'est aux autorités locales de relever – ou non – le défi.

**Ces recherches-actions** viennent de faire l'objet d'un livre, *Growing Up in an Urbanising World*<sup>1</sup>, dirigé par Louise Chawla. En dépit de la grande diversité des contextes, enfants et adolescents définissent des critères de qualité étonnamment semblables. Ils apprécient – ou apprécieraient – par-dessus tout de se sentir acceptés et valorisés, de vivre au sein d'une communauté soudée, dans un environnement riche en lieux de rencontre et où ils peuvent se déplacer librement et sans danger. A l'inverse, ils souffrent d'abord de la marginalisation et du rejet, de l'ennui (surtout dans les pays riches), de

la peur de la violence et de l'absence de services de base.

**Voilà pour la théorie.** Pour la pratique, un « manuel pour la participation » a été rédigé par David Driskell à destination des planificateurs, des maires, des services sociaux, etc. S'appuyant sur la solide expertise acquise, *Creating Better Cities with Children and Youth*<sup>1</sup> est un outil d'aide à la réalisation d'un projet de participation des jeunes aux politiques locales, qui en aborde toutes les dimensions, du choix des actions à mener à la façon de conduire des interviews, en passant par la formation du personnel municipal. **Et le GUIC** a fait des émules, notamment parmi les professionnels de la ville en Suède, au Liban, en Jordanie et au Venezuela. Le Canada et les pays arabes envisagent également de le mettre en œuvre.

1. Editions UNESCO/ Earthscan, 2002.



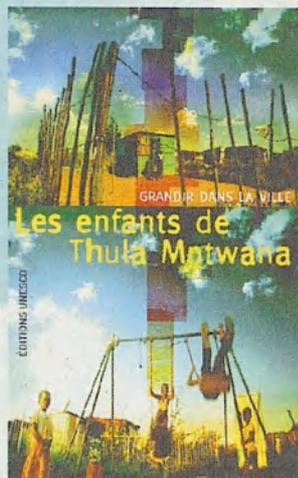
© Karen Malone

**Frankston, en Australie** : le projet GUIC pendant la phase d'enquête (ci-dessus). Dans la banlieue de Johannesburg (en haut à droite). Des enfants participent à la conception d'une salle d'études (ci-contre).



Pour en savoir plus <http://www.unesco.org/most/guic/guicmain.htm>  
Contacts : Nadia Auriat ([n.auriat@unesco.org](mailto:n.auriat@unesco.org)) ou Louise Chawla ([chawla393@aol.com](mailto:chawla393@aol.com))

Une vidéo a été tournée en Afrique du Sud, *Les enfants de Thula Mntwana*. Renseignements et commande : <http://www.unesco.unesco.org/publishing>





© Melinda Swift



© Jill Swart-Kruger

### et des projets en faveur des enfants se dessinent...

Mais un beau matin, les 10 000 résidents de Canaansland sont brutalement déplacés par des hommes de main de promoteurs immobiliers, à Thula Mntwana, à 40 km de Johannesburg, où ils reconstruisent des abris de fortune. Le choc est terrible : l'éloignement fait perdre leur emploi à beaucoup d'adultes, l'eau arrive par citernes de façon aléatoire, les installations sanitaires sont quasi inexistantes... Malgré tout, le GUIC parvient à faire construire en 1999, avec le soutien de partenaires du Nord, un terrain de jeu et un centre pour les enfants. Une vidéo est aussi tournée sur les enfants de Thula Mntwana.

Aujourd'hui, dans le bidonville, c'est le désenchantement chez les jeunes, qui rêvent d'une bibliothèque et d'ordinateurs. L'aire de

jeux a besoin d'être réparée – ce qui n'empêche pas les petits d'y jouer avec insouciance. Les seules organisations qui se sont approprié le centre des jeunes sont deux Eglises. Les autorités locales chargées de la gestion de Thula Mntwana n'ont pas pris le relais ni pérennisé le projet. Seule perspective : la route devrait être asphaltée.

## RÉAGIR VITE

Toutefois, sur un autre plan, les choses progressent. A la demande de la municipalité, Jill Kruger, la responsable du GUIC en Afrique du Sud, vient de réaliser un rapport sur les conditions de vie

des enfants dans quatre sites de la ville. Et en décembre 2002, elle a organisé, pour le compte du Programme d'action pour les enfants de la Province de Gauteng, des ateliers pour recueillir les recommandations des enfants. *« En outre, précise-t-elle, les jeunes ont fait de nombreuses propositions pour rendre leur participation possible. Les autorités provinciales se sont engagées à ce que celle-ci devienne réalité. »*

Mais cela, les enfants de Thula Mntwana ne le savent peut-être pas. Et de toutes façons, leur temps n'est pas celui de l'administration. Ce décalage est l'un des obstacles importants à une participation réelle des jeunes au développement local. Si le projet a marché à Frankston, explique sa responsable Karen Malone, directrice du GUIC en Asie-Pacifique, c'est grâce au réel engagement de la municipalité et aussi parce que celle-ci a immédiatement accédé à l'une des demandes des jeunes, en créant une Commission spéciale. Pour l'urbaniste David Driskell, responsable du GUIC en Inde, il faut se concentrer sur des objectifs matériels et modestes, comme la salle d'études qu'ont obtenue les enfants de Bangalore, et apprendre aux décideurs à réellement écouter les jeunes. *« Ce qui ne va pas du tout de soi, témoigne David Driskell. L'écoute est quelque chose qui s'apprend et GUIC nous a permis à tous de développer une expertise en la matière. »*

Monique Perrot-Lanaud,  
avec Tracie Winch à Melbourne  
et avec Edward Tsumele et  
Eddie Mokoena à Johannesburg



## Le cinéma asiatique à l'avant-scène

Le réalisateur coréen Im Kwon-taek et le producteur français Pierre Rissient ont reçu la médaille d'or Fellini de l'UNESCO le 25 novembre 2002. Im Kwon-taek, dont le dernier film, *ivre de femmes et de peinture*, avait reçu le prix de la mise en scène au dernier Festival de Cannes, est reconnu comme l'un des plus grands cinéastes coréens. Il a été distingué par l'UNESCO pour l'ensemble de son œuvre. Né en 1936, il a commencé à travailler en réparant des bottes pour l'armée, avant d'intégrer le monde du cinéma au début des années 60.

Sa réputation internationale a grandi dans les années 80, notamment grâce à Pierre Rissient. Ce dernier a d'ailleurs reçu la médaille Fellini pour sa contribution exceptionnelle au rayonnement international du cinéma mondial. Producteur, réalisateur, distributeur, découvreur de talents, sélectionneur pour des festivals, il a initié le grand public à des géants du septième art américains, européens et asiatiques. Au début des années 70, il fut le premier Occidental à présenter le cinéma asiatique à Cannes.



© UNESCO/Niamh Burke

## Des livres pour la tolérance

L'écrivain chilien Antonio Skarmeta et la Sud-Africaine Jenny Robson, les lauréats du prix UNESCO 2003 de littérature pour enfants et adolescents au service de la tolérance, recevront leur prix (8 000 dollars) en avril, pendant la Foire du livre pour enfants de Bologne (Italie).

Le livre d'Antonio Skarmeta, intitulé *La Composición* (La rédaction), raconte l'histoire de Pedro, un enfant qui vit dans

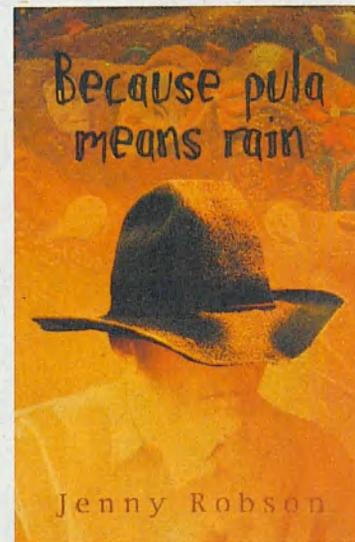
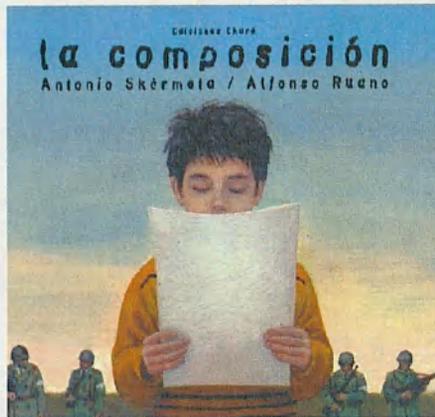
une dictature militaire. Il réussit à sauver ses parents en écrivant une rédaction, où il se demande si les enfants doivent être d'accord ou pas avec les régimes totalitaires.

*Because Pula means Rain* (Parce que pula veut dire pluie), le livre de Jenny Robson, raconte comment Emmanuel, un enfant albinos qui vit au Botswana avec sa grand-mère, rêve d'avoir la peau sombre

pour ne pas être montré du doigt par ses voisins et amis.

Ce prix, décerné tous les deux ans depuis 1995, est financé par l'éditeur espagnol SM. Trois cent cinquante-trois candidats originaires de 54 pays ont concouru pour l'édition 2003.

[www.unesco.org/culture/toleranceliterature](http://www.unesco.org/culture/toleranceliterature)



## Une saison philosophique

La fin de l'année 2002 était placée sous le signe de la philosophie. En septembre, la mémoire et la rationalité ont fait l'objet de deux colloques organisés par l'UNESCO, au Brésil et au Bénin.

Le premier s'est tenu à Rio de Janeiro sur « Les Horizons de la mémoire ». Le grand public s'y est pressé à une table ronde sur « Mémoire, distance et proximité », qui réunissait la critique américaine Susan Sontag, le philosophe allemand Peter Sloterdijk et l'écrivain

italien Carlo Ginzburg.

Le second colloque, qui s'intitulait « La rencontre des rationalités », a permis d'explorer le concept de raison dans différentes cultures. Il a réuni une centaine de penseurs, dont une moitié venus du continent africain et l'autre d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

Le 21 novembre, la Journée de la philosophie a attiré quelque 3 500 personnes au siège de l'UNESCO à Paris. Au menu, des thèmes

d'actualité comme la citoyenneté, la mondialisation, la science, la pauvreté et la justice, l'inter-culturalité ou les médias. Une soixantaine de philosophes étaient présents, dont les Français Paul Ricœur et Edgar Morin, l'Ivoirienne Tanella Boni, le Tunisien Youssef Sedik, le Vietnamien Ngoc Nuyen ou encore l'Américain Richard Rorty. Un concert de jazz a clôturé la journée (voir page 69).

<http://www.unesco.org/shs/fr/journeephilo.shtml>

## Mémoire d'un génocide

Le film documentaire *S 21, la machine de mort khmer* de Rithy Panh sera présent dans de nombreux festivals internationaux à partir de mars 2003. Coproduit par l'Institut national de l'audiovisuel français (INA) et la chaîne Arte, avec notamment la participation de l'UNESCO, il a pour thème le génocide cambodgien.

Selon Rithy Panh, qui a vécu la dictature de Pol Pot, la mémoire collective d'une société se construit à partir des souvenirs individuels des victimes comme des bourreaux. Son film présente des témoignages déchirants d'anciens prisonniers et geôliers de Tuol Sleng, un camp de torture et d'extermination situé à Phnom Penh, aujourd'hui transformé en musée.

<http://portal.unesco.org/ci/cc>



© John Vinck/Magnum, Paris

## Des prix pour les artisans de la paix

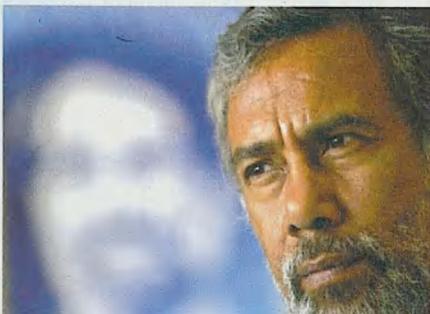
Aung San Suu Kyi, Xanana Gusmao et l'Academia mexicana de derechos humanos sont les lauréats 2002 des prix de l'UNESCO destinés à soutenir les défenseurs des droits humains et de la paix.

La prix Nobel birmane a été désignée le 4 octobre lauréate du prix UNESCO-Madanjeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence, pour ses efforts constants et non-violents visant à instaurer la démocratie en Birmanie. Ce prix est doté de 100 000 dollars par son créateur, l'Indien Madanjeet Singh, ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO.

Quant à Xanana Gusmao, le président du Timor-Leste, il est devenu le 9 octobre lauréat du prix Houphouët-Boigny

pour la recherche de la paix de l'UNESCO, doté de 122 000 euros. Héros de la résistance timoraise, il a été emprisonné par l'armée indonésienne de 1922 à 1999.

Enfin, le 12 novembre, l'Academia mexicana de derechos humanos a été désignée lauréate du Prix UNESCO de l'éducation aux droits humains. Créée en 1983, elle a joué un rôle moteur dans la démocratisation du Mexique, notamment en formant des défenseurs des droits de l'homme.



© Cho Songsu/Gamma, Paris

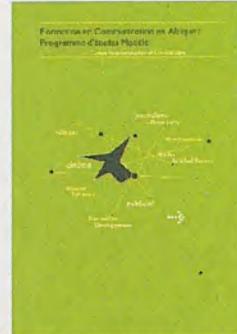
## Un manuel de communication pour l'Afrique

Un nouveau programme d'études supérieures en communication a récemment été publié par l'UNESCO. Accessible gratuitement sur Internet en anglais et en français, ce « programme d'études modèle » concerne tous les métiers de la communication : journalisme, édition, radio-télédiffusion, cinéma, publicité, etc.

En Afrique, les étudiants utilisent souvent des manuels étrangers qui ne sont pas adaptés aux réalités sociales, politiques, économiques et culturelles de leurs pays. Ces livres sont par ailleurs peu accessibles

car très coûteux. Avec ce nouvel outil en ligne, les professionnels africains de la communication disposent désormais d'un moyen d'améliorer leur niveau de compétence.

[http://www.unesco.org/webworld/publications/com\\_training\\_fr.pdf](http://www.unesco.org/webworld/publications/com_training_fr.pdf)



© I. Iversen/IIPE-UNESCO

## Eduquer, c'est prévoir

L'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) a lancé un programme de formation intensif à destination des gestionnaires afghans de l'éducation. A travers une série d'ateliers, qui se tiennent principalement à Kaboul, ces cadres s'initient à l'analyse des coûts et à la planification financière, au maniement des budgets, à la gestion du personnel

et des locaux ainsi qu'à la gestion stratégique. D'ici le mois d'août, selon l'IIPE, il y aura assez de personnes dotées de compétences de base dans ces domaines pour commencer à planifier le développement de l'enseignement supérieur sur cinq ans. Ce projet est financé par l'Allemagne à hauteur de 150 000 dollars.



## Architectes pour le développement durable

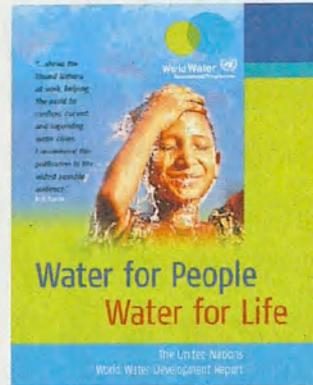
En 2002, les prix UNESCO d'architecture et d'architecture du paysage, attribués à des étudiants, ont récompensé des promoteurs du développement durable : ils avaient respectivement pour thème le réaménagement durable des friches urbaines et l'utilisation rationnelle de l'eau.

Le premier, doté de 7 000 dollars, a été remis le 2 décembre à Venise à trois Italiennes, Erika Bisio, Giulia et Irene Carpeneto, de l'Université de

Gênes (Italie), dont le projet portait sur la réhabilitation d'un quartier du centre de Berlin.

Le second, doté de 3 500 dollars, a été décerné, le 15 janvier 2003, à deux femmes et deux hommes chinois, Zheng Pingli, Yanzhuo Liu, Lu Zhang et Bingyue Han, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue au Bureau de l'UNESCO à Beijing (Chine). Le projet des lauréats concernait la réhabilitation du système écologique du Lac de l'Ouest.

## Un nouveau rapport sur la crise de l'eau



d'évaluation des ressources en eau (WWAP), qui réunit 23 agences des Nations unies et qui est hébergé par l'UNESCO, a présenté son *Rapport mondial sur*

*la mise en valeur des ressources en eau*. Ce rapport est le premier d'une série de publications consacrées à l'état du stress hydrique dans le monde. Il met en lumière les questions et problèmes critiques, illustrés par des études

de cas approfondies sur certains bassins fluviaux.

L'un des principaux objectifs de l'Année est de réaffirmer la Déclaration des Nations unies du Millénaire, qui appelle à réduire de moitié le nombre de gens n'ayant pas accès à l'eau potable avant 2015. L'autre grand objectif, fixé lors du Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, Afrique du Sud), est de réduire, d'ici 2015, la proportion de personnes n'ayant pas accès à l'assainissement.

[www.unesco.org/water/](http://www.unesco.org/water/)

Le troisième Forum mondial de l'eau, qui s'est déroulé à Kyoto (Japon) en mars, fut l'un des principaux événements de l'Année internationale de l'eau douce (2003), dont l'UNESCO est chef de file. Lors de ce forum, le Programme mondial

## Dix-huit nouvelles réserves de biosphère

Le réseau de réserves de biosphère de l'UNESCO s'est enrichi de 18 nouvelles réserves situées dans 12 pays, portant le total à 425 dans 95 pays. Cinq réserves existantes ont également été étendues.

Les nouvelles réserves de biosphère sont très variées par la taille, la densité de population, le profil écologique, l'utilisation des terres et les problèmes rencontrés. Le Bénin, le Burkina Faso et le Niger ont créé la première réserve transfrontalière d'Afrique, connue sous le nom de Région « W », qui couvre plus d'un million d'hectares. Par ailleurs, la

République dominicaine a inscrit sa première réserve, celle de Jaragua-Bahoruco-Enriquillo, qui s'étend sur près d'un demi-million d'hectares. Cette réserve comprend une mosaïque complexe d'écosystèmes allant de zones côtières et marines à différents types de forêts et de montagnes (dont la plus haute culmine à 2 300 mètres), en passant par un lac situé sous le niveau de la mer.

[www.unesco.org/mab/](http://www.unesco.org/mab/)



© UNESCO/Tilman Jaeger

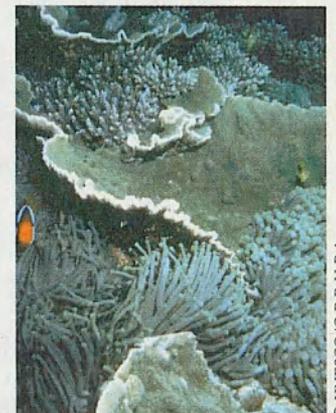
## Le corail va-t-il rechuter ?

Selon un nouveau rapport sur les récifs de corail de la planète, certaines des zones les plus touchées par le blanchiment massif observé en 1997-98 vont un peu mieux. Intitulé *L'Etat des récifs coralliens dans le monde : 2002* et publié par l'Institut australien des sciences marines (AIMS), ce rapport a été préparé par le Réseau mondial de surveillance continue des récifs coralliens (GCRMN), qui regroupe des individus, des Etats, des institutions et des ONG de plus de 80 pays. La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI) est l'un des soutiens financiers et opérationnels du réseau.

Selon le rapport, la plus grande menace pour les récifs de corail reste d'origine humaine. Mais il s'inquiète aussi des effets d'El Niño, un réchauffement exceptionnel de la surface du Pacifique tropical qui avait causé les plus graves blanchiments mondiaux en 1997-

1998. Car El Niño se développe de nouveau cette année et pourrait remettre en cause l'amélioration en cours. Selon le rapport, les récifs coralliens génèrent chaque année quelque 375 milliards de dollars de « biens et services » (poissons, tourisme, protection des côtes, etc.), tandis que 500 millions de personnes en dépendent totalement ou partiellement.

[www.reefbase.org/ioc.unesco.org/coralbleaching/](http://www.reefbase.org/ioc.unesco.org/coralbleaching/)



© UNESCO/C.B.R.N.P.A.

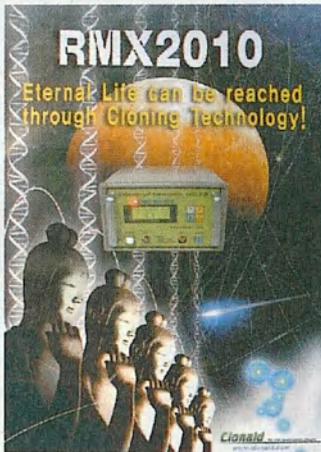
# Non aux clones humains

Charlatanisme ou acte criminel ? Le clone annoncé fin 2002 par une secte avide de publicité n'a pas vraiment convaincu les milieux scientifiques. Il en a par contre choqué beaucoup, des politiques aux scientifiques.

Pour sa part, le directeur général de l'UNESCO a condamné « de telles pratiques criminelles qui ne peuvent que susciter réprobation et effroi ». Il a rappelé l'article 11 de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur le génome humain et les droits de l'homme, qui stipule : « Des pratiques qui sont contraires à la dignité humaine, telles que le clonage à des fins de reproduction d'êtres humains, ne doivent pas être permises ».

Koïchiro Matsuura a ajouté : « Il ne saurait y avoir de progrès pour l'humanité

dans un monde où la science et la technologie se développeraient indépendamment de toute exigence éthique. C'est pourquoi j'invite solennellement les responsables politiques de tous les pays et la communauté scientifique, intellectuelle et juridique à coopérer afin de prendre toutes les mesures législatives appropriées, au niveau national et international, pour répondre au plus vite à ces défis qui menacent l'humain dans ce qui constitue son irremplaçable singularité ».



© Isett Stuart/Gamma, Paris

# Vers une Déclaration sur les données génétiques

La neuvième session du Comité international de bioéthique (CIB) de l'UNESCO s'est tenue à Montréal du 26 au 28 novembre 2002, à l'invitation du gouvernement canadien et avec l'appui de la Commission nationale pour l'UNESCO. Au cours de cette session, le CIB s'est penché pour la première fois sur l'esquisse de Déclaration internationale sur les données génétiques humaines, élaborée l'année dernière par un groupe de rédaction du CIB.

Le texte, modifié pour tenir compte des recommandations faites à Montréal, fait maintenant l'objet d'une

large consultation internationale qui culminera avec une grande réunion d'experts gouvernementaux en juin 2003. Le projet de déclaration devrait être soumis pour adoption à la Conférence générale de l'UNESCO à l'automne 2003.

Lors de cette session, le CIB s'est donné un nouveau président en la personne de Michèle Jean (Canada), ancienne sous-ministre de la

Santé du Canada. Il a également abordé les thèmes suivants : Diagnostic génétique pré-implantatoire et interventions sur la lignée germinale; Prédispositions, susceptibilités et recherches génomiques : quels enjeux pour l'avenir? Le Comité s'est aussi interrogé sur la possibilité d'élaborer un instrument universel sur la bioéthique.

[www.unesco.org/ibc/fr](http://www.unesco.org/ibc/fr)



© Lane Justin/Gamma, Paris

# Science sans confiance

Pendant longtemps, la croyance dans les bienfaits de la science a régné : à plus ou moins longue échéance, la science allait résoudre tous les problèmes de la société, fournir la nourriture, garantir la santé, etc.

Aujourd'hui, cela ne va plus de soi. De l'atome aux OGM, beaucoup trouvent des raisons de douter, voire de contester. Comment rétablir la relation de

confiance entre science et société ? C'est autour de ce thème que s'est tenu le 3 décembre 2002 un Forum des jeunes, fruit de la coopération entre la Commission mondiale de l'éthique des connaissances scientifiques et des technologies de l'UNESCO (COMEST) et le Palais de la découverte (Paris), où la réunion a eu lieu.

Quatre jeunes scientifiques venus de

Norvège, de Suède, des Pays-Bas et de France y ont discuté de la confiance dans la science et de la liberté scientifique devant des élèves de plusieurs écoles. Ce Forum se tenait en marge d'une réunion de travail de deux jours de la COMEST, actuellement présidée par Jens Erik Fenstad (Norvège).

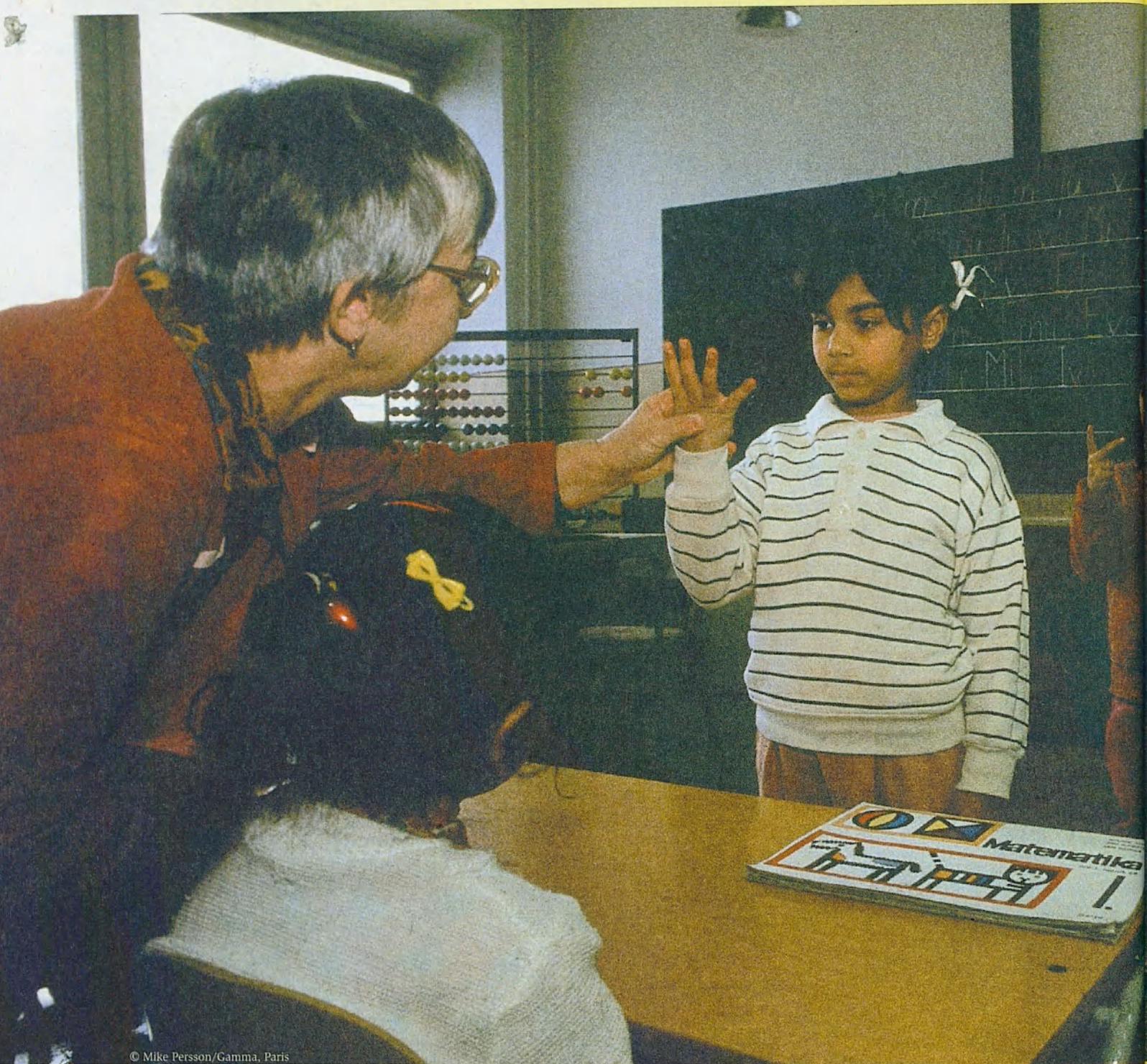
[www.unesco.org/ibc/fr](http://www.unesco.org/ibc/fr)



© UNESCO/COMEST



# Apprendre pour vivre



© Mike Persson/Camma, Paris

Dans une école de Dunik,  
en Slovaquie.

■ **La lutte doit continuer** p. 42  
Et partout dans le monde

■ **Meurtres par ignorance** p. 45  
L'illettrisme, une racine du crime

■ **Opération portes ouvertes** p. 46  
Le Kenya instaure l'école gratuite

■ **Panne de carburant** p. 48  
En attendant l'aide promise...

■ **Le principe de plaisir** p. 50  
Susciter le désir d'apprendre

■ **À l'école de l'entraide** p. 51  
Le succès de l'Escuela nueva

■ **Les bienfaits du bilinguisme** p. 52  
Pour les enfants des minorités

■ **Dix ans pour réussir** p. 54  
Une Décennie pour l'alphabétisation

*Il est urgent de vaincre l'analphabétisme. Non seulement pour que chaque individu puisse s'épanouir pleinement mais aussi pour faire reculer l'injustice et la pauvreté. Ce dossier présente différentes manières d'y parvenir.*

**L'**éducation, c'est la liberté, disait le philosophe de l'éducation brésilien Paulo Freire. Mais l'inverse est également vrai, comme peuvent en témoigner des centaines de millions de personnes, pour qui l'analphabétisme rime avec oppression. Par exemple, dans l'est de l'Inde, des paysans pauvres sont privés de l'aide alimentaire par des fonctionnaires corrompus, simplement parce qu'ils ne sont pas capables de lire la liste officielle des bénéficiaires et de faire des réclamations. Ou encore, au Bangladesh, des femmes abandonnées par leur mari meurent parfois de faim avec leurs enfants parce qu'elles n'ont pas su faire enregistrer leur mariage et n'ont donc droit à rien.

On estime aujourd'hui que le monde compte 861 millions d'adultes analphabètes, dont 140 millions sont âgés de quinze à vingt-quatre ans, alors que le droit à l'éducation fait partie des droits de l'homme élémentaires reconnus il y a plus de cinquante ans. Bien sûr, il y a beaucoup à dire sur la définition même de l'analphabétisme. Mais tout le monde s'accorde à penser qu'il faut s'attaquer au problème si nous voulons vivre dans un monde où chaque homme, chaque femme et chaque enfant pourrait espérer s'épanouir librement. L'engagement de la communauté internationale en faveur de l'éducation pour tous d'ici 2015, affirmé en 2000 lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar, constitue le levier le plus puissant pour faire évoluer la situation.

Si l'on veut que les enfants d'aujourd'hui ne soient pas les analphabètes de demain, il faut sans délai leur offrir une éducation de base de qualité. Or, jusqu'ici, la communauté internationale s'est contentée de gestes symboliques. Elle n'a pas respecté les engagements pris à Dakar, selon lesquels les Etats vraiment désireux de promouvoir l'éducation pour tous n'en seraient pas empêchés par manque de ressources.

Sans une aide au développement accrue, les Etats qui optent pour l'école gratuite auront toutes les peines du monde à gérer l'afflux de nouveaux élèves. La qualité de l'enseignement souffrira forcément de l'augmentation vertigineuse du nombre d'élèves par enseignant ou par manuel scolaire. La Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation (2003-2012) mettra sans doute l'accent sur ce point : il ne suffit d'afficher des effectifs scolaires en hausse, encore faut-il que les enfants progressent réellement sur la voie de l'alphabétisation. L'accès à l'école ne résoudra pas tout. L'analphabétisme ►

- **Une révolution douce** p. 56  
Le Bangladesh montre la voie
- **La pédagogie de la libération** p. 60  
Des intouchables apprennent à dire non
- **Le petit paradis de Govinpur** p. 62  
Éduquer les enfants travailleurs

# l'alphabétisation : un problème mondial

*Un septième des habitants de la planète ne savent ni lire ni écrire, dont une proportion non négligeable dans les pays riches*



grand-angle

42

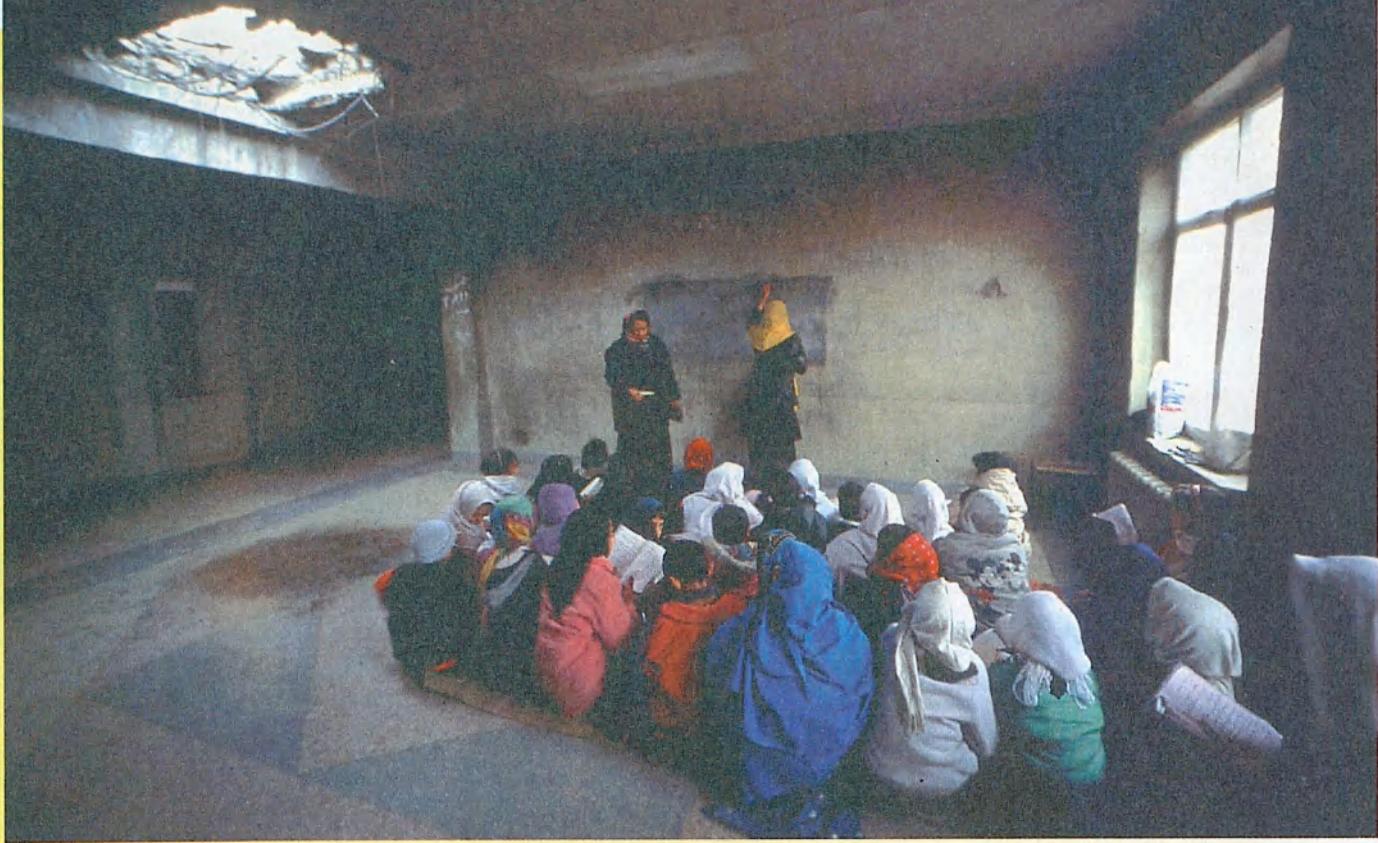
► persistera tant que rien ne sera fait pour les quantités d'adultes et de jeunes qui n'ont jamais mis les pieds dans une salle de classe, ni pour les millions d'enfants qui abandonnent leur scolarité avant de savoir lire et écrire. Les résultats peu probants des programmes formels d'éducation des adultes prouvent qu'il faut inventer de nouvelles façons d'apprendre, si l'on veut réduire de moitié l'analphabétisme des adultes, l'un des objectifs fixés à Dakar. On sait d'ores et déjà ce qu'il convient de faire : proposer des horaires et des cursus souples, former des enseignants et des animateurs à des pédagogies actives, donner aux apprenants la possibilité de s'exprimer sur les cursus qu'on leur propose. Enfin et surtout, comme le montrent trois expériences présentées dans ce dossier, différentes mais toutes couronnées de succès – les « centres du peuple » du Bangladesh, le projet *Reflect* en Inde et une école des bidonvilles à New Delhi – il faut que les apprenants tirent profit des compétences acquises. Ils doivent pouvoir les exploiter de façon dynamique pour lutter contre l'injustice et les causes de leur pauvreté, et pour améliorer leurs conditions de vie.

Brendan O'Malley

## La lutte doit continuer

L'alphabétisme, qui atteint des proportions choquantes dans les pays les plus pauvres du globe, ne cesse de reculer. Mais l'UNESCO et d'autres organisations internationales lancent un avertissement : la bataille est loin d'être gagnée.

Dans certains pays, et en particulier dans les Etats ex-communistes, les avancées constatées au cours des dernières décennies en matière de lutte contre l'analphabétisme risquent d'être invalidées par la réduction des budgets de l'éducation. Dans de nombreux pays africains, il va falloir former des millions d'enseignants pour faire face à l'afflux de nouveaux élèves et à la saignée que le VIH/sida inflige à la profession. Et dans plusieurs pays qui sortent de graves crises internes, comme l'Afghanistan ou le Timor Leste, il est déjà assez compliqué de réouvrir



© Manocher/Webistan/UNESCO

les écoles pour pouvoir en plus penser à l'avenir.

En 1998, une étude de l'UNICEF annonçait que les taux d'analphabétisme pourraient même augmenter au XXI<sup>e</sup> siècle, après avoir régressé de façon spectaculaire au XX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs autres agences internationales font preuve du même pessimisme, rappelant que les famines, les conflits et les catastrophes naturelles ont créé d'énormes flots de réfugiés, dont les enfants sont peu ou pas scolarisés pendant de longues périodes.

Selon l'UNESCO, près d'un milliard d'habitants sur les six que compte la planète ne savent ni lire ni écrire. Un progrès considérable par rapport aux années 50. A l'époque, la première étude sur la question avait conclu que 44% de la population du globe était analphabète.

Les femmes et les filles représentent les deux tiers des analphabètes, bien que l'écart avec les hommes et les garçons se réduise. Des études récentes montrent en effet que l'accès à l'éducation, à la lecture et à l'écriture progresse plus rapidement chez les femmes que chez les hommes. La tendance est très marquée en Afrique, où le pourcentage de femmes analphabètes de plus de quinze ans a chuté de 6,4% au cours des dix dernières années, pour s'établir à 49%.

Reste que l'analphabétisme demeure beaucoup trop répandu. Le Forum mondial de l'éducation, qui s'est tenu à Dakar en 2000, s'est fixé une série d'objectifs afin de parvenir à l'éducation pour tous d'ici 2015. Or, le premier rapport de suivi du Forum, récemment publié par l'UNESCO, laisse perplexe : plus de 70 pays n'atteindront pas l'un au moins des objectifs de Dakar - notamment l'accès de tous les enfants en âge de fréquenter le primaire à un enseignement gratuit et de qualité acceptable, l'élimination des disparités

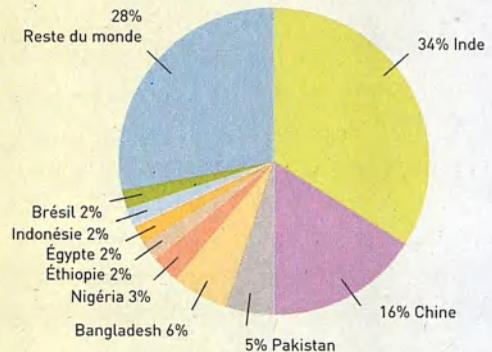
**Après vingt-trois ans de guerre civile, le système scolaire afghan commence à se relever. Ici, dans une école de Kaboul.**

## « Deux analphabètes sur trois sont des femmes »

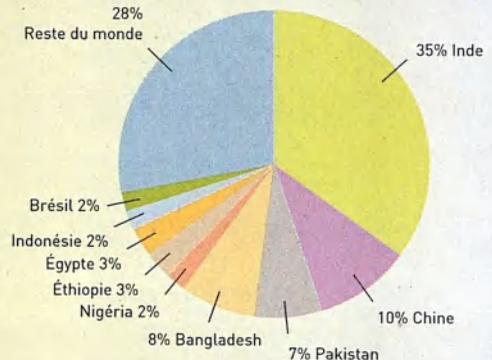
### L'analphabétisme des adultes dans le monde en 2000 et 2015

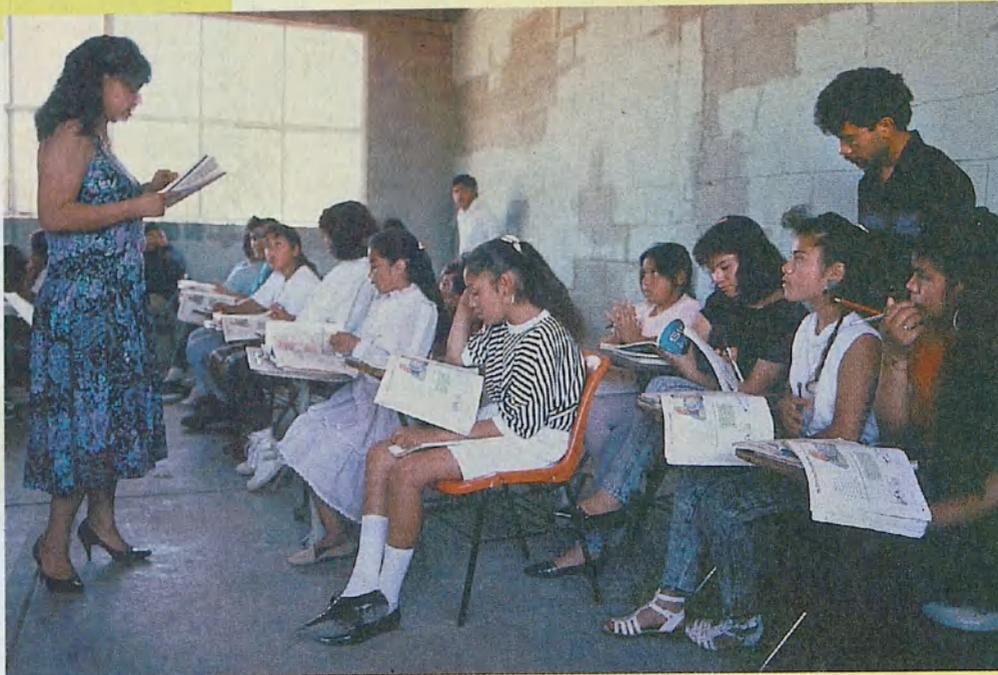
Source : Rapport de suivi sur l'Éducation pour tous 2002 : le monde est-il sur la bonne voie ?

2000 Total : 862 millions



2015 Total : 799 millions





**Pendant un  
cours d'anglais  
à Tijuana,  
au Mexique.**

© J. M. Giboux/Gamma, Paris

grand-  
angle

44

entre les sexes et la réduction de moitié du taux d'analphabétisme des adultes.

Quelque 28 pays, dont les deux tiers en Afrique sub-saharienne mais aussi l'Inde et le Pakistan, n'atteindront sans doute aucun de ces trois objectifs clés. Et la partie est loin d'être gagnée dans plusieurs pays d'Afrique du Nord et de la péninsule arabe. En Europe centrale et orientale, on voit même reculer les taux d'alphabétisation élevés de ces pays, où les budgets d'éducation pré-scolaire et des systèmes éducatifs en général ont diminué.

Au niveau mondial, 78 pays ne réussiront probablement pas à réduire de moitié l'analphabétisme des adultes d'ici 2015. On y retrouve le Bangladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan, quatre des pays les plus peuplés du monde, où vivent 61 % des adultes analphabètes du globe.

Même les pays qui semblent sur la bonne voie ne rempliront pas les objectifs de Dakar sans une aide

internationale substantielle. La Banque mondiale a tenté d'évaluer ces besoins financiers, en particulier en Afrique : il manquera 2,5 milliards de dollars par an jusqu'en 2015, voire 4,2 milliards certaines années. Elle signale aussi que dans des pays comme le Rwanda, le Malawi ou la Zambie, le coût de l'épidémie de VIH/sida gonflera de 45 % par an les budgets éducatifs. Or, on assiste au déclin de l'aide au développement de l'éducation, bilatérale et multilatérale.

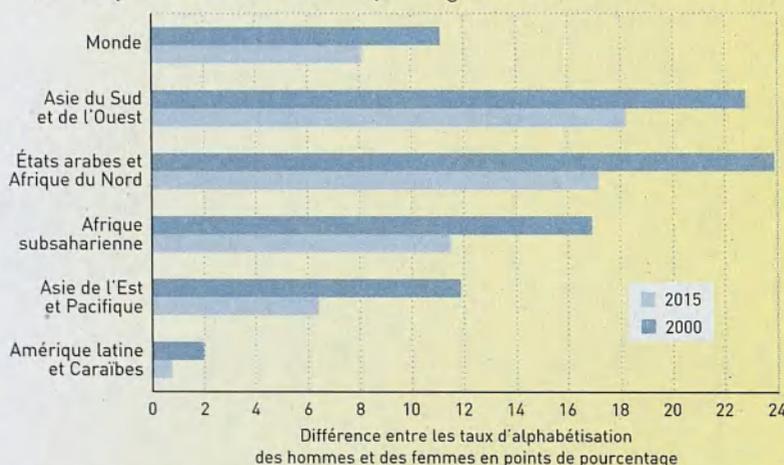
Toutefois, la volonté politique compte beaucoup, même dans les pays pauvres, comme le prouve le cas cubain. Après la révolution castriste de 1959, Cuba a su mobiliser 270 000 adultes pour faire passer le taux d'analphabétisme de 23 % à 3 % en quelques années. Plus récemment, en Haïti, où 52 % de la population est analphabète, des milliers de centres d'enseignement du créole ont été ouverts en vue de limiter le taux d'analphabétisme à 25 % d'ici 2004.

## DANS LES PAYS RICHES AUSSI...

La tâche n'en demeure pas moins écrasante. Pour assurer un enseignement primaire à tous les enfants d'ici à 2015, il faudrait 15 millions d'instituteurs supplémentaires (dont trois millions en Afrique sub-saharienne), ce qui suppose des investissements considérables dans la formation. Par ailleurs, les pays en développement ont beaucoup de mal à garder leurs enseignants, qui sont débauchés par des pays plus nantis.

Dans quantité de pays riches où l'on considère que l'analphabétisme a disparu grâce à l'enseignement universel et gratuit, près du quart de la population est incapable de comprendre et d'utiliser les informations contenues dans les notices des appareils

La disparité entre les sexes, par région (en 2000 et 2015)



# Meurtres par ignorance

**L'illettrisme** ne sévit pas que dans les pays en développement. Dans le pays le plus riche du monde, les Etats-Unis, près de 70% des deux millions de personnes incarcérées ne savent pas lire assez bien pour s'acquitter correctement des tâches quotidiennes ni occuper un emploi stable, selon une étude américaine.

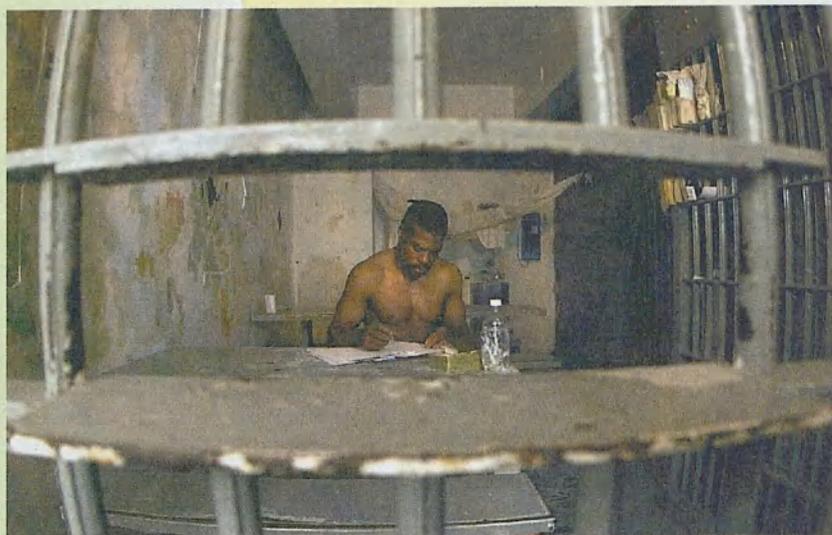
**De même** que le manque de perspectives professionnelles et de moyens légaux de se faire une place dans la société, l'illettrisme pèse lourd dans les racines de la criminalité, explique Raul Romero, superintendant adjoint de l'enseignement correctionnel en Californie, où la moitié des prisonniers sont illettrés.

**San Quentin**, près de San Francisco, avec ses 6000 détenus dont près de 600 dans les couloirs de la mort, est considérée comme la prison la mieux lotie de Californie en matière d'activités éducatives : elle dispose de trois salles de classe, de dix instructeurs et de dizaines de volontaires. De nombreux prisonniers ont raté leur scolarité parce qu'ils n'étaient pas sensibles à l'enseignement classique, explique Jean Bracey, responsable de l'éducation à San Quentin. C'est pourquoi son équipe utilise les techniques du « langage de l'expérience », qui consistent à inciter

les prisonniers à raconter leur vie et à leur enseigner les mots pour le dire. « Ils apprennent vite parce que cela veut dire quelque chose pour eux », explique Jean Bracey. On leur apprend également des histoires qu'ils peuvent raconter à leurs enfants au parloir. Pour valider les acquis, des certificats leur sont décernés au cours de cérémonies à la chapelle de la prison, où les familles sont invitées.

**Mais** San Quentin n'est pas l'endroit idéal pour apprendre. Les prisonniers les plus motivés doivent se retrancher sur leurs couchettes, dans des cellules collectives, où le vacarme est infernal et où ils sont parfois consignés pendant des semaines. Ils doivent aussi renoncer à l'argent de poche qu'ils pourraient gagner en travaillant. Pire, Jean Bracey estime qu'avec les ressources dont elle dispose, elle ne peut aider que 10% des prisonniers.

**Mais certains** détenus parviennent à s'en sortir. Niiboye Annan, 24 ans, qui avait quitté l'école à 14 ans, a obtenu son diplôme de fin d'études secondaires. « Avant, je pensais, "je viens de la rue, tout ce que je peux espérer c'est vendre de la drogue", dit-il. Maintenant, je réalise que je suis un homme capable de réussir. » Son succès, il le doit à Patrick Mims, le président



© AP/Sipa, Paris

du *Projet Reach*, une équipe de 23 tuteurs, qui s'emploient à convaincre les détenus des avantages de l'éducation.

**Patrick Mims**, quarante ans, purge une peine incompressible de quinze ans pour meurtre. En prison, il a obtenu un diplôme universitaire de premier cycle par correspondance. Il se souvient de Kermit Johnson, trente-sept ans, qui était fâché avec l'écriture. « Je lui ai demandé de rédiger un texte sur sa chemise. Puis, je lui ai montré comment on écrivait une rédaction et je lui ai dit, "maintenant écris-en une sur ta veste". Et là, il a compris qu'il en était capable ».

**Une récente** étude du département américain de l'Education montre que les activités éducatives dans les prisons permettaient de réduire le taux de récidive de 29%. Mais en Californie, seulement 2% du budget de l'administration pénitentiaire (la plus grosse des Etats-Unis) sont consacrés à ces activités.

**Stephen Phillips**

**Peu de prisonniers américains ont accès à des activités éducatives, alors qu'elles permettent de réduire d'un tiers le taux de récidive.**

électroménagers. Aucun pays n'est à l'abri de « l'illettrisme fonctionnel », à savoir le fait d'avoir oublié ou de n'avoir jamais acquis correctement le niveau de lecture et d'écriture nécessaire dans la vie quotidienne. Ce phénomène en dit long sur les failles des systèmes éducatifs des pays riches.

L'ampleur de l'illettrisme fonctionnel dans ces pays n'est apparue qu'au milieu des années 90, avec l'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes menée par l'OCDE auprès des 16-65 ans dans 22 pays. Cette enquête a montré le décalage entre le nombre d'années d'études et les compétences acquises. Plus révélateur encore était le grand nombre d'individus d'un certain âge qui, après avoir appris les bases de la lecture et de l'écriture, étaient retombés dans l'illettrisme faute d'utiliser leurs connaissances.

On a longtemps pensé qu'il suffisait d'aller cinq ans à l'école pour savoir lire et écrire. Mais aujourd'hui, on estime que six à huit ans d'apprentissage sont à peine suffisants pour acquérir le niveau d'alphabétisation nécessaire à la vie dans nos sociétés complexes. Toutefois, le degré élevé d'illettrisme fonctionnel dans les pays qui imposent douze ans de scolarité obligatoire indique qu'il faudrait repenser tout le système d'évaluation.

**Yojana Sharma**

**Yojana Sharma est l'ancienne correspondante du *Times Educational Supplement* en Allemagne et en Chine/Hong Kong.**

**Stephen Phillips est le correspondant du *Times Educational Supplement* aux Etats-Unis.**

grand-angle

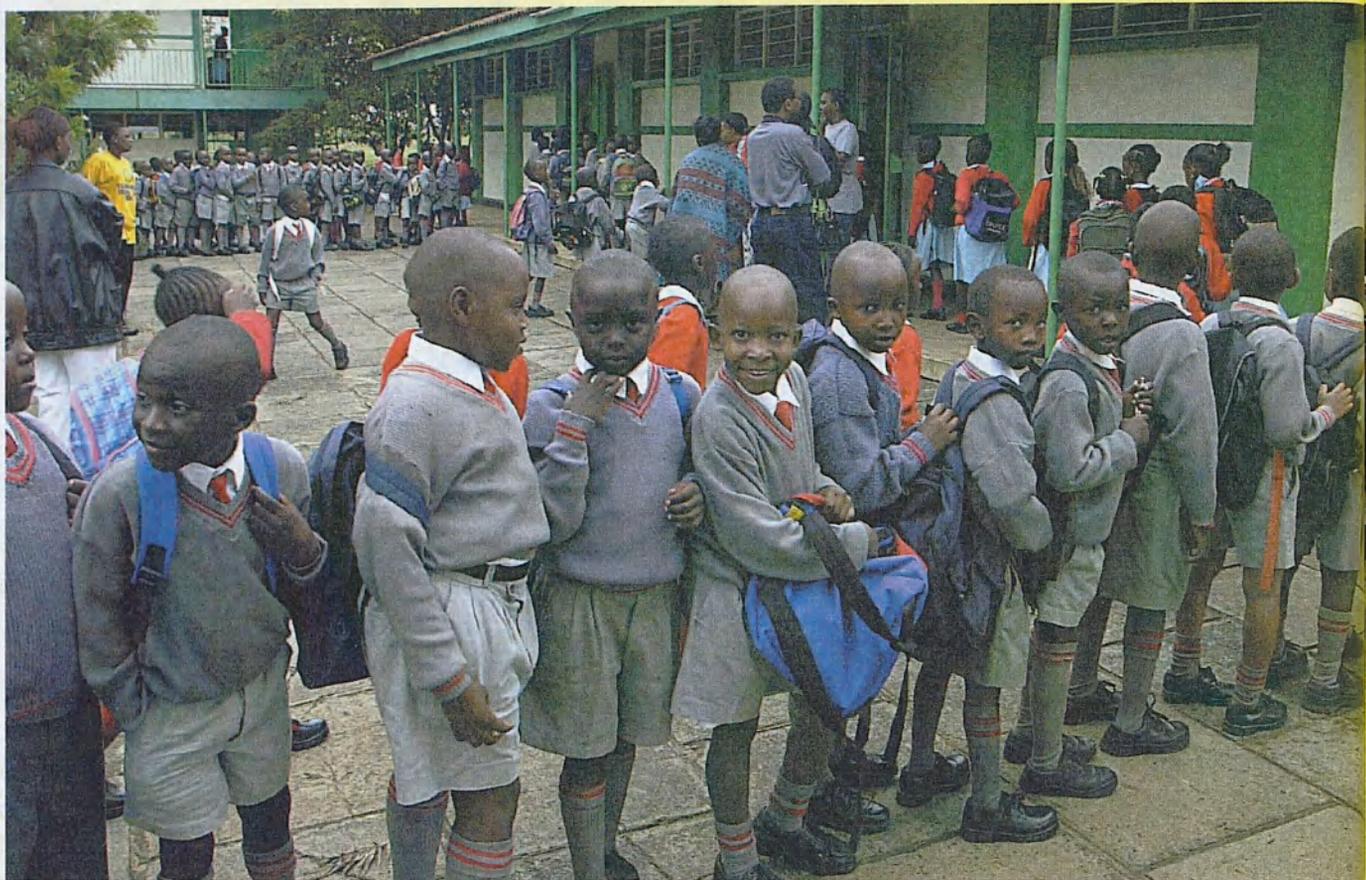
45

# l'alphabétisation à l'école

*L'abolition des frais de scolarité est le premier pas vers l'éducation primaire universelle, comme le montre l'expérience du Kenya et de l'Ouganda. Mais la qualité de l'enseignement peut en pâtir*

grand-  
angle

46



## Opération portes ouvertes

À l'école primaire d'Ayany, dans la banlieue de Nairobi, 120 élèves s'entassent dans une classe prévue pour 40. Les tables manquent et la plupart des enfants sont assis sur le sol, leur cahier posé sur les genoux. L'enseignante, Jane Onyango, n'a pas de craie pour écrire sur le tableau fendillé. Elle dicte la leçon de sciences naturelles.

Comme toutes les écoles du pays, celle d'Ayany a été prise d'assaut depuis que le nouveau gouvernement a honoré sa promesse électorale en abolissant les frais de scolarité, le 7 janvier dernier.

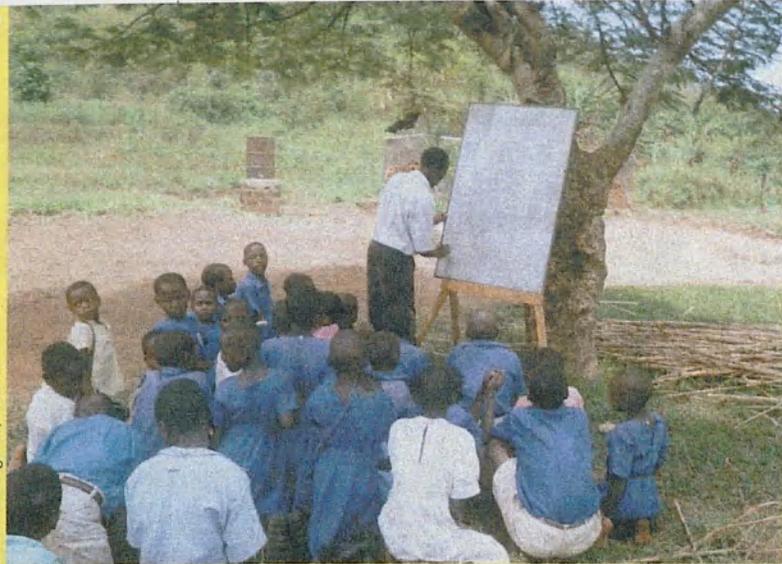
Parvenir à l'enseignement pour tous est une tâche ardue, et plus encore en Afrique subsaharienne qu'ailleurs : 40% des 115,4 millions d'enfants non scolarisés dans le monde vivent dans cette région, la seule où le taux de fréquentation du primaire a régressé depuis dix ans.

La pauvreté due au remboursement de la dette

extérieure, au manque d'investissements, à des guerres civiles prolongées, à de mauvais choix politiques, à la corruption et à la mauvaise gestion a provoqué la diminution inexorable des fonds publics consacrés à l'éducation.

Pour autant, le désir d'accéder à la lecture, à l'écriture et à une meilleure éducation en général reste très vif parmi la population, comme l'a constaté le gouvernement le 7 janvier, quand près de 2,5 millions de nouveaux élèves se sont présentés aux portes des écoles. Dans le primaire, les effectifs scolaires ont brusquement bondi à 8,7 millions. Des écoles accueillant habituellement 160 enfants ont dû faire face à plus de 3 000 demandes d'inscription.

À l'école primaire Olympic de Nairobi, la brigade anti-émeutes a dû intervenir quand, faute de place, les responsables ont refusé aux parents d'inscrire les 5 000 enfants demandeurs. Le Kenya a déjà connu



**Ci-dessus :**  
**Un instituteur fait**  
**classe sous un arbre**  
**en attendant la**  
**construction d'une**  
**école en dur.**

**À gauche :**  
**Au Kenya, des**  
**centaines d'enfants**  
**font la queue pour**  
**entrer en classe.**

**« Plus de deux millions d'enfants sont entrés à l'école en même temps »**

semblable chaos. En 1974, le gouvernement avait décrété la gratuité de l'enseignement primaire de la première à la quatrième année, puis l'avait étendue à tout le primaire en 1978. Mais il était revenu sur ces réformes au milieu des années 80, exigeant des parents qu'ils participent aux frais de scolarité. Depuis, l'analphabétisme n'a cessé de progresser.

Aujourd'hui, locaux, financements, fournitures et professeurs font cruellement défaut. « Nous savons que nous n'avons pas assez de salles de classe et nous allons utiliser, chaque fois que ce sera possible, des églises, des mosquées, des bâtiments publics, des tentes », promet Raila Odinga, ministre des Travaux publics et du Logement, et membre haut placé de la National Rainbow Coalition qui a promis aux Kenyans l'accès universel et gratuit à l'enseignement primaire.

Le gouvernement, qui consacre déjà 27% de son budget à l'éducation, estime qu'il lui faut 140 millions de dollars de plus par an (voire 200 millions selon certaines sources), pour prendre en charge sept millions d'élèves. Cette année, il n'a pu débloquer que 6,5 millions pour les écoles. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres organismes multilatéraux ont cessé de financer le gouvernement précédent en 1997 à cause de la corruption. Mais la Banque a annoncé au début de l'année qu'elle débloquent 40 à 50 millions en juin pour le matériel éducatif. Il manquera toujours plus de 90 millions.

Les parents ne veulent pas le savoir : « Le gouvernement a aboli la contribution au fonds pour la construction d'écoles et les frais exigés pour différentes activités. Il va payer les manuels, les pupitres et les craies et employer des agents de sécurité dans les établissements », martèle un marchand ambulant de fruits et légumes de Nyeri, la ville du Président Kibaki. « Maintenant, je n'aurai plus qu'à acheter l'uniforme et le gouvernement s'occupera du reste. »

De l'autre côté de la frontière, en Ouganda, la

réforme qui a été menée en faveur de l'éducation primaire universelle est saluée comme l'une des plus belles réussites en Afrique subsaharienne. Mais elle donne également la mesure du défi. Contrairement au Kenya, l'Ouganda a bénéficié du soutien massif d'organismes d'aide et de financement, tels que la Banque mondiale, l'UNICEF, l'UNESCO, le PNUD, la Banque africaine de développement, le Programme alimentaire mondial et l'Union européenne. Sans compter les agences bilatérales d'aide au développement de pays comme l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège et les Pays-Bas.

## LA TÂCHE ÉTAIT ÉNORME

Lorsqu'en 1997, l'Ouganda décida que les quatre premiers enfants de chaque famille auraient droit à l'école gratuite, le nombre d'inscriptions doubla, passant de 2,9 à 5,8 millions. « Nous avons fait passer le taux de scolarisation dans le primaire de 54% en 1996 à 72% l'année dernière », explique Khiddu Makubuya, ministre de l'Éducation et des Sports.

Cet effort s'est toutefois heurté à l'énorme obstacle du manque d'écoles, la plupart d'entre elles ayant été balayées par les guerres civiles et les dictatures d'Idi Amin Dada et de Milton Obote. « Plus de deux millions d'enfants qui vendaient des mangues ou chassaient des oiseaux dans la campagne sont entrés à l'école en même temps. La tâche était énorme, souligne Geraldine Namirembe Bitamazire, secrétaire d'État à l'Enseignement primaire. Du jour au lendemain, nous nous sommes retrouvés avec un professeur pour 110 élèves. »

Les autorités ont doublé le nombre d'enseignants, pour atteindre un total de 125 000 instituteurs, et fait bâtir 51 203 salles de classe, chiffre impressionnant auquel viendront s'ajouter 36 674 salles en cours de construction. De plus, 87 000 pupitres ont été livrés aux écoles et le nombre de manuels fournis par le gouvernement est passé de 16 000 en 1998 à trois millions en 1999. Mais ces investissements énormes ne répondent toujours pas aux besoins et le pays continue à se heurter à des problèmes qui menacent la qualité de l'enseignement.

Avec 7,5 millions de petits Ougandais inscrits dans 13 332 écoles primaires, chaque professeur a en moyenne 60 élèves. Certains établissements sont surpeuplés et comptent des classes de 150 élèves. Dans bon nombre d'écoles rurales, on remarque les murs et les sols lézardés, les portes et les fenêtres cassées et les latrines en piteux état. Des établissements manquent toujours de tables et,

# Le suivi de Dakar

dans les petites classes, des pierres font office de chaises. A l'école primaire Kawaso, à Mukono, les cours ont lieu sous un arbre ; selon un professeur, l'argent destiné à la construction du bâtiment a été volé. Malgré l'augmentation impressionnante du nombre de manuels fournis par le gouvernement, les élèves doivent se partager à trois les manuels de mathématiques, sciences naturelles, anglais et sciences humaines.

Si le ministère a dépensé 14 dollars pour chaque élève du primaire en 1999, cela ne suffit pas à fournir un enseignement de qualité à tous, estime Paul Murphy, spécialiste de la Banque mondiale à Kampala. Il presse le gouvernement de sévir contre les fonctionnaires qui volent ou détournent les fonds destinés à l'éducation.

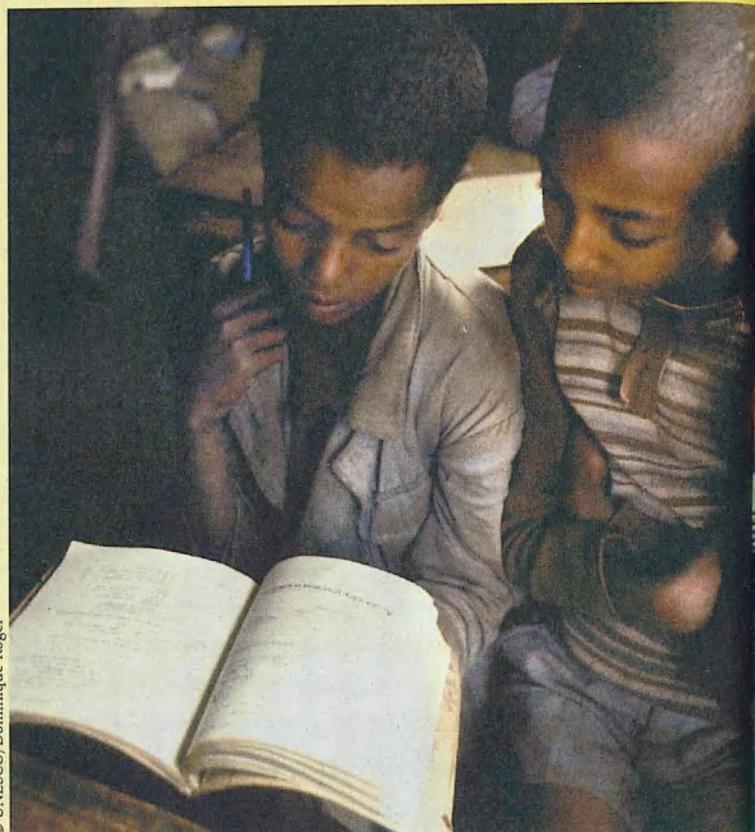
Khiddu Makubuya rappelle que l'Ouganda consacre déjà 31% de son budget annuel à l'enseignement, un chiffre colossal, dont 70% pour le primaire. Mais la bataille pour l'éducation universelle n'aurait pas pu être gagnée sans l'aide des bailleurs de fonds qui, l'année dernière, ont fourni 80% des 710 millions de dollars investis dans le plan ougandais pour l'accès à l'école. Ce programme surpasse de très loin ce qui se fait au Kenya, en Tanzanie et dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Et pourtant, parmi les petits Ougandais en âge de fréquenter le primaire, un sur quatre n'est toujours pas scolarisé.

**Wachira Kigotho**

**Wachira Kigotho est correspondante du Times Educational Supplement au Kenya**

*L'aide publique bilatérale au développement de l'éducation de base (1999-2000, en moyenne)*

| Pays        | Millions de dollars |
|-------------|---------------------|
| Australie   | 34.9                |
| Belgique    | 3.16                |
| Canada      | 12.98               |
| France      | 31.5                |
| Allemagne   | 72                  |
| Italie      | 0.27                |
| Japon       | 48.61               |
| Pays-Bas    |                     |
| Espagne     | 12.63               |
| Royaume-Uni | 69.14               |
| États-Unis  | 154.72              |



© UNESCO/Dominique Roger

La forte mobilisation mondiale en vue d'atteindre l'éducation primaire universelle à l'horizon 2015 est un important levier permettant d'éliminer l'analphabétisme. Cet engagement a été pris par 180 pays, les Nations unies, des bailleurs de fonds et des représentants de la société civile, lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal) en 2000.

Les pays en développement s'y étaient engagés à mettre sur pied, avant 2002, des plans d'action nationaux pour parvenir à l'Education pour tous. La communauté internationale, quant à elle, avait promis qu'aucun pays désireux de faire des réformes pour atteindre cet objectif n'en serait empêché par «manque de ressources». En novembre 2002 au Canada, la réunion du G8 a soutenu l'Initiative de mise en œuvre accélérée de la Banque mondiale, destinée à évaluer et à soutenir les plans d'action nationaux d'une part et, d'autre part, à obtenir des fonds auprès des pays donateurs pour les Etats prêts à se lancer dans les réformes. Ce processus a conduit des dizaines de pays à reconsidérer leurs systèmes scolaires, en vue d'établir la gratuité de l'enseignement primaire.

L'événement le plus spectaculaire a eu lieu quand le nouveau président kenyan, Mwai Kibaki, a annoncé à son peuple qu'il abolissait tous les frais de scolarité.

pour dire que l'éducation est la clé pour les pauvres  
 grand-angle 48

# ar en panne de carburant



Aussitôt, en janvier 2003, des millions d'enfants non scolarisés ont submergé les écoles (voir p. 46).

En novembre 2002, 12 pays – le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie, l'Ouganda, l'Éthiopie, la Guinée, le Mozambique, le Nicaragua, le Honduras, le Guyana, le Yémen et la Tanzanie – avaient finalisé leur plan d'action pour l'éducation et attendaient que les bailleurs de fonds honorent leurs promesses.

Ces 12 pays, relativement peu peuplés, n'abritent que 16 des 115,4 millions d'enfants non scolarisés dans le monde. Mais les bailleurs de fonds rassemblés à Bruxelles fin novembre, dans le cadre du premier Consortium des donateurs pour l'Éducation pour tous, ne se sont engagés qu'à hauteur de 400 millions de dollars. De plus, cet argent n'est destiné qu'à sept pays, ceux qui comptabilisent plus de quatre

millions d'enfants non scolarisés. Or, pour réformer les systèmes scolaires des 12 pays demandeurs, la Campagne mondiale pour l'éducation, une coalition d'ONG et d'organisations professionnelles, estime la somme nécessaire à 700 millions de dollars. A Bruxelles, les bailleurs « n'ont promis qu'une petite somme et n'ont même pas dit d'où viendrait l'argent », a commenté Oliver Buston, responsable de projet à Oxfam, une ONG très impliquée dans la campagne.

## BESOIN D'AIDES MASSIVES

Tout cela ne présage rien de bon pour cinq pays très peuplés où vivent 50 millions d'enfants non scolarisés : le Bangladesh, la République démocratique du Congo, l'Inde, le Nigeria et le Pakistan. Pris tous ensemble, ces pays ont besoin d'aides massives au développement de l'éducation de base. Dans un document rédigé à l'attention du consortium des donateurs, la Campagne mondiale pour l'éducation constatait : « Il y a trop de pays oubliés par les donateurs, soit parce qu'ils ne sont pas considérés comme stratégiques sur le plan politique, soit parce leurs partenaires et soutiens ne s'intéressent pas à l'éducation de base ». Elle poursuivait en soulignant le sérieux manque d'aide à l'éducation de base en Afrique francophone, un problème qui concerne surtout la France, principal bailleur de fonds de la région.

Dans ce document, la Campagne appelait aussi l'Allemagne à remplir ses engagements en aidant trois pays concernés par l'Initiative de mise en œuvre accélérée : le Honduras, la Guinée et le Mozambique, qui a porté ses dépenses d'éducation à 18% de son budget mais qui a besoin de 91 millions de dollars pour lancer des réformes. Elle demandait aux Etats-Unis de renforcer son aide au Nicaragua, où la scolarisation dans le primaire augmente vite, mais où les nouveaux projets de réforme butent sur le manque de fonds. Au total, la Campagne somme les bailleurs de fonds de satisfaire les besoins des 18 pays prêts à recevoir de l'aide via l'Initiative de mise en œuvre accélérée d'ici juin, et à établir un calendrier pour étendre l'Initiative à plus de 30 autres pays, y compris les cinq pays très peuplés mentionnés plus haut. Car l'objectif de Dakar ne sera pas rempli tant que l'éducation n'y aura pas enregistré de sérieuses avancées. Or, ces pays n'ont pas encore présenté de plans de réformes crédibles, du fait de la faiblesse de leur gouvernement, de la dégradation de leurs infrastructures ou de la corruption.

L'une des solutions possibles, suggérée par le Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous 2002, serait d'envoyer auprès des gouvernements une équipe internationale de travail, pour élaborer des plans d'action et contrôler leur mise en œuvre. Ce mécanisme conditionnerait l'accès à des fonds supplémentaires dans le cadre de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Sans cela, selon ce rapport mondial de suivi, 57 pays ont peu de chance de parvenir à l'éducation primaire universelle d'ici 2015.

Toutefois, dans les pays en développement, on constate une montée en puissance des coalitions d'ONG qui pressent leur gouvernement d'agir. D'autre part, signe qui ne trompe pas, les ministres de l'Éducation, notamment en Afrique, occupent un rang de plus en plus important dans leur gouvernement. Cette évolution montre que le processus de Dakar, qui se manifeste à travers de grandes réunions onusiennes comme dans la formation de comités villageois de parents d'élèves, est en progrès. « Le grand changement, c'est cette volonté politique qui s'exprime à tous les niveaux », conclut Oliver Buston.

**Brendan O'Malley**



<http://www.unesco.org/education/efas>

Leçon d'anglais dans une école primaire de la région de Debre Markos, en Éthiopie.

**« Trop de pays sont oubliés par les bailleurs de fonds »**

grand-angle

49

# Le principe de plaisir

*Si le monde entier était riche, tous les enfants de la planète ne seraient pas pour autant alphabétisés. Car ce qu'il faut avant tout, c'est changer de pédagogie, pour donner aux enfants la joie et le désir d'apprendre.*

**S'**il y a tant d'adultes analphabètes dans le monde, c'est avant tout parce que les systèmes scolaires ont été incapables de les alphabétiser quand ils étaient enfants. C'est même vrai, dans de nombreux cas, pour des enfants qui ont suivi quatre ou cinq ans d'école primaire. Il en ressort que si tous les gouvernements assuraient la gratuité de l'enseignement et réalisaient les lourds investissements en personnel, locaux et matériel nécessaires pour parer au boum des effectifs, cela ne suffirait sans doute pas à éradiquer l'analphabétisme.

Dans de nombreux pays en développement, on voit là le résultat de pédagogies qui n'ont guère évolué depuis les indépendances. Ces méthodes sont adaptées à l'élite urbaine - et masculine - et ne tiennent aucun compte des réalités vécues par les pauvres du monde rural. Elles s'appuient souvent sur une discipline quasi martiale. Les élèves sont alignés en rangs et recopient en silence le cours écrit au tableau. Les enseignants

se soucient rarement de guider les enfants sur la voie du savoir en exploitant leur créativité et leur curiosité naturelles. Quantité d'écoles sont des lieux où règne la crainte et non le plaisir d'apprendre. Ce qui donne aux élèves dont l'avenir est déjà hypothéqué par la pauvreté une raison supplémentaire de laisser tomber.

De nombreux projets innovants ont montré qu'un pays pouvait améliorer ses performances en matière d'éducation de base dans les régions pauvres et rurales sans pour autant consentir de gros investissements. Avec, à la clé, la perspective d'étendre la formule à l'ensemble du territoire...

En Colombie, l'Escuela nueva, «l'école nouvelle», est l'une de ces initiatives pionnières. Lancée en 1975, la formule a été étendue à 20 000 établissements, tandis que son initiatrice, Vicky Colbert de Arboleda, était nommée vice-ministre de l'Éducation. L'Escuela nueva a été imitée avec plus ou moins de succès dans de nombreux pays, dont le Brésil, le Guatemala, le Nicaragua, le Chili, l'Ouganda, la Guyane et les Philippines.

De même, l'ONG Save the Children travaille depuis dix ans avec le gouvernement de la Région autonome du Tibet afin d'améliorer l'enseignement proposé aux populations isolées, en faisant appel à une pédagogie centrée sur les enfants. Quelques années plus tard, les autorités chinoises, convaincues par les résultats, ont donné le feu vert au lancement d'un deuxième projet dans le Yunnan.

La méthode Escuela nueva a été conçue pour des écoles rurales qui abritent une classe unique à niveaux multiples, avec un ou deux enseignants au maximum. Un schéma que l'on retrouve dans 80% des écoles rurales de Colombie et aussi dans de nombreuses régions pauvres ou isolées des pays en développement.

Avant la mise en place du projet, les enfants apprenaient si peu de choses en classe et le système d'évaluation était si rigide que les élèves contraints de s'absenter, pendant les récoltes par exemple, redoublaient sans fin et finissaient par abandonner. « On a commencé par ouvrir des écoles pilotes, qui donnaient aux enseignants un rôle et du matériel pédagogiques novateurs, explique Vicky Colbert.



© Volvamos a la Gente, Bogota

**Dans une école faisant partie  
du réseau de l'Escuela nueva,  
en Colombie.**

grand-  
angle

50

L'apprentissage y était fondé sur un mode de progression souple, la participation active des enfants et le travail en groupe. Nous avons passé beaucoup de temps à développer le sens de la citoyenneté et de la démocratie et avons fait en sorte que chaque village se sente impliqué dans l'expérience et que les professeurs respectent le rythme de chaque enfant.»

Les élèves étudient seuls ou en groupe, à l'aide de cahiers d'exercices ou de manuels destinés au travail collectif. Ce matériel pédagogique reprend le programme national, mais il est augmenté de contenus adaptés à l'environnement régional ou local par les enseignants. Se présentant sous forme de fiches d'activités, il constitue tout à la fois un manuel de l'élève, un livre d'exercices et un manuel du professeur. Les enseignants commencent par suivre une formation initiale dans les écoles pilotes. Puis, ils progressent en assistant à des stages pratiques et à des réunions mensuelles avec leurs pairs, organisés dans les centres où ils viennent toucher leur salaire. «L'auto-apprentissage est la clé du succès, insiste Vicky Colbert. Le rôle de l'enseignant, c'est d'aider ceux qui ne comprennent pas.»

## TAUX DE RÉUSSITE EN HAUSSE

Les tests effectués à l'époque où l'Escuela nueva concernait 8000 établissements ont montré que le taux de réussite en espagnol y était plus élevé que dans les écoles classiques : de 19% chez les élèves ayant suivi trois ans de scolarité et de 8,5% chez les élèves ayant suivi cinq ans de scolarité. De même, le nombre d'abandons et de redoublements était sensiblement inférieur.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, où près d'un enfant sur trois redouble dans le primaire et où la moitié des enfants de fin de quatrième année ne comprennent pas ce qu'ils lisent, ces échecs ont un coût élevé, estimé à trois milliards et demi de dollars par an.

La méthode préconisée par Save the Children ressemble beaucoup à l'Escuela nueva. «Dans la plupart des écoles du monde, on voit des enfants assis passivement, l'œil vide, ne posant jamais une question, souligne Marian Moreno, une cadre spécialisée de l'ONG. Dans les classes qui appliquent notre méthode, au contraire, ils participent, parlent, bougent. Et progressent à pas de géant.» Au Tibet, en partenariat avec les autorités provinciales et le British Department for International Development, Save the Children a introduit des principes pédagogiques faisant de l'enfant le centre du dispositif d'apprentissage. Jusqu'à leur intervention dans les vallées enneigées situées au nord de Lhassa, deux élèves sur trois abandonnaient l'école avant la fin de la neuvième année.

# À l'école de l'entraide

**Dans** la classe unique de l'école primaire Poveda II, à 70 kilomètres au nord-ouest de Bogota, les murs sont décorés par des dessins et une peinture représentant la carte de la région. Depuis deux ans, l'école applique la méthode Escuela nueva à ses 70 élèves : les pupitres sont groupés pour encourager le travail collectif, au lieu d'être alignés face au tableau noir.

**Bertha Bolonos**, la principale, fait circuler une boîte renfermant des mots découpés dans des revues. Les enfants, âgés de sept à seize ans, en piochent cinq, qui vont leur servir de point de départ pour rédiger une histoire. «J'aime travailler comme ça, c'est comme un jeu», dit Felipe, sept ans. Les élèves corrigent mutuellement leurs rédactions tandis que Bertha Bolonos en aide certains.

**Activités** et matières se succèdent à un rythme soutenu. La principale propose trois nombres : aux élèves de découvrir le rapport qui les unit. L'apprentissage par la pratique se poursuit dans la cour de récréation. Bertha

Bolonos demande aux élèves de trouver une fleur, un morceau de bois, une pierre ou tout autre objet remarquable à un titre ou à un autre. Une fois revenus en classe, les enfants doivent rédiger une description de l'objet choisi.

**Evoquant** une histoire lue au cours d'une précédente leçon, Bertha Bolonos suggère à la classe d'en analyser les personnages, l'intrigue et le sens. Ce type d'exercice est l'occasion d'acquérir du vocabulaire et «d'améliorer le niveau d'alphabétisation en liant lecture, écriture et expression orale», explique-t-elle.

**Le projet** s'attache aussi à promouvoir les notions de démocratie et de citoyenneté. Un conseil d'élèves élu leur permet de participer à la gestion de l'école. Ils est composé de sept comités : environnement, jardinage, aide sociale, santé, sports, spectacles et loisirs et entretien des locaux.

**Susana**, seize ans dont quatre privés de scolarité, désigne l'organigramme de l'école, représenté par

un arbre. «En tant que présidente du conseil des élèves, dit-elle, j'aide les professeurs à organiser des activités collectives et à gérer la boîte à idées.» Ces structures, souligne la directrice, «forment les enfants aux responsabilités et les incitent à se respecter les uns les autres». C'est l'un des éléments qui rendent son travail actuel plus gratifiant que ce qu'elle faisait auparavant dans d'autres établissements. «Je suis plus proche des élèves parce que je ne passe pas mon temps coincée devant le tableau noir», dit-elle. **Elle trouve** qu'il est plus facile d'enseigner dans des classes où se mêlent des élèves de différents niveaux car les plus âgés aident les plus jeunes. «La préparation des cours n'est pas plus difficile pour autant, car les élèves travaillent à leur rythme, en utilisant des manuels très détaillés», dit-elle.

Anastasia Moloney

Anastasia Moloney, enseignante, collaboratrice du *Times Educational Supplement*, est basée à Bogota.



© Volvamos a la Gente, Bogota

«Il suffit d'une formation courte pour apprendre aux enseignants à se montrer affectueux avec les enfants»

grand-angle

51

Avec le projet Save the Children, les enseignants suivent une formation de seize jours sur les façons de susciter des questions, le travail de groupe, les jeux et le recyclage d'objets simples et courants en matériel pédagogique. Les évaluations de ce projet montrent qu'il permet d'améliorer les résultats, sans pour autant demander de nouveaux investissements en personnel. «Il suffit d'une formation courte pour apprendre aux enseignants à se montrer affectueux et bienveillants envers les enfants, pour leur donner envie de venir en classe», explique Marian Moreno.

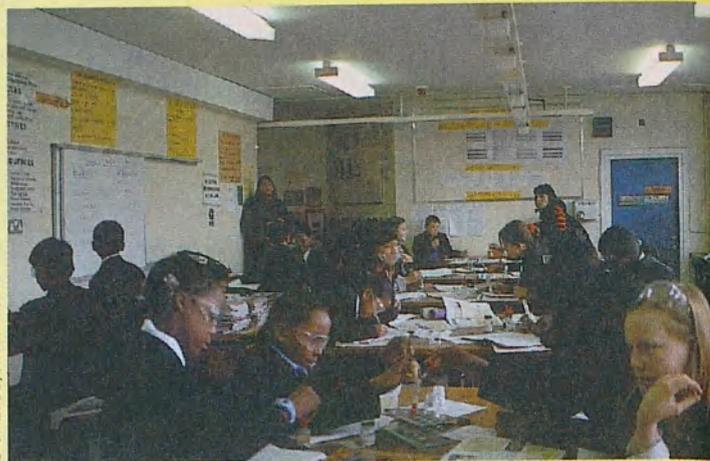
Toutefois, la généralisation de ces méthodes se heurte à de grosses difficultés, comme le prouve l'expérience de l'Escuela nueva dans les zones rurales colombiennes. Appliquée à 500 écoles pilotes en 1978, elle concernait 3 000 établissements en 1986. Puis, après l'avènement de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, elle progressa jusqu'à atteindre 27 000 écoles rurales en 1992. Mais des changements politiques provoquèrent dans le même temps de profonds bouleversements, entraînant entre autres de nombreuses mutations d'enseignants.

## RÉTABLISSEMENT SPECTACULAIRE

Des écoles revinrent à l'enseignement traditionnel tandis que d'autres ne reçurent jamais le nouveau matériel pédagogique. Vicky Colbert quitta le ministère de l'Éducation pour relancer l'Escuela nueva, en s'appuyant sur la fondation Volvamos a la gente (Revenons au peuple) et sur des partenariats entre les communautés locales, les responsables gouvernementaux et le secteur privé. Des associations de planteurs de café financèrent certaines innovations, dans le domaine des technologies de l'information par exemple, tandis que l'État achetait le matériel pédagogique. Le travail se concentra sur cinq régions, afin de créer un «pôle d'excellence».

Le rétablissement a été spectaculaire. Une étude comparative sur 11 pays latino-américains, menée par l'UNESCO en 1998, a montré que la Colombie était le seul pays où les performances des écoles publiques rurales étaient supérieures à celles des établissements situés en ville. La Banque mondiale estime que l'Escuela nueva est l'une des trois grandes réformes de l'enseignement dont le succès à grande échelle est démontré. «Quand on change de méthode et qu'on dispose du matériel pédagogique adapté, les enseignants peuvent suivre plus d'élèves chacun, résume l'intéressée. Avec l'argent économisé, pourquoi ne pas augmenter leur salaire?»

**Brendan O'Malley**



© UNESCO/Niamh Burke

# Les bienfaits du bilinguisme

*L'analphabétisme pourrait accuser un sérieux recul dans le monde si l'on prenait en compte les besoins des enfants qui parlent des langues minoritaires.*

**Les** élèves du secondaire de l'école communautaire de North

Westminster, dans le centre de Londres, se heurtent à une barrière que des centaines de millions d'enfants dans le monde connaissent bien : la langue dans laquelle ils apprennent à lire n'est pas leur langue maternelle.

«Pour soixante-dix pour cent de nos effectifs, l'anglais est une seconde langue, et plus de la moitié de ces élèves en sont encore au b.a.-ba», précise Frank Monaghan, professeur d'«anglais seconde langue». Ils sont donc incapables de suivre les cours sans l'aide d'auxiliaires d'éducation bilingues, dont le système manque cruellement.

Ces élèves, ont constaté les chercheurs, apprennent mieux l'anglais en restant dans la classe assistés de ce type d'auxiliaires qu'en la quittant pour suivre des cours de rattrapage, comme le commandait la pratique courante dans les années 80.

Aujourd'hui, certains des 2 000 élèves de North Westminster, arrivés de fraîche date de régions troublées comme l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie, les Balkans, ont besoin d'un soutien scolaire en dehors de la classe. Beaucoup sont illettrés quand ils entrent dans le secondaire, y compris dans leur langue maternelle. D'autres (12% à 15%) ont eu une

grand-  
angle

52



**Ci-dessus :**  
Répétition d'une  
pièce de théâtre  
à l'école commu-  
nautaire de North  
Westminster, à  
Londres.

**À gauche :**  
Dans le même  
établissement,  
des auxiliaires  
d'éducation bilingue  
sont là pour aider les  
enfants immigrés.

scolarité si perturbée qu'ils ont pris plusieurs années de retard. Retirer systématiquement de la classe les non-anglophones comme on le faisait avant, pour leur faire suivre à mi-temps des cours d'anglais, c'était les mettre sur « la mauvaise voie », estime Frank Monaghan. Ils perdaient le contact avec leurs camarades et les plus jeunes oubliaient souvent leur langue sans pour autant maîtriser l'anglais, ce qui les condamnait à l'échec.

## AUXILIAIRES BILINGUES

Mais lorsque 40 langues sont parlées dans une école, dont certaines par un ou deux élèves seulement, les auxiliaires bilingues ne peuvent pas être la solution universelle. C'est pourquoi North Westminster recourt aussi au « partenariat pédagogique » : les enseignants préparent et donnent leurs cours avec des maîtres qualifiés spécialisés en « anglais seconde langue ». Inauguré à Londres il y a quinze ans, ce genre de partenariat a été tenté sous d'autres cieux pour des populations minoritaires, avec un certain succès.

On estime que 476 millions d'analphabètes dans le monde sont des locuteurs de langues minoritaires (dont beaucoup ne s'écrivent pas), dans des pays où les enfants font leur scolarité dans une autre langue, souvent héritée de la période coloniale.

Dans beaucoup de pays où les gens parlent une langue différente de celle pratiquée par leur administration, les programmes bilingues qui démarrent par une éducation de base dans la langue maternelle sont les plus efficaces. Des recherches

ont montré que l'aptitude à la lecture et à l'écriture développée dans la langue maternelle pouvait s'appliquer ensuite à toute autre langue parlée par l'élève.

Dans le cadre d'un programme de l'ONG Save the Children au Mali, les enfants commencent à acquérir des compétences dans leur propre langue, le dogon, puis, au bout d'un an ou deux, passent au français. « Bon nombre de ces élèves réussissent nettement mieux que ceux des écoles publiques normales, scolarisés en français dès le départ », souligne Marie-Madeleine Savitzky, de l'Unité « Langue et alphabétisation » de la South Bank University de Londres.

En Amazonie péruvienne, où l'analphabétisme était quasi généralisé autrefois, 15 000 élèves parlant 28 langues autochtones différentes ont eu la chance d'être scolarisés dans 600 écoles bilingues. Ces enfants ont fini par mieux maîtriser l'espagnol que les petits autochtones qui avaient étudié dans les écoles entièrement hispanophones, selon une enquête réalisée en 1987.

Le bilinguisme à l'école est un choix particulièrement judicieux dans les pays où les locuteurs des langues indigènes sont plus nombreux, et de loin, que les gens qui parlent la langue officielle. Plus généralement, on ne fera reculer l'illettrisme sur la planète qu'en trouvant des formules pour résoudre les difficultés des minorités linguistiques, où qu'elles vivent.

**Yojana Sharma**

# l'alphabétisation dans la communauté

La Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation va encourager des initiatives dans ce domaine, partout et pour tous, en particulier pour les exclus

## Dix ans pour réussir

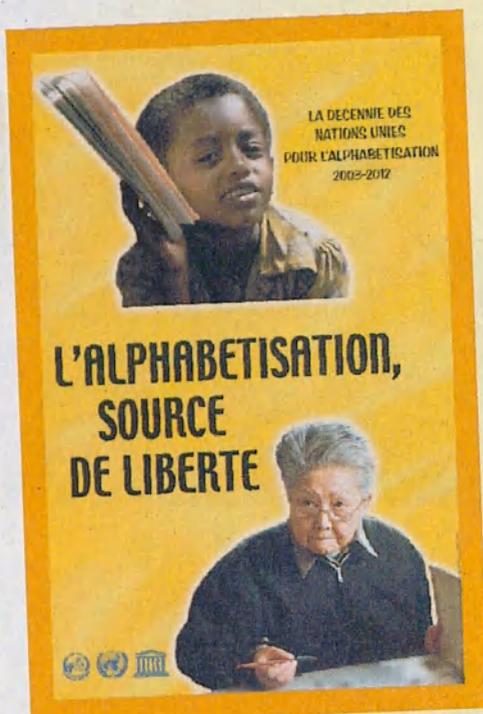


La Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation, lancée le 13 février dernier à New York et coordonnée par l'UNESCO, vise à réduire le nombre d'adultes et de jeunes qui ne savent ni lire ni écrire. Alors que l'éducation est reconnue comme un droit humain depuis plus d'un demi-siècle, plus d'une personne de plus de quinze ans sur cinq (une femme deux fois sur trois) ne peut toujours pas utiliser l'écrit pour communiquer. «Il est scandaleux que ce droit soit toujours violé dans de telles proportions à l'échelle mondiale», s'insurge Aoyagi Shigeru, directeur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle à l'UNESCO.

La Décennie va stimuler le débat public sur la nature de l'analphabétisme, la manière de le mesurer et les moyens de le combattre. Selon un nouveau courant de pensée, partagé par des experts de l'alphabétisation des adultes, comme Alan Rogers, de l'Université de Nottingham, ou David Archer, directeur de l'éducation à ActionAid, on est alphabétisé si on est capable d'utiliser la lecture et l'écriture au quotidien. Mais le fait d'avoir acquis ces compétences à un moment précis ne suffit pas.

Ces experts préconisent d'en finir avec les méthodes d'enseignement aliénantes, et même de cesser d'alphabétiser les gens dans une langue étrangère. Ils approuvent par exemple la décision du gouvernement de l'Etat d'Orissa, dans l'est de l'Inde, qui a remplacé l'anglais par la langue locale, l'oriya, dans les formulaires administratifs de demande de rations alimentaires et d'aide sociale, levant un obstacle de taille à l'alphabétisation et au développement des pauvres non anglophones de la région.

De plus en plus, les bailleurs de fonds lient l'alphabétisation à l'éradication de la pauvreté : l'apprentissage de la lecture et de l'écriture doit s'ancrer dans des activités utiles aux apprenants,



grand-angle

54



© UNESCO/Brendan O'Malley

En Ouganda, les programmes d'éducation pour adultes de l'ONG ActionAid permettent d'ancrer l'apprentissage dans la vie quotidienne des apprenants.

afin de maximiser leur motivation et l'impact des compétences acquises. On comprend également qu'il faut adapter les leçons aux besoins et aux centres d'intérêt de chaque communauté d'apprenants.

«Gouvernants et enseignants, alphabétiseurs et chefs de projet, tout le monde doit se demander comment offrir un enseignement sur mesure, conçu pour l'apprenant et adapté à sa culture et à sa langue», souligne Aoyagi Shigeru. L'UNESCO a élaboré un plan d'action mondial pour atteindre l'objectif fixé en 2000 à Dakar : relever de 50% les taux d'alphabétisation d'ici 2015. Elle a lancé avec la FAO, en novembre dernier, un programme phare pour promouvoir l'éducation de base dans les zones rurales. Dans le cadre de ce projet, l'alphabétisation est conçue comme un outil permettant d'acquérir et d'utiliser des connaissances sur la santé, les activités génératrices de revenus, le microcrédit, l'émancipation des femmes, la dégradation de l'environnement, etc. L'UNESCO a

**Au Bangladesh,  
un berger s'exerce  
à la lecture.**

promu ce modèle dans plusieurs pays d'Asie, dont le Bhoutan, la Chine, l'Indonésie et la Thaïlande.

«Le projet repose sur des centres communautaires multifonctionnels, qui apportent un enseignement utile aux villageois et leur donne la possibilité de se former à tout moment, à tous les niveaux, suivant leurs besoins», explique Aoyagi Shigeru. Dans le cadre du programme Education pour tous en Asie-Pacifique, l'UNESCO apporte son savoir-faire pour la création de ce genre de centres d'apprentissage communautaires, la conception des méthodes d'enseignement et des programmes et la formation des facilitateurs locaux.

L'objectif est de montrer aux bailleurs de fonds que ces centres produisent des résultats tangibles et qu'ils pourront s'autofinancer à terme, puisqu'ils appartiennent à la communauté, sont gérés par elle et lui sont profitables.

**Brendan O'Malley**

grand-  
angle

55





© UNESCO/Brendan O'Malley

# Une révolution douce

*Grâce à un programme d'alphabétisation qui colle aux besoins des pauvres du monde rural, au Bangladesh, des villageoises transforment la vie de leur communauté. Et font leurs premiers pas sur les chemins de la liberté.*

**Hira** Akhtar, 30 ans, m'invite à passer le seuil de sa nouvelle maison pour me montrer à quel point sa vie a changé. Hira habite dans l'une des centaines de fermes disséminées au milieu des cocotiers et des palmiers dattiers de Baniyar Kandar, un village entouré de rizières de la région de Jheneidah, dans l'ouest du Bangladesh.

Il y a dix ans, explique Hira, son mari Moslem Uddin et elle habitaient dans une simple hutte à toit de chaume, s'intoxiquaient avec la fumée du foyer ouvert de la cuisine et se réveillaient perclus de courbatures, pour avoir dormi sur une paille jetée à même le sol. Ils ne pouvaient guère s'offrir mieux

**pour dire que  
la pauvreté  
des pauvres  
clés du développement**

avec les 1 000 takas (17 dollars) par mois que son mari gagnait comme ouvrier agricole.

Aujourd'hui, Moslem Uddin gagne toujours le même salaire en travaillant la terre, dont chaque centimètre carré est cultivé dans cette région très densément peuplée. Mais ce qui a changé, c'est que Hira, elle, gagne maintenant 4 000 takas par mois. Sa nouvelle situation, elle la doit aux compétences acquises grâce à un programme d'alphabétisation d'un genre nouveau, qui donne des résultats là où les formules traditionnelles d'éducation des adultes ne marchent pas.

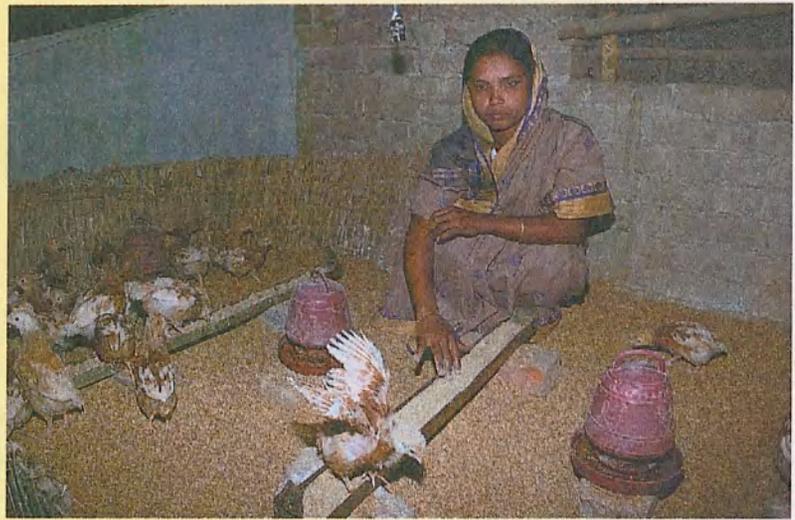
Il y a six ans, la Mission Dhaka Ahsania, une ONG, a commencé à faire classe dans son village. Elle a loué une pièce dans la maison mitoyenne de celle de Hira, qu'elle a baptisé Ganokendra (le centre du peuple). Très vite, les amies de Hira l'ont poussée à y aller. Mais elle a eu du mal à franchir le pas. Selon la tradition, les femmes n'ont pas le droit de sortir de chez elles, ni de rencontrer des étrangers, et la plupart ne sont jamais allées à l'école. « Nous n'avions même pas le droit de prononcer le nom de notre mari », explique Hira.

## LES FAMILLES LES PLUS PAUVRES

Quand elle a demandé à son mari la permission de fréquenter le centre d'alphabétisation, il a levé les bras au ciel. Lui qui savait à peine écrire son nom, s'est écrié : « Qu'est-ce que la lecture de tous ces livres pourrait nous apporter ? ». Mais les livres en question ne ressemblaient à aucun autre et les cours ne rappelaient guère l'école. Finalement, l'ONG a enrôlé des membres des 250 familles les plus pauvres du village (celles qui disposaient de moins de 2 700 takas par mois) sur les 311 qui vivaient à Baniyar Kandar. Et elle a fait en sorte que les trois quarts soient des femmes.

Les cours du Ganokendra sont centrés sur la lecture, l'écriture, le calcul et des sujets liés à la vie quotidienne des apprenants. Exemples : la réduction de la pollution des réserves d'eau grâce à l'utilisation de toilettes ou l'arrêt de la déforestation par la plantation d'arbres utiles ; la construction de fours plus performants pour utiliser moins de bois et réduire les émissions de fumée ; l'accès à des formations génératrices de revenus, comme la couture ; l'éducation à l'égalité des sexes afin d'encourager les femmes à participer à la gestion du village et la formation au leadership afin de rendre les actions de la communauté plus efficaces.

« L'éducation peut bouleverser leur vie », explique Shuelie Aktar. Plus mentor qu'enseignant, ce jeune homme de 24 ans s'occupe du projet pour 1 000 takas par mois au Ganokendra Twilight, le centre que fréquente Hira. « Ce n'est pas seulement important



© UNESCO/Brendan O'Malley

pour les femmes, dit-il, mais aussi pour leurs enfants, parce qu'elles les enverront à l'école. »

Le centre encourage les villageois à se mobiliser pour le droit à l'éducation et contre le trafic d'enfants, les mariages précoces et la drogue. « Nous ne faisons pas qu'alphabétiser les gens, estime Shuelie Aktar, qui a un mastère de gestion. Nous développons aussi des programmes culturels et de microcrédit. Les participants épargnent régulièrement et, à partir d'un fonds central, accordent des prêts à des personnes qui veulent se lancer dans des activités génératrices de revenus comme l'élevage de poules, la confection ou autre. »

La méthode utilisée, souple et faisant appel au travail de groupe, s'appuie sur du matériel éducatif conçu pour être utile aux apprenants, une fois qu'ils sauront lire. A l'intérieur du Ganokendra, qui est maintenant hébergé dans un bâtiment construit par la communauté locale, les murs sont couverts d'affiches, de schémas et de tableaux de sensibilisation aux problèmes locaux.

Quelque 15 femmes font des exercices de lecture, comme compléter des mots avec les lettres manquantes. Elles sont organisées en trois groupes, selon leur niveau. Il existe cinq niveaux, de A à E, les apprenants de niveau A devant savoir lire un journal. Chaque élément faible est assisté par un membre d'un niveau plus élevé. Fatema Khatun, 55 ans, dont les joues sont sillonnées de rides de rire, n'est pas allée à l'école quand elle était petite à cause des tabous sociaux. Mais elle apprend avec enthousiasme. « Ce Ganokendra nous a appris des tas de choses. Maintenant, nous savons prendre soin de notre santé et je suis passée maître dans l'art de fabriquer et d'utiliser l'*unnatachula*, un foyer amélioré doté d'une cheminée qui évacue la fumée par un trou dans le mur. J'apprends aux autres comment faire ».

Elle raconte que dans un précédent centre de formation pour adultes, il n'y avait qu'un enseignant pour toute la classe et que les manuels étaient trop

**Ci-dessus :**  
**Aleya Begum,**  
une jeune femme  
de 35 ans qui  
vit à Rajapur, a  
développé un  
élevage de poulets.

**À gauche :**  
Grâce au  
Ganokendra, Hira  
Akhtar, 30 ans, a pu  
se faire construire  
une nouvelle maison  
de briques rouges  
à Baniyar Kandar.

grand-  
angle

57

## L'effet Ganokendra

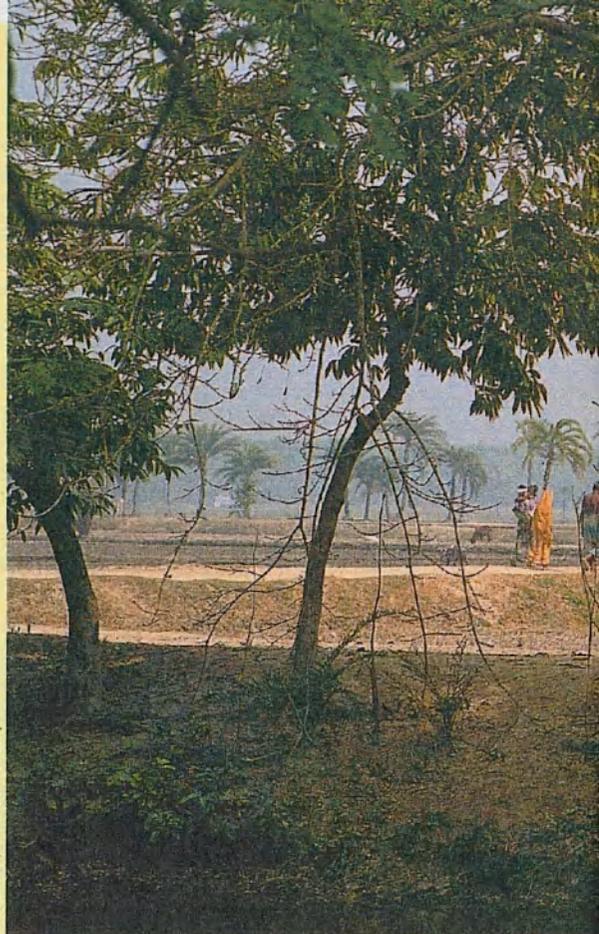
Cinq années de changements dans le village de Rogaghurampur, où 63 familles sur cent participent activement aux activités du centre d'alphabétisation. (En pourcentage)

| Ce que les familles font                               | Juillet<br>1998 | Décembre<br>2002 |
|--|-----------------|------------------|
| Lire et écrire   | 30              | 65               |
| Utiliser des toilettes                                 | 10              | 100              |
| Utiliser un foyer amélioré                             | 0               | 90               |
| Planter des arbres                                     | 10              | 20               |
| Autoriser des mariages précoces<br>(à moins de 18 ans) | 50              | 0,5              |
| Enregistrer les mariages                               | 10              | 100              |
| Enregistrer les naissances et les décès                | 10              | 90               |
| Femmes participant à la prise de<br>décision           | 0               | 70               |
| Femmes disposant d'un revenu                           | 0,5             | 90               |
| Filles admises à l'école primaire                      | 30              | 100              |

grand-  
angle

58

© UNESCO/Brendan O'Malley



## Un environnement propice

**Le siège** de la Mission Ahsania, à Dhaka, abrite une bibliothèque destinée aux nouveaux alphabétisés, qui compte plus de 200 titres sur tout un éventail de sujets : le droit (par exemple, les raisons de faire enregistrer son mariage), la plantation d'arbres, les soins aux enfants, etc. Il y a aussi des romans, des biographies, des bandes dessinées, des livres de cuisine et un petit ouvrage très populaire sur la façon de garder de beaux cheveux, en utilisant des ingrédients naturels comme la pâte de racines de tamarinier.

**On y trouve** également de nombreux posters et jeux éducatifs liés aux questions de développement. Exemple : une sorte de jeu de l'oie où l'on doit reculer quand on tombe sur la case « malade après avoir mangé de la nourriture sans l'avoir lavée » et où l'on saute au contraire des cases quand on a la chance de se retrouver sur « plus de goitre en prenant du sel iodé ».

**Une banque** de données des titres et des contenus ([www.ahsania.org.blrc](http://www.ahsania.org.blrc)) est reliée au Centre culturel de l'UNESCO en Asie-Pacifique. Les membres des Ganokendra peuvent emprunter les livres gratuitement, même si de nombreux centres ruraux demandent deux takas par emprunt, pour créer un fonds qui est ensuite réinvesti localement.

**Tout cela a créé** un environnement propice dans les villages, sans lequel l'alphabétisation des adultes est vouée à l'échec : si on ne lit ni livres ni affiches ou panonceaux dans la vie quotidienne, on oublie vite comment faire. « Nous sommes les plus grands producteurs d'ouvrages faciles à lire, explique Eshanur Rahman, directeur adjoint de la Mission Ahsania de Dhaka. Même la plus grosse ONG du pays, le BRAC [Bangladesh Rural Advancement Committee], utilise nos livres ».

illustrés et trop faciles. Aujourd'hui, grâce au travail en groupes, elle arrive à lire. Son groupe de niveau D est aidé par une jeune fille de 16 ans de niveau C, Somtto Bhan, qui apprécie le Ganokendra parce qu'il lui donne accès à un large éventail de livres et de journaux. « On y apprend beaucoup de choses », explique-t-elle.

C'est peut-être dans ce souci permanent de coller aux besoins des apprenants que réside la véritable originalité des Ganokendra de la Mission Dhaka Ahsania. Ce travail est par ailleurs fondé sur le concept de formation communautaire, que l'UNESCO promeut en Asie et dans le Pacifique depuis une dizaine d'années. Dans le passé, les projets d'alphabétisation des adultes ont été très critiqués, notamment par le célèbre philosophe de l'éducation Paulo Freire, parce qu'ils s'appuyaient sur des textes adaptés à la classe moyenne urbaine, mais inexploitable dans les milieux pauvres et ruraux.

D'autres programmes, radicalement différents et totalement décentralisés, comme le projet Reflect inspiré par l'ONG ActionAid (voir p. 60), utilisent des textes bruts, créés par les apprenants eux-mêmes, et contenant le plus souvent les analyses qu'ils font de leurs problèmes.

Mais la Mission Dhaka Ahsania a trouvé une voie médiane : elle a créé un centre national capable de répondre aux intérêts locaux. Les sujets de textes sont choisis suite à des enquêtes effectuées dans les campagnes sur les besoins des villageois. Ils sont



**Des femmes du village de Rogaghurampur, dans l'ouest du Bangladesh, vont chercher l'allocation mensuelle qui leur permet d'envoyer leurs enfants à l'école. Les Ganokendras ont créé un environnement propice à la scolarisation des filles comme des garçons.**

ensuite testés sur des groupes pilotes avant d'être produits en série.

La plupart de ces ouvrages sont en fait du matériel d'information sur des domaines que les membres des Ganokendra disent vouloir mieux connaître. Et ils ne sont pas écrits comme des manuels bruts. Au contraire, tout y est expliqué à travers des histoires de gens qui ressemblent aux lecteurs, ce qui les rend agréables et faciles à lire. Ces «guides d'auto-apprentissage» seront utilisés cette année par quelque 50 000 adultes très pauvres dans tout le Bangladesh. Après un stage d'initiation de cinq mois augmenté d'un mois de révision, dans l'un des 800 Ganokendra du pays, ils passeront à la lecture de livres, à l'acquisition de compétences et au microcrédit.

L'une des clés du succès de ces centres réside dans le fait qu'ils sont gérés par un comité de membres, qui se réunit régulièrement pour débattre des problèmes locaux. Selon une étude réalisée à Rogaghurampur, un village du district de Jessore qui compte

**« Avant, beaucoup de femmes se faisaient battre parce qu'elle rentraient tard chez elles après les cours. Puis tout a changé »**

100 familles, dont 63 sont actives dans le Ganokendra local depuis 1998, la vie quotidienne des villageois a été bouleversée depuis cette date (voir encadré).

En décembre 2002, le pourcentage de familles sachant lire et écrire avait plus que doublé, passant de 30% à 65%, et le nombre de gens utilisant des toilettes et des foyers améliorés avait explosé. De plus, la tradition consistant à marier les enfants à 13 ans, voire plus jeunes, a disparu, ce qui a contribué à espacer les grossesses. Quant au rôle des femmes dans la prise de décision et les revenus du foyer, il a complètement changé. Enfin, le pourcentage de filles allant à l'école est passé de 30% à 100%.

## UN TOIT FLAMBANT NEUF

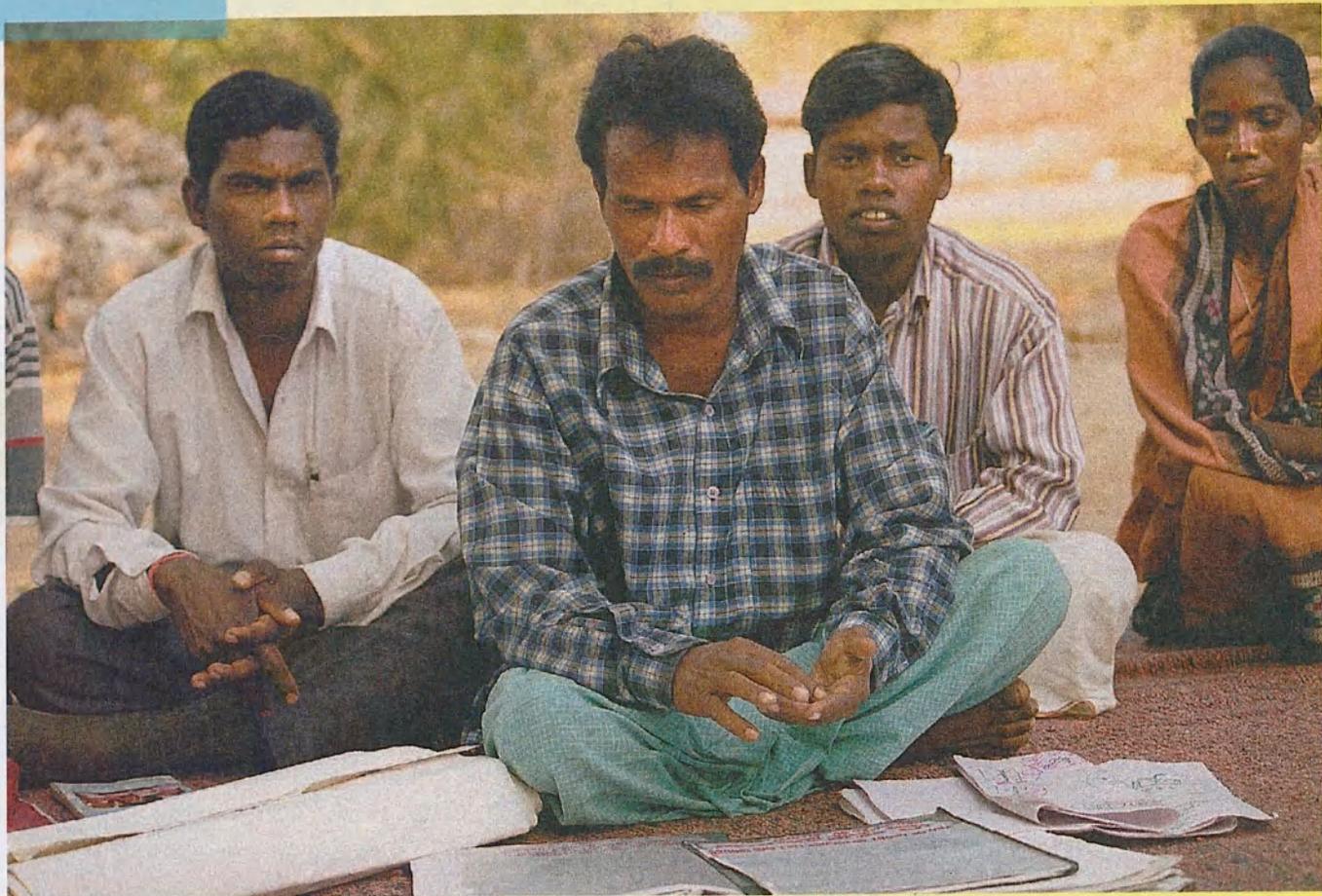
On ne dispose pas d'étude équivalente sur Baniyar Kandar, mais il suffit de voir la nouvelle maison de Hira, qui vaut 60 000 takas, pour s'apercevoir des grands changements qui ont eu lieu dans le village. En me faisant entrer chez elle, Hira m'explique que pour remplacer sa hutte en terre par sa belle maison, elle a commencé par mettre de l'argent de côté en faisant des travaux de couture – une activité qu'elle avait apprise au Ganokendra – et qu'elle a ensuite pu bénéficier d'un prêt. Sa nouvelle villa de briques rouges, avec son toit flambant neuf en tôle ondulée, possède une grande véranda qui domine une cour où un tapis de légumes secs est étendu à sécher.

Dans la chambre de Hira, la paillasse a été remplacée par un grand lit à cadre de bois, recouvert d'un genre de futon et de coussins de couleurs vives. Les murs sont décorés par des affiches et un téléviseur trône sur le buffet. Une centaine de familles pauvres de son village ont maintenant le petit écran et dix-huit possèdent une maison comme la sienne. Mieux, l'activité et la confiance en soi des femmes du village se sont considérablement renforcées. Hira n'hésite plus une seconde à inviter un groupe d'étrangers à visiter sa maison. Grâce à l'alphabétisation, elle s'est libérée du poids des traditions fondées sur la domination masculine et de nombreux handicaps liés à la pauvreté. Aujourd'hui, son mari lui demande même d'emprunter des livres au centre pour qu'il puisse les lire.

« Avant, beaucoup de femmes se faisaient battre parce qu'elle rentraient tard chez elles après les cours, explique Hira. Les hommes pensaient que nous ne devions quitter la maison sous aucun prétexte. Puis tout a changé. Maintenant, quand quelqu'un dit à un homme que sa femme devrait aller en formation à Dhaka, il accepte avec joie. »

**Brendan O'Malley**

grand-angle  
59



grand-  
angle

60

## La pédagogie de la libération

*Pour des milliers d'intouchables de l'Orissa, en Inde, l'alphabétisation est une arme qui les aide à lutter pour leurs droits et contre la corruption.*

**« Leurs  
armes  
à eux  
sont des  
cartes  
et des  
graphi-  
ques  
faits  
maison »**

**Trente** quatre villageois sont assis sur une couverture étendue à même le sol poussiéreux, devant une maison de terre à toit de chaume. Nous sommes à Bubel, un village de l'Orissa, un Etat de l'est de l'Inde éternellement menacé par la sécheresse. Jangyabata Suna, la meneuse des femmes, entonne une chanson contre les usuriers, que tout le monde reprend en chœur : « Nous ne pouvons pas payer tous les pots-de-vin qu'ils exigent mais nous devons tenir bon / Debout, pauvres gens du pays, nous n'avons pas à vivre ainsi. »

La révolte gronde mais les villageois n'ont pas l'intention de sortir les fourches et les faux des paysans d'antan pour exiger plus de justice sociale : leurs armes à eux sont des cartes et des graphiques faits maison. Pauvres parmi les pauvres, ces intouchables font partie de la caste la plus marginalisée de la société indienne, et sont victimes de toutes les discriminations de la part des autres castes. Ils vivent sans titre de propriété sur des terres

gouvernementales et habitent un quartier séparé, à l'écart du village.

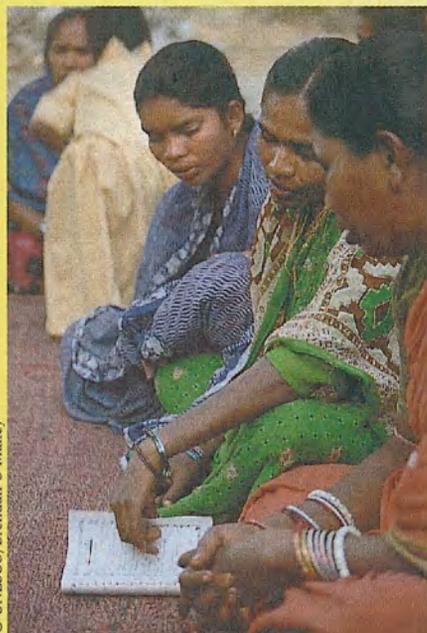
Pendant des siècles, ils ont accepté leur sort avec fatalisme. Jusqu'au jour où un nouveau type de programme de développement et d'alphabétisation a débarqué à Bubel. Ce programme est mis en œuvre par une association locale, l'India Rural Reconstruction Movement, en partenariat avec l'ONG ActionAid. La méthode, qui est utilisée par 350 organisations dans 60 pays, permet aux démunis d'analyser les causes de leur pauvreté et de se battre en organisant des actions collectives. Dans ce cadre, l'alphabétisation est considérée comme un outil de lutte fondamentale.

Aujourd'hui, Reflect est sans doute le projet le plus radicalement innovant dans le domaine de l'éducation des adultes. Le savoir transmis est fait pour être immédiatement exploité par les apprenants. Pour les intouchables de Bubel, il s'agit d'affronter ceux qui ont profité de leur analphabétisme pour les maintenir dans la pauvreté.

**« 60%  
à 70%  
des gens  
se sont  
alpha-  
bétisés  
en deux  
ans »**

**À gauche : Dhekel Singh Mona (au centre), l'animateur du projet Reflect à Bubel, dans l'Orissa, encourage les apprenants à réaliser des cartes et des graphiques sur leurs problèmes.**

**Ci-dessous : Jangyabata Suna (en vert) mène le cœur des villageoises qui chantent une chanson incitant à la révolte contre la corruption.**



« L'alphabétisation commence avec l'élaboration des projets, qui permet de démythifier le caractère inaccessible de la lecture et de l'écriture, souligne David Archer, responsable de l'enseignement à ActionAid. Les gens comprennent qu'ils peuvent s'en emparer pour faire entendre leur voix. »

Par exemple, un habitant et animateur de Reflect au village aide les autres à élaborer des graphiques et des organigrammes qui montrent les conséquences de tel ou tel problème sur le village. Ou alors à dessiner une carte du village sur le sol, avec des baies figurant chaque personne dans chaque maison, puis à la reporter sur le papier. Ainsi, petit à petit, les analphabètes se familiarisent avec les notions de code et de représentation que l'on utilise pour lire.

A Bubel, les villageois ont choisi de passer directement de la planification à l'action, ne puisant dans les ressources de l'alphabétisation que quand ils le jugent utile.

Dhekel Singh Mona, responsable du groupe des hommes et animateur de Reflect à Bubel, déroule une carte dessinée aux feutres de couleur représentant les rues, les maisons et les services publics du village. Un à un, les hommes expliquent comment ils s'en sont servi pour revendiquer leurs droits. « Jour après jour, nous avons pris conscience du monde extérieur et de nos droits. Maintenant, nous nous battons pour les faire respecter », remarque Ayli Mona.

En réalisant la carte et en enquêtant auprès des 284 familles du village, les membres du cercle Reflect ont compris lesquelles étaient les plus exposées à la faim en cas de sécheresse. A partir de ces données, ils ont convaincu chaque famille de mettre de côté un bol de riz par jour pour constituer une réserve et ont créé une banque de semences. « Nous subissons une période de sécheresse tous les ans mais maintenant,

nous sommes capable de venir en aide aux plus démunis », explique Jangyabata Suna.

Au cours de l'enquête, il est apparu que les 102 foyers officiellement considérés comme en-dessous du seuil de pauvreté, et bénéficiant à ce titre d'une aide alimentaire, ne comprenaient pas la totalité des habitants dans le besoin. Et qu'un responsable local trichait au détriment de foyers très pauvres. En présentant ces résultats à l'assemblée du village, les membres de Reflect ont obtenu que les familles lésées bénéficient à l'avenir de riz à bas prix.

Un autre combat, plus dur, a été mené pour obtenir l'aide alimentaire du Public Distribution System, suite de la grave sécheresse qui a frappé la région il y a deux ans.

Lorsque les habitants ont découvert qu'on leur refusait cette aide, un groupe de femmes est allé protester auprès du chef de la communauté, allant jusqu'à le molester. Reparties les mains vides, elles ont porté l'affaire devant une administration du district. Elles ont exigé l'accès aux registres de l'entrepôt et découvert qu'au cours des deux mois où on leur avait refusé les céréales, des rations étaient bien arrivées à leur nom mais avaient disparu, et que le registre portait de fausses signatures. Ces femmes ont intenté un procès pour corruption et exigent d'être dédommagées.

## **DROITS DE PROPRIÉTÉ**

Elles ont également mené campagne pour que le débit de boissons installé au centre du village soit déplacé, afin que les ivrognes cessent d'importuner les enfants sur le chemin de l'école. Elles se battent aussi pour obtenir les droits de propriété des parcelles du domaine public où elles vivent avec leurs familles.

A ce jour, les évaluations des projets Reflect au Bangladesh, en El Salvador et en Ouganda ont montré que 60% à 70% des participants s'étaient alphabétisés en deux ans, alors que selon la Banque mondiale, 12% seulement des apprenants adultes y parviennent dans le cadre des programmes traditionnels.

Les animateurs de Reflect jouent un rôle pivot. Régulièrement, ils se réunissent pour échanger des idées et débattre de questions exigeant une mobilisation plus large. Ils disposent par ailleurs d'une riche documentation : fascicule illustré sur les droits des travailleurs migrants, brochures sur les droits des agriculteurs, livret sur les pouvoirs publics locaux, lettre d'information sur les cercles Reflect, etc.

Dhekel Singh Mona ne se sépare jamais d'une liste où figurent les noms de chaque membre de Bubel et une appréciation mensuelle de ses progrès, établie par l'intéressé lui-même.

Dix-huit personnes du groupe de Bubel n'ont jamais été à l'école et six femmes ne savent pas écrire leur nom, ce qui ne les empêche pas de participer aux actions entreprises puisque les membres alphabétisés du groupe leur transmettent oralement les informations nécessaires. Aujourd'hui, 15 des 22 personnes du groupe savent lire et écrire. C'est le cas de Shakan Bari, qui n'avait jamais eu besoin de lire après avoir quitté l'école : la lecture est redevenue une activité quotidienne pour lui depuis qu'il s'en sert pour défendre ses droits et ceux de ses voisins auprès des autorités locales.

**Brendan O'Malley**

grand-  
angle

61

# Le petit paradis de Govinpuri

Dans un bidonville de New Delhi, l'école Katha a réussi à attirer les enfants travailleurs et à convaincre leurs parents des vertus de l'éducation.

grand-  
angle

62

**Plus** de 150 000 personnes vivent dans le bidonville de Govinpuri, au sud de Delhi, dans des blocs de béton aveugles, entassés les uns sur les autres, sans toilettes ni eau courante. Ces migrants sont arrivés de villages désertiques du Rajasthan et des Etats avoisinants, chassés de chez eux par la sécheresse. Chaque famille dispose d'environ 80 dollars par mois pour survivre.

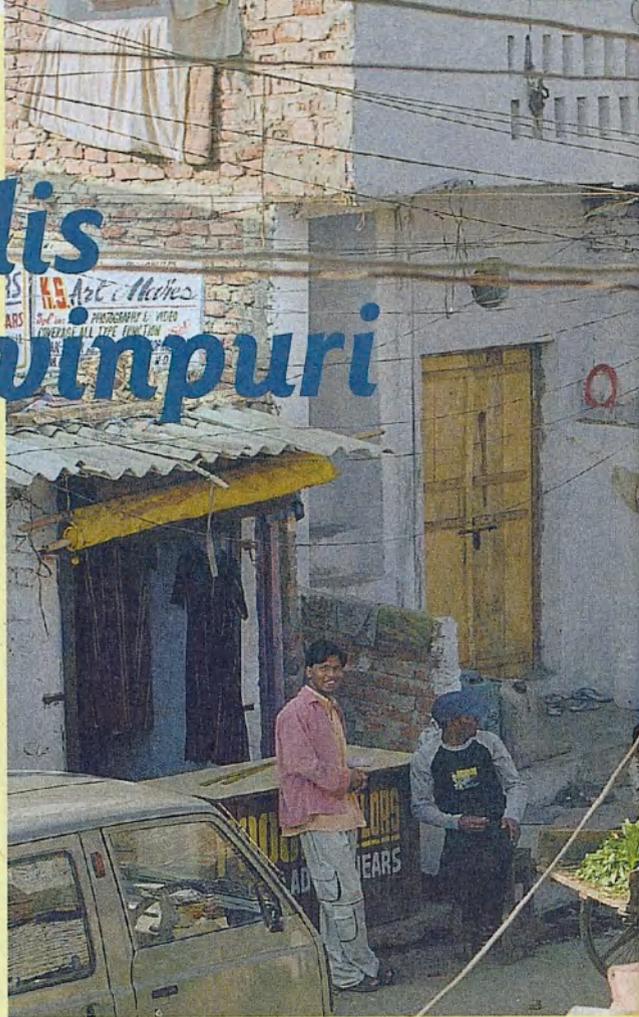
Il est clair que les écoles gouvernementales ne sont pas adaptées à leurs besoins. D'autant que les enfants sont souvent obligés de travailler, tenant de petites échoppes ou livrant des beignets. Et ils sont nombreux à rentrer chez eux dès le retour des pluies.

L'école Katha, installée dans d'anciens taudis de Govinpuri, représente un espoir pour eux et pour les quatre millions et demi d'enfants qui vivent dans les rues et les bidonvilles de la capitale indienne.

Passez la grille de fer et vous découvrirez un petit monde enchanteur et créatif : un immense mobile de planètes suspendu dans la petite cour, des ciels bleu nuit scintillant d'étoiles dorées fixés aux murs d'une minuscule salle de classe, une balançoire mise à rude épreuve par des bambins déchaînés, une salle de spectacle équipée d'un harmonium et de tablas, où des élèves interprètent une pièce satirique.

Dans cette école fondée par Katha, une ONG qui se consacre à la promotion des littératures hindoue et tribales, on apprend tout à travers des histoires. « Nous encourageons la curiosité naturelle des enfants, et l'apprentissage suit », explique Geeta Dhamarajan, le fondateur de Katha.

Pourtant, lorsqu'elle a ouvert ses portes il y a douze ans, les parents hésitaient à y envoyer leurs enfants. Geeta Dhamarajan a fini par les convaincre en organisant des réunions de parents d'élèves et en leur permettant d'utiliser le matériel de l'école, afin qu'ils



s'approprient le lieu et s'y sentent chez eux.

L'école a par ailleurs aménagé une garderie afin que les aînés ne soient pas obligés de rester chez eux prendre soin des petits. Elle propose une formation permettant de préparer et vendre de la nourriture. Elle mène des campagnes d'information sur l'hygiène et la santé, ce qui contribue à réduire l'absentéisme dû à la maladie. Et elle a mis en place des horaires souples, pour que les enfants suivent les cours en dehors de leurs heures de travail.

## RIVALISER AVEC L'ÉCOLE PUBLIQUE

Les 1 300 élèves de l'école Katha n'ont pas besoin de se procurer des manuels scolaires. Ils utilisent des guides d'activités et la bibliothèque. Les plus jeunes travaillent à partir de supports visuels, de jeux, de chansons, de séances de mime et d'une bande dessinée colorée, intitulée *Tamasha*.

Aujourd'hui, l'école peut rivaliser avec les établissements publics. L'année dernière, dix élèves ont obtenu l'équivalent du baccalauréat, à la fin de la classe 12, et six ont intégré l'enseignement supérieur. Cette année, 150 élèves se présenteront à l'examen de la fin de la classe 10 et 30 à celui de la fin de la classe 12. L'année prochaine, l'école compte même inscrire 100 élèves au « baccalauréat ».

Ci-dessus :

À l'école Katha, les élèves les plus âgés utilisent l'informatique pour établir une cartographie des problèmes d'assainissement et d'accès à l'eau dans leur bidonville.

À droite :

Avec les plus jeunes, les enseignants développent des activités qui exploitent leur curiosité naturelle.



© UNESCO/Brendan O'Malley



© UNESCO/Brendan O'Malley

« Ici, le secret de la réussite, c'est qu'on apprend en faisant, en cherchant, en enquêtant »

Katha a aussi remporté le prix « Technologies de l'information pour l'humanité », décerné par le Nasdaq : grâce à un partenariat avec British Telecom et Intel, Geeta Dhamarajan s'est procuré 50 ordinateurs et a créé deux laboratoires d'informatique. Les enfants y apprennent à se servir de toutes sortes de logiciels, en enquêtant sur les problèmes sanitaires de leur quartier, en dessinant des cartes et des graphiques et en élaborant des solutions.

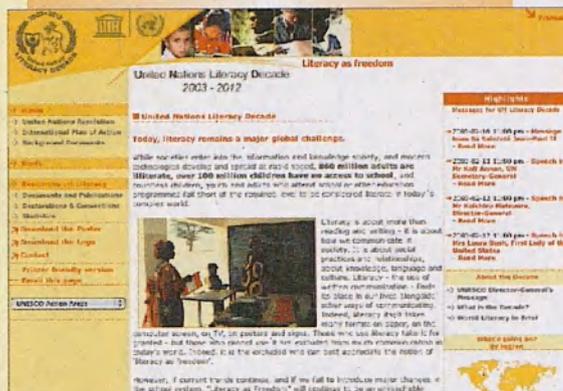
« Ici, le secret de la réussite, c'est qu'on apprend en faisant, en cherchant, en enquêtant », résume le directeur de l'école, Parvinder Kavr. Les réticences des parents sont tombées depuis qu'ils ont réalisé que, grâce à l'école, leurs enfants pouvaient les aider à résoudre leurs problèmes quotidiens et à plaider leur cause auprès des autorités municipales.

Brendan O'Malley

## Pour en savoir plus

L'UNESCO a créé un site web sur la Décennie des Nations unies pour l'alphabétisation, contenant des informations, des chiffres, des liens vers les principales organisations partenaires, des documents et des publications, des déclarations et l'affiche officielle de la Décennie. On peut y accéder depuis la page d'accueil du site de l'UNESCO : [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

Pour accéder aux statistiques sur l'alphabétisation, qui concernent la plupart des pays du monde, consultez le site de l'Institut de statistique de l'UNESCO : [www.uis.unesco.org](http://www.uis.unesco.org)



Le Rapport de suivi sur l'Éducation pour tous 2002 : le monde est-il sur la bonne voie? est accessible en ligne : [www.unesco.org/education/efa](http://www.unesco.org/education/efa)

Sites web des organisations mentionnées dans ce dossier

Save the Children : [www.savethechildren.org](http://www.savethechildren.org)

ActionAid : [www.actionaid.org](http://www.actionaid.org)

Escuela nueva : [www.volvamos.org](http://www.volvamos.org)

Mission Dhaka Ahsania : [www.ahsania.org](http://www.ahsania.org)

Katha : [www.katha.org](http://www.katha.org)

grand-angle  
63

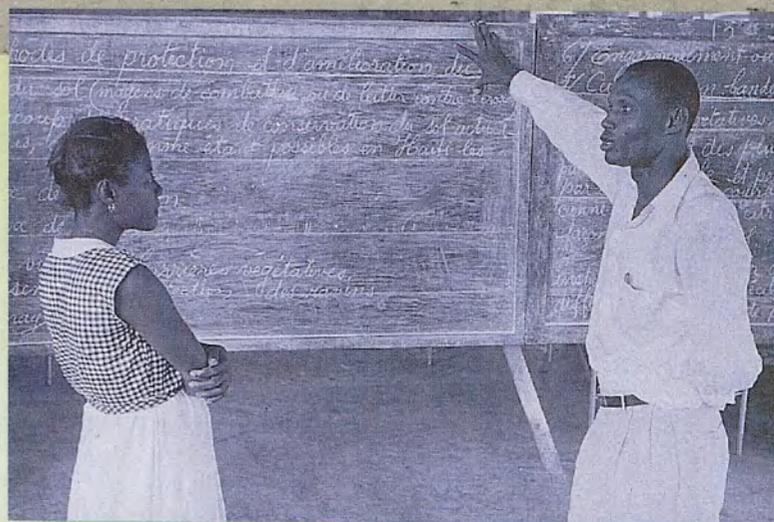
# Education de base : l'expérience témoin d'Haïti

**En** 1947, Julian Huxley, le premier directeur général de l'UNESCO, déclare que l'accès à l'éducation fondamentale est une condition essentielle de «l'élargissement et de l'approfondissement de la compréhension entre les hommes auxquels l'UNESCO se consacre».

La même année, l'UNESCO lance un projet pilote dans le domaine de l'éducation de base en Haïti, à l'invitation du gouvernement. C'est le premier du genre. Il est mis en œuvre dans la vallée du Marbial, au sud-est de l'île. Son objectif est de réduire l'analphabétisme et d'aider les 30 000 habitants de la vallée à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le projet est mené en coopération avec l'OMS et la FAO. L'ambition de ce type d'initiative était de trouver le moyen «d'améliorer le sort des trois quarts des habitants de la planète, qui sont mal logés, mal vêtus et mal nourris»<sup>1</sup>. En luttant contre la pauvreté en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'UNESCO s'inscrit dans la continuité de cette mission originelle.

1. Voir *L'expérience témoin d'Haïti*, UNESCO, 1951.



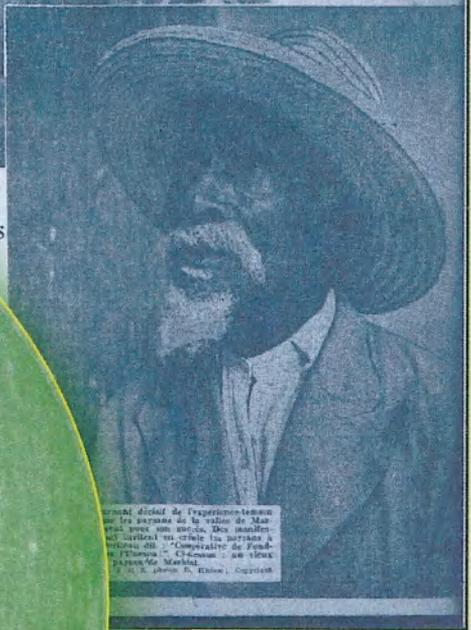
1955 : scène de rue dans la vallée du Marbial (en haut).  
Ecole rurale (en bas).



64



Une  
vallée  
qui  
renaît



Voici comment les paysans de Marbial ont contribué au succès de l'expérience d'Haïti

Il existe, dans les Caraïbes, en Haïti, une contrée ignorée, ceinte de montagnes, qui s'appelle la Vallée de Marbial. Dans ce coin oublié et reculé du Nouveau Monde, au nord du petit village de Jacmel sur la côte méridionale de l'île, vivent quelque 30.000 paysans d'origine africaine. Exposés à de torrentielles pluies tropicales et à de désastreuses sécheresses, frappés de maladies diverses, appauvris par l'érosion du sol, ils tentent d'amasser quelque maigre pitance, ou se mouraient tout doucement d'inanition. Ce n'est point de famine — terme bien trop banal — mais de "famine extraordinaire" que parlaient les habitants de la vallée, en cas de grande disette. Les enfants étaient pitoyables, débiles, et souffreteux. Et voici qu'en ce pays misérable, un événement survint qui éveilla chez ces pauvres gens un immense espoir. Un souffle nouveau parcourut la vallée lorsque arriva l'équipe de l'Unesco chargée d'organiser une expérience d'éducation de base pour aider ces malheureux à combattre l'analphabétisme, à accroître le rendement de leurs champs, à élever leur niveau de vie et à améliorer leur santé. L'histoire de cette tentative est faite de hauts et de bas ; il y eut des moments d'abattement et de désespoir, des périodes où chacun croyait à l'échec de l'entreprise et était prêt à y renoncer. Aujourd'hui, après deux années d'une lutte acharnée, la route a tourné ; l'histoire qui aurait pu être celle de "La Mort d'une Vallée haïtienne", est devenue celle de la vie et du développement de cette vallée. Les héros de l'aventure, ce sont les paysans de Marbial qui, aux jours les plus sombres, manifestaient leur foi par d'immenses écritures où se lisait en créole : "Kèbè l'Inesko fo" ; c'est-à-dire "Soutenez l'Unesco de toutes vos forces" ; c'est aussi M. Métraux, spécialiste l'ethnologie sociale et chargé de mission de l'Unesco en Haïti qui, atteint de malaria, ne disposant que de maigres ressources, a refusé de s'avouer vaincu et a su rallier à son projet les paysans de Marbial. Cette expérience a débuté modestement. Il y a un peu plus de deux ans, sur l'initiative de l'Unesco et d'Haïti. Aujourd'hui, c'est une entreprise internationale, à laquelle collaborent l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds Viking, la Fondation Rockefeller et d'autres organisations. Le Courrier de l'Unesco vous présente l'histoire de la renaissance d'une vallée haïtienne.

Les deux documents situés en haut à gauche sont extraits de *L'expérience témoin d'Haïti - première phase 1947-1949*, que l'UNESCO a publié en 1951 dans la série des Monographies sur l'éducation de base. Les deux autres documents sont extraits du *Courrier de l'UNESCO* de juin 1949.



## De nouvelles initiatives mises à flot

Le 14 octobre, le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, et Gérard Mestrallet, le PDG du groupe Suez, ont signé un accord de coopération pour améliorer l'accès à l'eau dans le monde.

L'accord porte sur plusieurs types d'actions pour lesquelles Suez, l'un des leaders mondiaux de la distribution d'eau dans les pays industrialisés et en développement, fournira environ 300 000 euros sur trois ans, dans un premier temps. La première de ces actions concerne la nouvelle initiative interdisciplinaire visant à réhabiliter le bassin Volga-Caspienne. Ce bassin, où vivent plus de 60 millions de personnes, souffre depuis des décennies d'une industrialisation et d'une urbanisation massives. Aujourd'hui, 42 millions de tonnes de résidus toxiques s'y accumulent chaque année, dont seulement 13% sont neutralisés ou recyclés. Suez

contribuera financièrement à l'initiative de l'UNESCO et fournira une expertise sur l'amélioration de la qualité de l'eau potable.

Suez contribuera également à financer les activités de l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation à l'eau, basé à Delft (Pays-Bas), qui a été officiellement inauguré fin novembre 2002. Cet institut ouvrira un nouveau chapitre dans l'histoire de l'IHE<sup>1</sup>, connu dans le monde entier pour les formations sur la gestion de l'eau qu'il offre à des étudiants de troisième cycle, notamment des pays en développement.

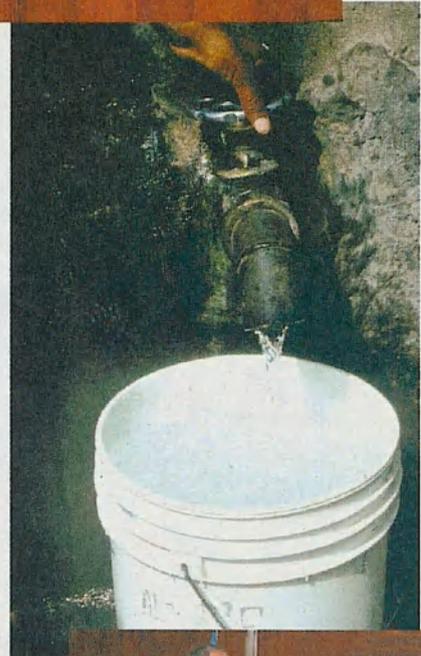
Ce partenariat profitera également à la Chaire UNESCO de gestion sociale de l'eau, basée à Casablanca, au Maroc. Cette chaire a été très active en Afrique du Nord, où elle collabore avec des ONG, des étudiants et des journalistes pour sensibiliser à la gestion de l'eau.

Enfin, Suez va créer plusieurs bourses pour des chercheurs des pays en développement qui s'intéressent à l'eau.

1. International Institute for Infrastructural, Hydraulic and Environmental Engineering.



© UNESCO/Niamh Burke



© UNESCO/Dominique Roger

### S.A.R. le prince Talal Bin Abdul Aziz Al Saud

## Prince de l'or bleu

Le 18 décembre 2002, le directeur général de l'UNESCO a nommé S.A.R. le prince Talal Bin Abdul Aziz Al Saud d'Arabie Saoudite Envoyé spécial de l'UNESCO pour l'eau. Le prince Talal est président de l'AGFUND, le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations unies, qu'il a contribué à fonder en 1980 avec le soutien des Etats du Golfe.

A ce jour, l'AGFUND a alloué plus de 22 millions de dollars à 64 projets de l'UNESCO et a soutenu plus de 740 projets de développement et d'aide humanitaire.

«Votre Altesse Royale est particulièrement sensible à la raréfaction de l'eau douce, a déclaré Koïchiro Matsuura lors de la cérémonie. L'AGFUND a fait don de plus de 30 millions de dollars pour soutenir 27 projets liés à ce problème dans le monde [...]. Il y a maintenant plus de vingt ans que vous appelez votre gouvernement à s'engager davantage en faveur de politiques de conservation de l'eau et à considérer cette question comme stratégique [...]. Dans le même temps, Votre Altesse Royale n'a pas cessé de souligner la nécessité d'interdire la culture des

céréales dans les zones arides, où elle épuise les réserves en eau.»

En tant qu'Envoyé spécial de l'UNESCO pour l'eau, en cette Année internationale de l'eau douce, le prince Talal s'emploie à attirer l'attention des chefs d'Etat, des experts et du grand public sur la nécessité de résoudre la crise qui s'annonce.

En acceptant sa mission, il a souligné le besoin de développement et d'aide humanitaire pour assurer la paix et la stabilité. «L'AGFUND centre son intérêt depuis près d'un quart de



siècle sur le développement humain, a-t-il dit, car nous sommes convaincus que le développement de l'être humain est le moyen de le protéger contre les dangers de la guerre.» Car «sous l'égide de la paix, il est possible de trouver des solutions à tous les problèmes, fussent-ils complexes ou chroniques».



© Eric Dexheimer/Editing, Paris



67

Fondation Air France

## Des images porte-parole

Il y a des photos qui parlent plus fort que les mots. Des photos porte-parole. C'est le cas des images d'Eric Dexheimer sur les enfants des rues. De Fortaleza (Brésil) à Paris (France), en passant par Ouagadougou (Burkina Faso), Casablanca (Maroc), Manille (Philippines), Bucarest (Roumanie), Thiès (Sénégal) ou le Cambodge, le photographe a partagé le quotidien et l'intimité des enfants pendant plus d'un an.

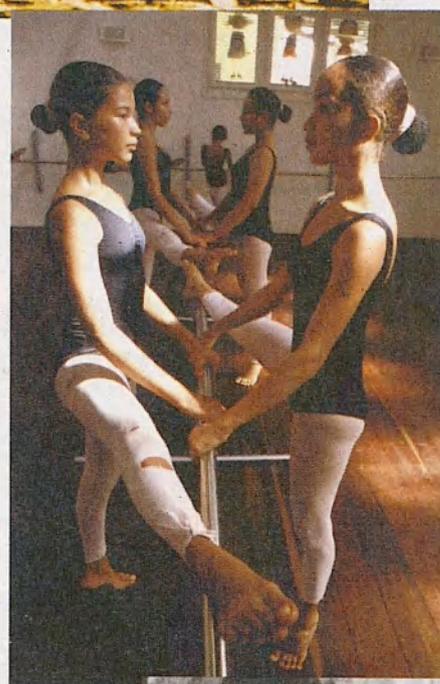
Auteur de plusieurs ouvrages, prix international de photojournalisme en 1999, Eric Dexheimer a été choisi pour réaliser ce projet mis en œuvre par la Fondation Air France, en partenariat avec le Programme pour l'éducation des enfants en détresse de l'UNESCO. Mise en scène par André Deho, l'exposition «Un enfant dans ma rue» s'est tenue du 18 novembre

au 6 décembre 2002 au siège de l'UNESCO. Avec beaucoup de tact, images, textes, sculptures et objets appartenant aux enfants parlent de l'approche des associations et des éducateurs de rues qui travaillent avec des milliers d'enfants privés de foyer.

Au Burkina Faso, ces associations permettent aux gamins de s'insérer dans l'économie locale ou dans des centres de danse. Au Sénégal, elles aident les enfants maltraités qui fuient les écoles coraniques. Aux Philippines, au Cambodge, les éducateurs leurs proposent des familles d'accueil, des règles, l'accès à la scolarité. Au Brésil, l'ex-danseuse étoile Dora Andrade a fondé l'école de danse et d'intégration sociale (EDISCA), qui accueille chaque année quelque 350 enfants des favelas de Fortaleza.

«Pour bien photographier, il faut d'abord comprendre»,

explique le photographe qui a choisi de dormir avec ceux qu'il prenait en images, quitte à vivre dans les égouts, «sous la rue». «J'ai eu l'impression que c'était un monde qui marchait sur la tête, à l'envers, raconte-t-il. Un espace clos. Mais les enfants m'y recevaient comme s'il s'agissait de leur appartement. J'y ai fêté mon anniversaire.»



© Eric Dexheimer/Editing, Paris



© Eric Dexheimer/Editing, Paris



Pour en savoir plus :

<http://www.unesco.org/education/enfant-dans-ma-rue/>  
<http://www.changemakers.net/studio/99february/andrade/andradeintro.html/>

Em Rasmey et E Pou Thang

# Champions de la prévention du sida



Le champion de natation Em Rasmey : « Vous avez le VIH/sida ? ça ne vous empêche pas de nager avec moi ». Le boxeur E Pou Thang : « Vous pouvez vous protéger contre le VIH/sida... utilisez des préservatifs ». Les sportifs cambodgiens les plus populaires du pays sont les vedettes d'une campagne de prévention du VIH/sida lancée par le ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge, avec l'aide technique de l'UNESCO et de l'UNICEF.

Les athlètes sont représentés sur une série d'affiches destinées à informer les élèves des écoles et à leur transmettre des messages forts via des personnes auxquelles ils peuvent s'identifier. Ces messages sont axés sur l'utilisation du préservatif et la non-discrimination à l'égard des malades.

Les affiches proposent également un numéro vert, où les gens peuvent obtenir gratuitement des informations sur la sexualité et le VIH/sida.

Sergueï Markarov

# Virtuose de la paix

Le 12 décembre, le pianiste russe Sergueï Markarov a été nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix « en reconnaissance de son engagement en faveur des programmes et activités de l'UNESCO pour la paix et la tolérance et de sa contribution au dialogue des cultures à travers la musique classique ». Né à Bakou en 1953, Sergueï Markarov est premier prix de piano, pédagogie, musique de chambre et d'accompagnement du Conservatoire Rimsky-Korsakov de Saint-Petersbourg. Depuis une dizaine d'années, il se produit dans les plus grandes

salles d'Europe. Il est également professeur de musique dans de prestigieux établissements parisiens et membres de plusieurs jurys internationaux.



© UNESCO/Niamh Burke

Le mouvement scout

# Si tous les jeunes du monde...

Vingt-huit mille scouts de 14 à 17 ans en provenance de 145 pays se sont réunis du 28 décembre 2002 au 7 janvier 2003 à Sattahip en Thaïlande, pour le 20<sup>e</sup> Jamboree des scouts du monde.

L'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS), considérée comme le plus grand mouvement de jeunesse du monde, avec ses 30 millions de membres, se définit avant tout comme une organisation d'éducation non-formelle. Etroitement liée à l'UNESCO, elle partage ses idéaux d'accès universel à l'éducation et de paix entre les cultures.

Cette année, le directeur général de l'UNESCO a inauguré le Village mondial du développement de l'OMMS.

Lors de ce Jamboree, un film sur la diversité culturelle a notamment été projeté tandis que des ateliers de travail sur le sida ou le dialogue inter-religieux, entre autres, ont rassemblé près de 2.000 jeunes d'origines diverses. <http://www.unesco.org/youth>



© UNESCO/M. H. Henriques Mueller



© UNESCO/Niamh Burke



© UNESCO/Niamh Burke



## Herbie Hancock et les Thelonious Monk Jazz Ambassadors *Musiciens philosophes*

la simplicité des sages, ont tenu à expliquer au public les raisons de leur présence : « Il y a une générosité dans le jazz, a déclaré le charismatique Herbie Hancock, et aussi du respect. C'est également une musique qui crée un sentiment d'unité entre les gens ; il est difficile d'assister à un concert de jazz et de ne pas se sentir inclus ». Et d'ajouter : « Quand je joue, je ne cesse d'apprendre. Le jazz est une musique d'improvisation, qui vous rend constamment créatif. Cela nécessite beaucoup de courage et de tolérance, car le jazz explore des territoires nouveaux, ce qui n'est pas toujours facile ». Thelonious

Monk Jr., d'une élégance rare dans son costume clair, renchérit : « Pour s'attaquer à l'inconnu, il faut un certain vocabulaire. Le jazz est l'idiome qui rassemble tout. C'est le département "Recherche et développement" de la musique occidentale ».

Il explique comment, avec Herbie Hancock, ils font des tournées dans des lycées, aux Etats-Unis et ailleurs, dans le cadre du Thelonious Monk Jazz Institute, créé en 1986 par la famille Monk et la chanteuse Maria Fisher. Cet Institut a élaboré des programmes d'initiation au jazz, avec l'objectif de développer la culture musicale des enfants, leur créativité et le respect du patrimoine culturel, qu'il s'agisse du leur ou de celui des autres.

Il a aussi pour mission d'offrir à des jeunes talents du monde entier une formation par les maîtres américains du jazz. Il y parvient avec brio, comme l'a prouvé ce soir-là la qualité du jeu des Thelonious Monk Jazz Ambassadors, issus de l'Institut, qui comprenaient des Américains, un Coréen, un Hongrois et un Brésilien.



69

Y a-t-il un lien entre le jazz et la philosophie ? Oui, répondent sans hésiter les musiciens Herbie Hancock et Thelonious Monk Jr. : le jazz est un langage universel, qui peut être compris de tous et qui est porteur de valeurs de tolérance, de paix et de liberté. C'est pourquoi

ils ont accepté avec enthousiasme d'être les partenaires de la Journée de la philosophie, organisée par l'UNESCO le 21 novembre 2002, offrant un superbe concert de clôture à un public ravi, qui venait de passer la journée à faire travailler ses neurones. Les musiciens, avec

### Vladimir Poutine

## Rencontre au sommet

En visite d'Etat à Paris le 10 février 2003, le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, s'est entretenu avec le directeur général de l'UNESCO et lui a remis le premier volume de la première édition en russe de *Histoire de l'Humanité* de l'UNESCO, publié à Moscou. Les deux hommes, qui se rencontraient pour la troisième fois, ont par ailleurs évoqué plusieurs sujets d'intérêt commun, dont l'importance de renforcer le

dialogue des cultures et des civilisations, la question de la réhabilitation du système éducatif en Tchécquie et le programme des

festivités organisées pour le 300<sup>e</sup> anniversaire de Saint-Petersbourg, où Koïchiro Matsuura se rendra au mois de mai.



© UNESCO/Cyril Bailleur

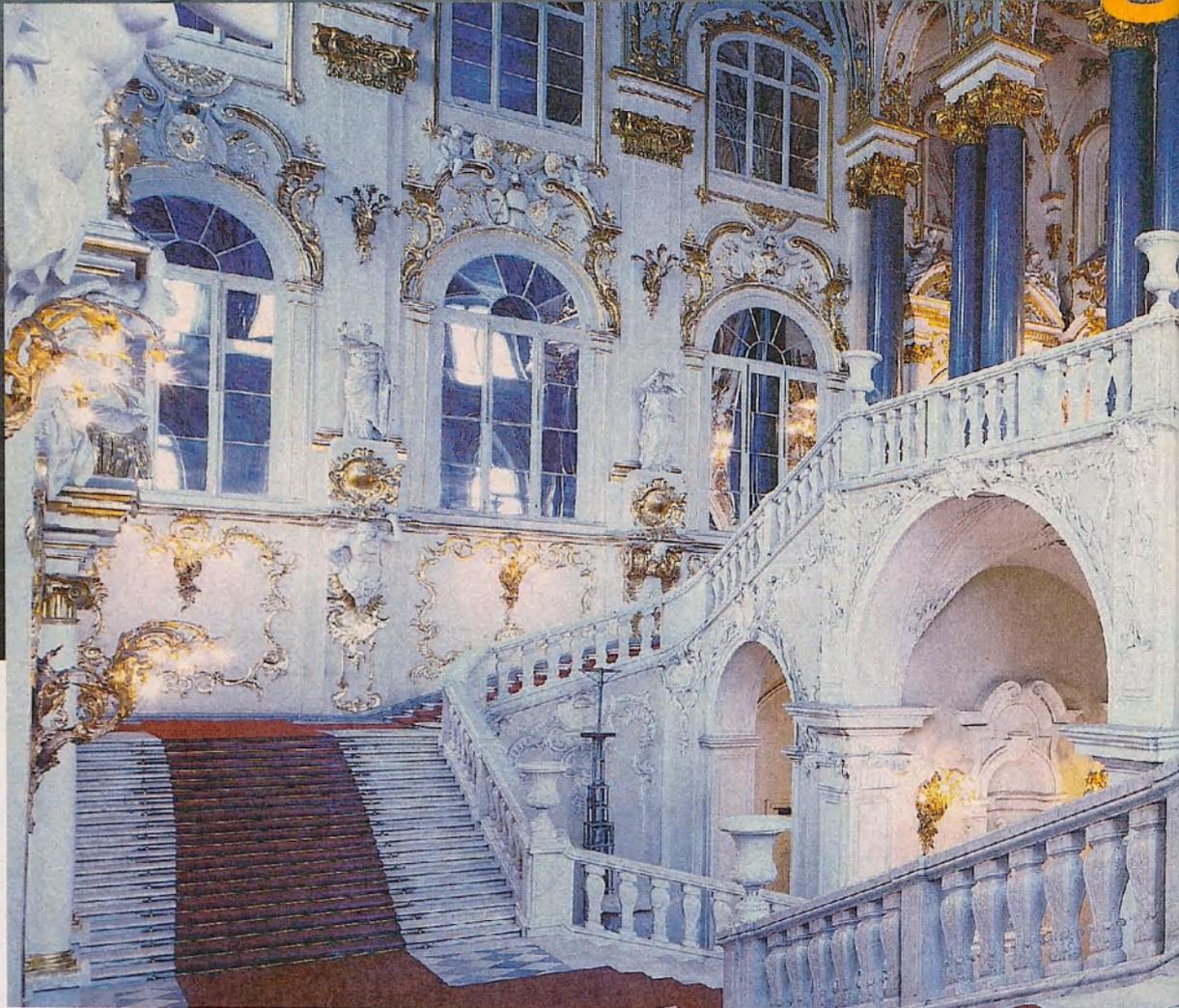


Pour en savoir plus :  
<http://www.monkinstitute.com>  
<http://www.unesco.org/shs/fr/journeephilo.shtml>



76

# Saint-Pétersbourg



© Winnie Denker/Patrimoine 2001/UNESCO



# la splendide



En haut

L'ancienne Bourse sur la Pointe de l'île Vassilievski, sur la Neva.

L'escalier d'apparat du Palais d'hiver (par Francesco Bartolomeo Rastrelli), à l'Ermitage, l'ancien palais impérial, qui abrite l'un des plus grands musées du monde.



◀ © Winnie Denker/Patrimoine 2001/UNESCO ▲ © UNESCO/Raoul Russo

72

Après avoir conquis l'accès à la Mer Baltique aux Suédois, Pierre I<sup>er</sup> – dit le Grand – fit venir des architectes d'Italie et des Pays-Bas pour édifier une ville européenne idéale sur les marais de la Neva. La ville – fondée le 16 mai 1703 (le 27 mai selon le calendrier moderne) – fut jusqu'à l'ère soviétique le centre du pouvoir russe, ainsi que sa porte commerciale, artistique et intellectuelle vers l'Ouest.

Les nombreuses communautés étrangères établies dans la ville, constructeurs navals hollandais, artisans français, artistes italiens et ingénieurs allemands, contribuèrent à façonner l'environnement social de la nouvelle capitale, environnement, qui, à son tour, exerça une influence sur eux et sur leurs cultures. Les Russes et les étrangers de Saint-Petersbourg créèrent une cité impériale aux larges avenues et aux canaux bordés de palais italiens, auxquels le fait d'avoir été construits sur le sol russe donne une allure particulière.

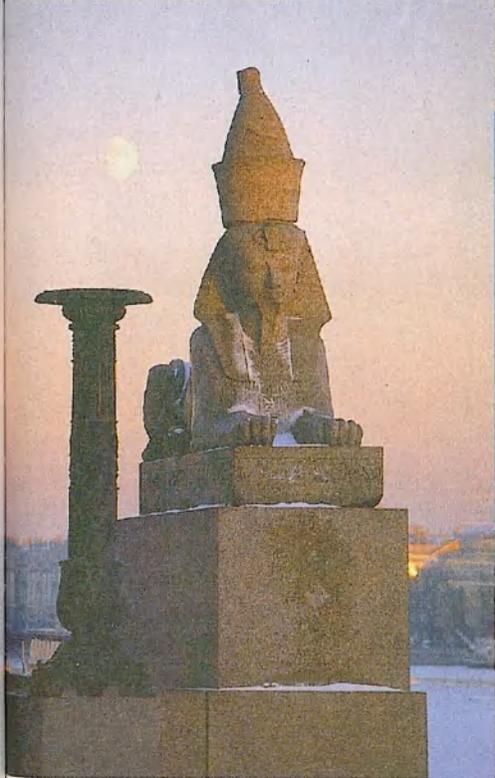
Alignés les uns à côté des autres, les bâtiments historiques de Saint-Petersbourg donnent à voir un panorama d'emblée diversifié et homogène, avec son propre style classique et baroque. Les richesses du centre de la vieille ville, ainsi que les nombreuses résidences royales des environs, sont inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Dans la perspective de la célébration de son 300<sup>e</sup> anniversaire, des travaux de grande ampleur ont

été entrepris pour restaurer la ville qui vit s'épanouir le talent de quelques-uns des plus grands écrivains russes – dont Pouchkine, Gogol et Dostoïevski, pour ne citer qu'eux. Si la disgrâce dans laquelle tomba Saint-Petersbourg sous Staline lui épargna la reconstruction que connut Moscou dans les décennies qui suivirent la Révolution, la ville et ses palais ont grandement souffert de neuf cents jours de bombardements intenses pendant la Deuxième Guerre mondiale. Saint-Petersbourg elle-même résista au siège, mais plusieurs des palais extérieurs furent occupés et réduits à l'état de squelettes.

Le travail de restauration sisyphien qui commença tout de suite après la Deuxième Guerre dure encore aujourd'hui. Les palais de Petrodvorets et de Tsarskoïe Selo en offrent des exemples remarquables, tandis que d'autres édifices, comme Oranienbaum – qui ne furent pas occupés pendant la guerre et furent moins dégradés – sont en manque cruel de fonds pour la restauration afin de lutter contre les outrages du temps.

Au moment où Saint-Petersbourg célèbre son 300<sup>e</sup> anniversaire, elle a beaucoup à montrer et à faire partager : un nombre considérable de monuments remarquables, dont les trésors du Musée de l'Ermitage et du Musée russe, les époustouflants concerts du Théâtre Marinski et la douceur de vivre pendant les « Nuits blanches » en été, quand le soleil ne se couche pas sur la Venise du Nord.



De haut en bas

L'Ermitage : la Place du Palais et le Palais d'Hiver avec la Colonne Alexandre au premier plan.

Statue du poète Alexandre Pouchkine par Anikouchine, sur la Place des arts, devant le Musée russe. Les collections du musée couvrent l'ensemble de l'art russe, y compris des icônes médiévales et les abstractions de Malevitch. Le musée est installé dans l'ancien palais Mikhaïlovitch, construit par Rossi en 1819-1825 pour le grand duc Mikhaïl, frère du tsar Alexandre I<sup>er</sup>.

Rencontre du soleil et de la lune au-dessus d'un Sphinx égyptien pendant les célèbres « Nuits blanches » d'été.



Palais des environs

Oranienbaum : l'un des Palais royaux à l'extérieur de Saint-Pétersbourg qui attendent toujours d'être restaurés. Son parc comprend un remarquable pavillon chinois et la montagne russe de la Grande Catherine.

Peterhof : la splendide perspective formée par la Grande Cascade et la Fontaine Samson mène au canal, puis au golfe de Finlande. Peterhof, le « Versailles russe » construit par Pierre le Grand au début du XVIII<sup>e</sup> siècle et sans cesse agrandi par la suite, a été magnifiquement restauré.



74



© UNESCO/Fregat/L. Ivanova

© UNESCO/Fregat/L. Ivanova



© UNESCO/Fregat/L. Ivanova



© UNESCO/Rom Amelin



© UNESCO/Fregat/L. Ivanova



© UNESCO/Fregat/L. Ivanova

### Tsarskoïe Selo

Les panneaux d'ambre sculpté de la célèbre Chambre d'ambre, offerte à Pierre le Grand par Frédéric le Grand de Prusse en 1716. Les panneaux originaux furent tous volés quand Tsarskoïe Selo fut occupé pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'un d'eux a récemment été retrouvé et remis en place. La Chambre, restaurée d'après d'anciennes photographies avec le soutien de la compagnie allemande Rhurgaz AG, ouvre ce printemps, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de Saint-Pétersbourg.

L'architecte principal du palais fut l'Italien Bartolomeo Rastrelli, qui en 1756 avait achevé son chef-d'œuvre, baptisé le Grand Palais Catherine, du nom de Catherine I<sup>ère</sup>. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le palais devint la résidence favorite de la Grande Catherine, qui fit redécorer certaines des pièces baroques dans le style classique.

# Calder :

## une œuvre qui capte le mouvement

**Le** 15 mars 1957, le comité chargé du choix des œuvres d'art pour le siège de l'UNESCO approuve la maquette du mobile de Calder. Installée le 22 août 1958 dans les jardins de l'organisation, *Spirale* est inaugurée le lendemain en présence de l'artiste. Dix mètres de hauteur, deux tonnes d'acier noir, cinq bras : l'œuvre domine les jardins qui bordent l'avenue de Suffren, à Paris.

Né à Philadelphie (États-Unis) en 1898 dans une famille d'artistes, Alexander Calder a inventé la forme artistique du mobile. Il a ainsi créé une sculpture qui occupe un grand volume sans avoir beaucoup de masse, et dont le mouvement change la composition à chaque instant, laissant au hasard sa part d'innovation.

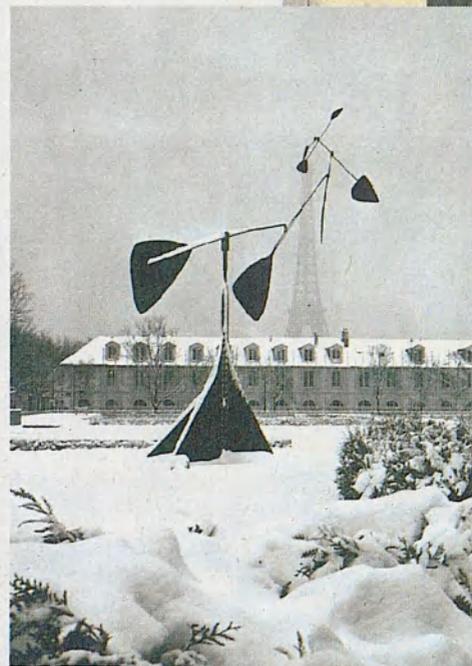
Avant de mettre ainsi la peinture en mouvement, Calder s'était déjà essayé au dessin en trois dimensions, avec les sculptures en fil de fer de ses premières années parisiennes. Le jeune Américain était alors bien intégré dans le milieu de l'avant-garde artistique. «Je suis entré dans le champ de l'art abstrait après avoir

visité l'atelier de Piet Mondrian à Paris en 1930. [...] Je fus particulièrement impressionné par des rectangles de couleur qu'il avait collés au mur. [...] Je lui dis que j'aimerais les faire osciller.»

«Ce sont des absolus», disait Sartre des mobiles de Calder. Car l'artiste voyait grand. «La forme qui soutient mon œuvre est le système de l'Univers», disait-il. Pour lui, l'idée de corps détachés flottant dans l'espace était «la source idéale de la forme». On retrouve cette quête de l'extrême dans l'emploi minimaliste qu'il faisait de la couleur : «Je me suis pour l'essentiel limité au noir et au blanc, les plus dissemblables des couleurs. Le rouge est la couleur qui leur est le plus radicalement opposée – et ensuite les autres primaires. Les couleurs secondaires et les teintes intermédiaires n'apportent que confusion et désordre à la netteté et à la clarté de l'œuvre».

« Un objet de Calder est pareil à la mer et envoûtant comme elle : toujours recommencé, toujours neuf. »

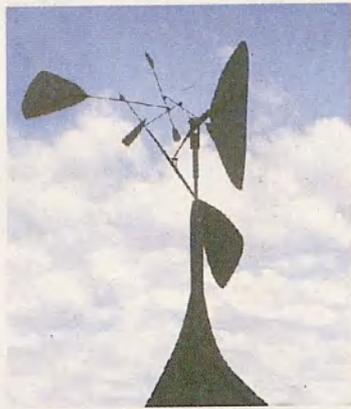
Jean-Paul Sartre, philosophe français



© UNESCO

Lors de son installation, *Spirale*, qui capte le vent avec légèreté et élégance à dix mètres de hauteur, était le plus grand mobile d'Europe.





© UNESCO/Michel Claude



© UNESCO

© UNESCO

La conception d'ensemble des bâtiments et des abords de la Maison de l'UNESCO intégrait dès l'origine des œuvres d'art, au nombre de 11, qui furent choisies par un comité international de conseillers artistiques. Le mobile de Calder est l'une d'entre elles.



77



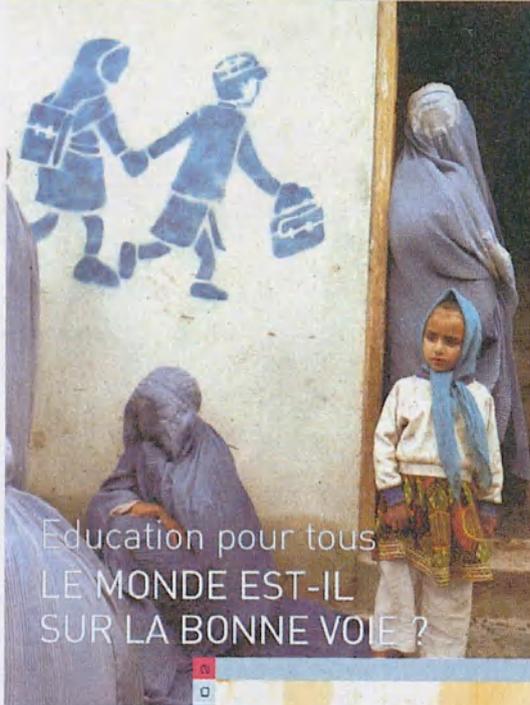
© UNESCO/Franck Dumouau

# Mal partis

Il y a deux ans et demi, 164 Etats s'engageaient à garantir l'Education pour tous d'ici 2015. Pourtant, si les tendances actuelles se poursuivent, plus de 70 pays risquent de manquer le coche.

Rapport de suivi sur l'EPT dans le monde

2 0 0 2



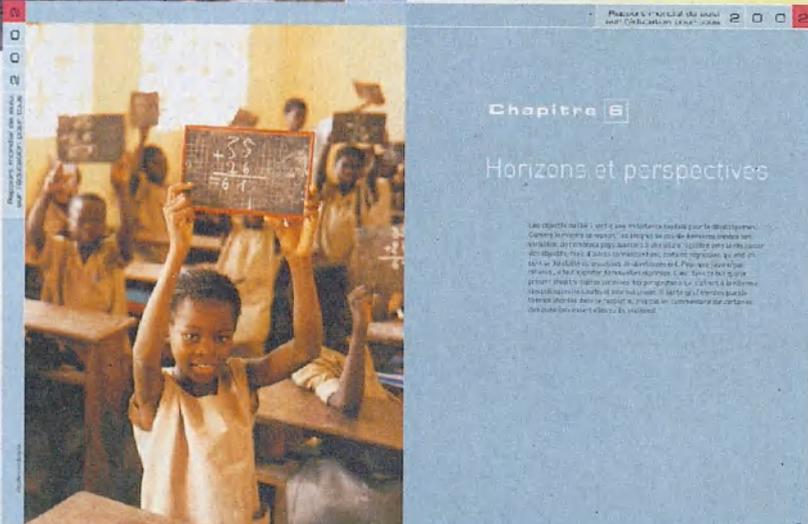
Education pour tous

Education pour tous  
LE MONDE EST-IL  
SUR LA BONNE VOIE ?

«Ce rapport montre que si des progrès conséquents sont accomplis dans de nombreux pays en vue de réaliser les objectifs du Forum de Dakar, les efforts consentis restent insuffisants dans de nombreux autres pays. Il confirme le diagnostic du Forum, selon lequel au moins un tiers de la population mondiale vit dans des pays où la réalisation des objectifs de Dakar demeure un rêve», a déclaré Christopher Colclough, un éminent expert dans le domaine de l'éducation et du développement qui a dirigé la rédaction du *Rapport de suivi sur l'Education pour tous 2002 : Le monde est-il sur la bonne voie?*, commandé et publié par l'UNESCO.

Selon ce rapport, 28 pays, représentant plus de 26% de la population mondiale, risquent de n'atteindre aucun des trois objectifs mesurables fixés à Dakar : l'éducation primaire universelle (EPU), l'égalité des sexes et la réduction de moitié des taux d'illettrisme. Ces pays se situent pour les deux tiers en Afrique subsaharienne. Quarante-trois autres pays, rassemblant 35,6% de la population mondiale, risquent, eux, de ne pas atteindre au moins l'un de ces trois objectifs.

Le manque de planification et de ressources sont des handicaps majeurs. Le rapport conclut en effet que le coût de l'Education pour tous a été largement sous-évalué, notamment parce qu'aucun budget n'a été prévu pour couvrir l'impact du VIH/sida et des conflits, qui affectent 73 pays. D'autre part, 15 à 35 millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires pour parvenir à l'EPU en 2015, dont

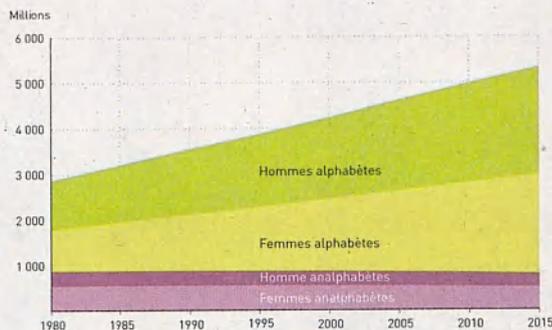


## Education pour tous

### LE MONDE EST-IL SUR LA BONNE VOIE?

Directeur:  
Christopher Colclough  
2002, 310 p.,  
28 x 21 cm,  
photographies, chiffres,  
encadrés, graphiques  
et annexes statistiques  
ISBN: 92-3-103880-X  
Prix: 24 € / 24 \$US  
Egalement disponible en français  
espagnol, arabe, russe,  
chinois, à paraître en 2003





Personnes alphabètes  
et analphabètes,  
selon le sexe  
(1980-2015)

trois millions en Afrique subsaharienne, selon le rapport. Le Rapport annuel mondial de suivi de l'éducation pour tous est réalisé par une équipe internationale indépendante basée à l'UNESCO à Paris (France) et fait partie du suivi du Forum de Dakar. Il vise à pointer les progrès et les manquements des pays et à indiquer les lacunes à combler. Financé conjointement par l'UNESCO et des agences multilatérales et bilatérales, il est conseillé par un comité éditorial international.



© UNESCO/Vidal

## L'aide en baisse

Comme les aides en général, les aides bilatérales à l'éducation ont diminué d'environ cinq milliards de dollars, au début de la décennie, à moins de quatre milliards en 2000. Cinq pays (Allemagne, France, Japon, Royaume-Uni et Etats-Unis) totalisent entre 75 et 80% de tous les engagements d'aides bilatérales pour l'éducation entre 1990 et 2000 (voir ci-dessous). A l'exception du Japon qui

a quasiment maintenu ses engagements, les engagements réels des quatre autres « grands » ont décliné de façon très importante entre le début et la fin des années 1990. Les Etats-Unis, par exemple, ont diminué de 58% leur aide officielle à l'éducation, le Royaume-Uni de 39% et la France de 22%. Même de plus petits donateurs ont fait de même : la Suisse a réduit la sienne de 63%.

Engagements bilatéraux annuels moyens d'aide officielle au développement pour l'Éducation 1990 – 2000  
(million de dollars constants valeur 2000)

|                  | TOTAL     |           |           | EDUCATION |           |           |             | EDUCATION % DU TOTAL |           |           |             |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|----------------------|-----------|-----------|-------------|
|                  | 1990-1992 | 1993-1996 | 1997-2000 | 1990-1992 | 1993-1996 | 1997-2000 | Évolution % | 1990-1992            | 1993-1996 | 1997-2000 | Évolution % |
| Australie        | 521       | 856       | 714       | 127       | 189       | 161       | 27          | 24                   | 22        | 23        | -2          |
| Autriche         | 628       | 473       | 422       | 87        | 77        | 85        | -2          | 14                   | 16        | 20        | 6           |
| Belgique         | 484       | 404       | 447       | 76        | 49        | 51        | -33         | 16                   | 12        | 11        | -4          |
| Canada           | 1 661     | 1 524     | 1 295     | 136       | 111       | 120       | -12         | 8                    | 7         | 9         | 1           |
| Danemark         | 636       | 828       | 733       | 38        | 38        | 43        | 13          | 6                    | 5         | 6         | 0           |
| Finlande         | 466       | 186       | 209       | 14        | 8         | 16        | 14          | 3                    | 4         | 8         | 5           |
| France           | 5 945     | 5 008     | 4 280     | 1 512     | 1 253     | 1 186     | -22         | 25                   | 25        | 28        | 2           |
| Allemagne        | 5 221     | 5 098     | 3 653     | 675       | 812       | 636       | -6          | 13                   | 16        | 17        | 4           |
| Grèce            | n.a.      | 20        | 63        | n.a.      | 7         | 7         | n.a.        | n.a.                 | 34        | 10        | n.a.        |
| Irlande          | 27        | 86        | 133       | 7         | 15        | 24        | 250         | 25                   | 18        | 18        | -7          |
| Italie           | 2 053     | 1 197     | 575       | 118       | 54        | 25        | -79         | 6                    | 5         | 4         | -1          |
| Japon            | 14 401    | 14 834    | 14 898    | 930       | 1 051     | 952       | 2           | 6                    | 7         | 6         | 0           |
| Luxembourg       | 19        | 37        | 75        | 1         | 4         | 17        | 1 425       | 6                    | 10        | 22        | 17          |
| Pays-Bas         | 1 773     | 1 807     | 2 005     | 186       | 97        | 147       | -21         | 10                   | 5         | 7         | -3          |
| Nouvelle-Zélande | 66        | 65        | 86        | 19        | 22        | 22        | 19          | 29                   | 34        | 26        | -3          |
| Norvège          | 640       | 769       | 853       | 31        | 29        | 67        | 119         | 5                    | 4         | 8         | 3           |
| Portugal         | 198       | 149       | 218       | 33        | 31        | 20        | -40         | 16                   | 21        | 9         | -7          |
| Espagne          | 937       | 608       | 785       | 46        | 53        | 99        | 114         | 5                    | 9         | 13        | 8           |
| Suède            | 1 169     | 1 145     | 1 024     | 73        | 84        | 64        | -12         | 6                    | 7         | 6         | 0           |
| Suisse           | 626       | 576       | 558       | 50        | 27        | 18        | -63         | 8                    | 5         | 3         | -5          |
| Royaume-Uni      | 2 285     | 1 919     | 2 310     | 290       | 204       | 178       | -39         | 13                   | 11        | 8         | -5          |
| Etats-Unis       | 18 308    | 8 657     | 8 569     | 533       | 395       | 223       | -58         | 3                    | 5         | 3         | 0           |
| Total            | 58 068    | 46 247    | 4 3906    | 4 981     | 4 608     | 4 161     | -16         | 9                    | 10        | 9         | 1           |

Notes : Aide officielle au développement y compris dons ou prêts concédés aux pays en développement.

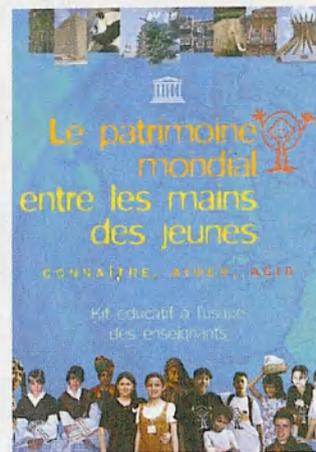
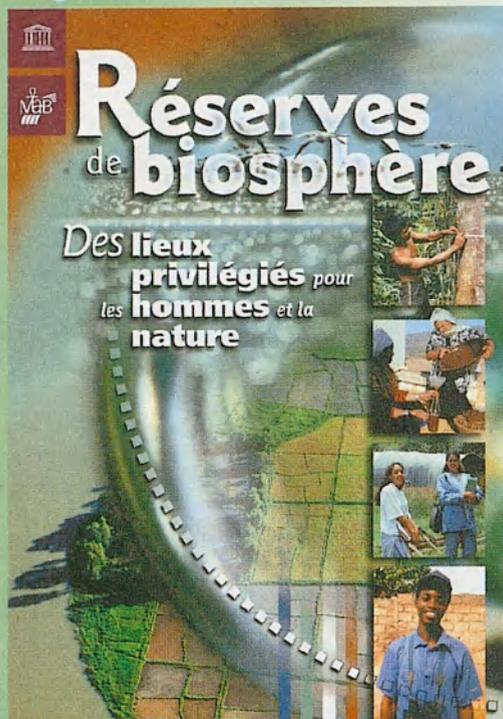
Les engagements sont définis comme des obligations fermes, sous forme écrite et reposant sur les fonds nécessaires, prises par un donateur précis pour apporter une aide précise au pays qui la reçoit. Les engagements bilatéraux sont enregistrés dans leur totalité quelle que soit la durée envisagée de paiement. Dans la majorité des cas, les données étaient disponibles pour chaque année dans chaque période de temps. Quand cela n'était pas le cas, les engagements moyen annuels du total des aides et des aides pour l'éducation ont été calculés sur les mêmes durées afin de permettre une comparaison fiable.

Source: DAC On-Line Base de données Tableau 5 – Engagements officiels ou paiements par secteur. Banques bilatérales et régionales.

# Réserves de biosphère

Des lieux privilégiés pour les hommes et la nature

► Satisfaire les besoins d'aujourd'hui sans compromettre ceux des générations futures : le développement durable est une idée aujourd'hui largement répandue. Les réserves de biosphère, laboratoires à ciel ouvert du programme de l'UNESCO l'Homme et la biosphère (MAB, Man and the Biosphere) créé au début des années 70, sont autant de champs d'expérimentation de ce concept fécond. Ce livre retrace le travail sur ces lieux où s'élaborent des solutions de cohabitation entre les hommes et la nature : descriptions des réserves, de leurs réalisations et des difficultés rencontrées, de l'importance du contexte culturel et socio-économique, de la coopération internationale.

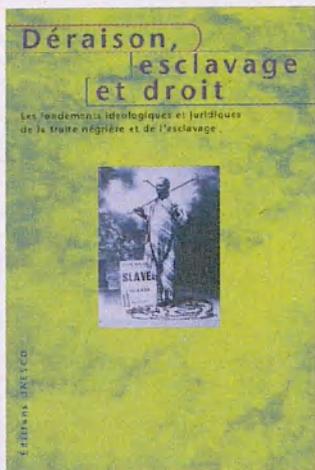


Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes

Connaître, aimer, agir  
Kit éducatif à l'usage des enseignants

► Faire prendre conscience aux jeunes de la valeur de leur patrimoine et de la nécessité de tout faire pour le préserver est un enjeu stratégique pour l'avenir. Ce kit permet aux enseignants et aux éducateurs de familiariser les jeunes avec les sites culturels et naturels du monde, de leur faire acquérir des connaissances, de les encourager à modifier leurs comportements et à exercer leur sens des responsabilités. Outil interactif, il permet de travailler aussi bien dans le milieu scolaire qu'en dehors et fait appel aux disciplines présentes dans les programmes — l'histoire, la géographie, la littérature, les langues, ou les mathématiques — tout en initiant les jeunes au travail de groupe, aux recherches, aux discussions ou aux techniques de l'entretien.

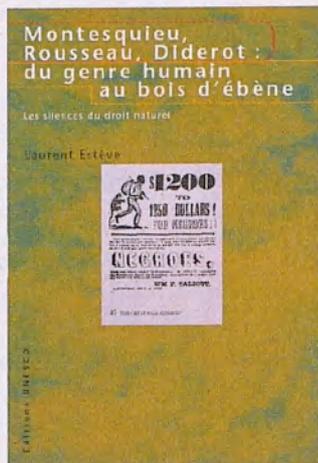
Livre : 178 p., 27 x 21 cm  
Fiches photographiques, poster, carte  
30 €  
Éditions UNESCO, 2002



**Déraison, esclavage et droit**  
**Les fondements idéologiques et juridiques de la traite négrière et de l'esclavage**

► Ce livre tente de faire le bilan de la recherche concernant le racisme anti-Noir, fondement de la traite négrière et de l'esclavage. Comment Eglises, juristes, philosophes et penseurs ont-ils pu justifier la réalité massive de la violence, la chosification de millions d'Africains, alors que s'élaborait une vision de la liberté de l'individu qui annonçait les droits de l'homme ? Philosophies, religions et cultures dominantes choisirent de conforter l'esclavagisme en construisant un mécanisme théorique capable de fournir une justification aux esclavagistes. La recherche est infiniment difficile à mener car les approches sont immanquablement marquées par les idéologies et les perspectives locales. L'heure n'est peut-être pas encore aux grandes synthèses globales, mais l'analyse et la compréhension progressent.

Sous la direction  
 d'Isabel Castro Henriques  
 et de Louis Sala-Molins  
 375 p., 16 x 24 cm  
 19,50 €  
 Éditions UNESCO, 2002



**Montesquieu, Rousseau, Diderot : du genre humain au bois d'ébène**  
**Les silences du droit naturel**

► Bien que généralement saluée comme un grand mouvement intellectuel progressiste, la philosophie des Lumières a rendu possible une pensée discriminatoire à l'égard de l'homme noir. Que disent les philosophes des Lumières face à la réalité de la Traite ? L'auteur examine, à l'intérieur de certains systèmes philosophiques, la façon dont s'organise le dialogue entre le droit naturel et l'esclavage : nul n'ignore la réalité de la traite négrière et de l'esclavage, et beaucoup semblent s'accommoder d'un bricolage conceptuel face à la brutalité des faits.

Ce livre traque le cheminement de la construction du racisme dans son explication scientifique et questionne sans complaisance les points de vue de penseurs d'une Europe des Lumières dite libératrice, qui aboutissent paradoxalement à justifier l'injustifiable.

Par Laurent Estève  
 272 p., 16 x 24 cm  
 17,50 €  
 Éditions UNESCO, 2002

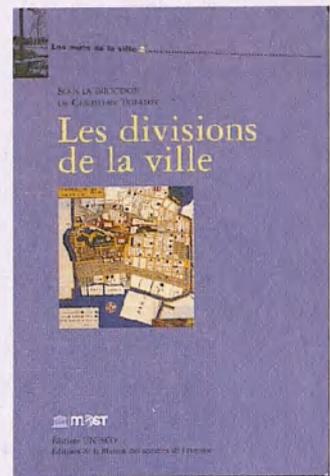


**La pauvreté, une fatalité ?**  
**Promouvoir l'autonomie et la sécurité humaine des groupes défavorisés**  
**- Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger**

► La prise de conscience des effets dévastateurs de la pauvreté se traduit-elle par des actions à long terme permettant d'envisager une véritable réduction de la pauvreté dans les dix ou vingt années à venir ?

Cet ouvrage tente de répondre à cette question à partir d'études menées dans quatre pays africains. Il accorde une importance clé à la définition du rôle de chaque acteur concerné et en particulier à celui des populations les plus défavorisées. Des pistes d'action novatrices et prospectives accompagnent ces analyses.

Élaboré par l'UNESCO et Futurs Africains (Côte d'Ivoire)  
 283 p., 13,5 x 21,5 cm  
 16,00 €  
 Éditions UNESCO / Karthala, 2002



**Les divisions de la ville**

► Les villes sont divisées en quartiers bien contrastés. Mais ceux qui y vivent, ceux qui les administrent et ceux qui les étudient pratiquent un découpage et une identification rarement identiques, qui traduisent des phénomènes sociaux et le passage du temps. Le lecteur est invité à un voyage dans l'espace, dans le temps et dans les langues, à travers une série de villes, de l'Occident à l'Orient, de l'Afrique aux Amériques, des mises en ordre du siècle des Lumières aux explosions urbaines les plus contemporaines. Cet ouvrage a été écrit par une vingtaine d'auteurs d'une dizaine de nationalités, à travers des questionnements, des méthodes d'enquête, des genres de textes très variés. Ce ne sont pas simplement des villes qui sont offertes à la réflexion, mais des strates de mots posés sur elles, des traditions disciplinaires et nationales, des décalages entre langues.

Sous la direction  
 de Christian Topalov  
 469 p., 15 x 23 cm  
 38 €  
 Éditions UNESCO/Maison des sciences de l'homme, 2002





Organisation  
des Nations unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

7, place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP  
France

Tél. +33 1 45 68 10 00

Internet:

[www.unesco.org](http://www.unesco.org)

## Centres de documentation

### Archives (BSS/AM)

☎ (33-1) 45 68 19 50/55  
Fax : (33-1) 45 68 56 17  
E-mail : [archives@unesco.org](mailto:archives@unesco.org)

### Zones côtières et petites îles

☎ (33-1) 45 68 39 34  
Fax : (33-1) 45 68 58 08  
E-mail : [c.nollet@unesco.org](mailto:c.nollet@unesco.org)

### Communication

☎ (33-1) 45 68 42 67  
Fax : (33-1) 45 68 55 82  
E-mail : [n.nguyen-van@unesco.org](mailto:n.nguyen-van@unesco.org)

### Culture

☎ (33-1) 45 68 43 43  
Fax : (33-1) 45 68 55 74  
E-mail : [culture.doc@unesco.org](mailto:culture.doc@unesco.org)

### Éducation

☎ (33-1) 45 68 10 29  
Fax : (33-1) 45 68 56 24  
E-mail : [sdi@unesco.org](mailto:sdi@unesco.org)

### Information et informatique

☎ (33-1) 45 68 43 99  
Fax : (33-1) 45 68 55 82  
E-mail : [g.mensah@unesco.org](mailto:g.mensah@unesco.org)

### Information sur l'UNESCO

☎ (33-1) 45 68 16 81  
Fax : (33-1) 45 68 56 54  
E-mail : [p.morel-vasquez@unesco.org](mailto:p.morel-vasquez@unesco.org)

### Bibliothèque

☎ (33-1) 45 68 03 56  
Fax : (33-1) 45 68 56 98  
E-mail : [library@unesco.org](mailto:library@unesco.org)

### MAB - L'homme et la biosphère

☎ (33-1) 45 68 40 59  
Fax : (33-1) 45 68 58 04  
E-mail : [mab@unesco.org](mailto:mab@unesco.org)

### Sciences naturelles

☎ (33-1) 45 68 40 17  
Fax : (33-1) 45 68 58 23  
E-mail : [p.murugaiyan@unesco.org](mailto:p.murugaiyan@unesco.org)

### Océanographie

☎ (33-1) 45 68 39 82  
Fax : (33-1) 45 68 58 12  
E-mail : [p.boned@unesco.org](mailto:p.boned@unesco.org)

### Photothèque

☎ (33-1) 45 68 16 91  
Fax : (33-1) 45 68 55 55  
E-mail : [photobank@unesco.org](mailto:photobank@unesco.org)

### Studio Radio-TV, Archives audiovisuelles

☎ (33-1) 45 68 00 68  
Fax : (33-1) 45 68 56 56  
E-mail : [studio@unesco.org](mailto:studio@unesco.org)

### Sciences sociales et humaines

☎ (33-1) 45 68 39 06, 45 68 38 07  
Fax : (33-1) 45 68 56 77  
E-mail : [dare@unesco.org](mailto:dare@unesco.org)

### Statistiques

☎ (1-514) 343 68 80  
Fax : (1-514) 343 68 82  
E-mail : [uis.resource-centre@unesco.org](mailto:uis.resource-centre@unesco.org)

### Sciences de l'eau

☎ (33-1) 45 68 40 04  
Fax : (33-1) 45 68 58 11  
E-mail : [ihp@unesco.org](mailto:ihp@unesco.org)

### Patrimoine mondial

☎ (33-1) 45 68 18 76  
Fax : (33-1) 45 68 55 70  
E-mail : [whinfo@unesco.org](mailto:whinfo@unesco.org)

### Coordination jeunesse

☎ (33-1) 45 68 16 54  
Fax : (33-1) 45 68 57 90  
E-mail : [ucj@unesco.org](mailto:ucj@unesco.org)

## Bureaux de l'UNESCO

### Afrique du Sud

P.O. Box 11667  
The Tramshed, Pretoria 0126  
☎ (271-2) 338 53 02  
Fax : (271-2) 320 77 38  
E-mail : [pretoria@unesco.org](mailto:pretoria@unesco.org)

### Allemagne

► Centre international pour  
l'enseignement et la formation  
techniques et professionnels  
(UNESCO-UNEVOC)  
Hermann-Ehlers-Strasse 10  
D- 53113 Bonn  
☎ + (49 2) (228) 2 43 37 00  
Fax : + (49 2) (228) 2 43 37 77  
E-mail : [info@unevoc.de](mailto:info@unevoc.de)  
► Institut de l'UNESCO pour  
l'éducation (UIE/UIUE)  
Feldbrunnenstrasse 58  
D-20148 Hamburg  
☎ (49-40) 4480410  
Fax : (49-40) 4107723  
E-mail : [doc.centre@uiic.unesco.org](mailto:doc.centre@uiic.unesco.org)

### Bangladesh

Idb Bhaban (16th floor)  
E/8-A Rokeya Sharan  
Sher-e-Banglanagar, Dacca  
☎ (880-2) 912 34 69/6522  
Fax : (880-2) 912 34 68  
E-mail : [dhaka@unesco.org](mailto:dhaka@unesco.org)

### Bolivie

Edificio del B.B.A. Piso 10 Avenue  
Camacho N° 1413, La Paz  
☎ (591-2) 220 40 09  
Fax : (591-2) 220 40 29  
E-mail :  
[unesco.la-paz@unesco.org](mailto:unesco.la-paz@unesco.org)

### Bosnie-Herzégovine

UN House  
Aleja Bosna Srebrena BB,  
71000 Sarajevo  
☎ (387-33) 497 314  
Fax : (387-71 33) 497 312  
E-mail : [colin.kaiser@unmibh.org](mailto:colin.kaiser@unmibh.org)

### Bésil

SAS Quadra 5 Bloco H Lote 6  
Edificio CNPQ/IBICT/UNESCO  
9° andar, 70070-914 Brasília D.F.  
☎ (55-61)321 35 25  
Fax (55-61) 322 42 61  
E-mail : [brasilia@unesco.org](mailto:brasilia@unesco.org)

### Burundi

Avenue du Luxembourg,  
Bujumbura  
☎ (257) 21 53 82/84  
Fax : (257) 21 53 83  
E-mail : [bujumbura@unesco.org](mailto:bujumbura@unesco.org)

### Cambodge

House 38, Samdech Sothearos  
blvd, Phnom Penh  
☎ (855-23) 42 62 99, 42 67 26  
Fax : (855-23) 42 61 63, 42 69 45  
E-mail :  
[phnompenh@unesco.org](mailto:phnompenh@unesco.org)

### Cameroun

Immeuble Stamatiades, (2° étage),  
Avenue de l'Indépendance,  
Yaoundé  
☎ (237) 22 257 63  
Fax : (237) 22 263 89  
E-mail : [yaounde@unesco.org](mailto:yaounde@unesco.org)

### Canada

► Institut de statistique de  
l'UNESCO (UIS/ISU)  
C.P. 6128, Succursale Centre-ville  
Montréal, QC, H3C 3J7  
☎ + (514) 343 6880  
Fax : + (514) 343 6882

### Chili

Calle Enrique Delpiano, 2058  
Providencia, 3187 Santiago  
☎ (56-2) 655 10 50/472 46 00  
Fax : (56 2) 655 10 46, 655 10 47  
E-mail : [santiago@unesco.org](mailto:santiago@unesco.org)

### Chine

Jianguomenwai 5-15-3  
Waijiao Gongyu, Beijing 100600  
☎ (86-10) 65 32 28 28  
Fax : (86-10) 65 32 48 54  
E-mail : [beijing@unesco.org](mailto:beijing@unesco.org)

### Congo

134 bd du Maréchal Lyautey,  
Brazzaville  
☎ (242) 81 18 29  
Fax : (242) 81 17 80  
E-mail : [uhbrv@congonet.cg](mailto:uhbrv@congonet.cg)

### Costa Rica

Paseo Colon, ave 1 bis, calle 28,  
casa esquinera, San José  
☎ (506) 258 76 25, 258 72 46  
Fax : (506) 258 74 58, 258 76 41  
E-mail : [san-josco@unesco.org](mailto:san-josco@unesco.org)

### Cuba

Bureau régional de l'UNESCO  
pour la culture  
Calzada 551 - Esq. a D  
Vedado, La Havane  
☎ (53-7) 327 638  
Fax : (53-7) 33 31 44  
E-mail : [habana@unesco.org](mailto:habana@unesco.org)

### Équateur

Juan Leon Mera 130 y Ave.  
Pattia, Edificio CFN 6to Piso,  
Quito  
☎ (2 593-2) 252 90 85, 256 13 27  
Fax : (2 593-2) 250 44 35  
E-mail : [quito@unesco.org](mailto:quito@unesco.org)

### Égypte

Bureau régional de l'UNESCO  
pour la science  
8 Abdul-Rahman  
Fahmy Street, Garden City,  
Le Caire 11541  
☎ (202) 79 50424  
Fax : (202) 79 45 296  
E-mail : [cairo@unesco.org](mailto:cairo@unesco.org)

### États-Unis d'Amérique

2, United Nations Plaza,  
Suite 900  
New York, N.Y. 10017  
☎ (1-212) 963 59 95,  
963 59 78  
Fax : (1-212) 963 80 14  
E-mail : [newyork@unesco.org](mailto:newyork@unesco.org)

### Fédération de Russie

Bolshoi Levshinsky per. 15/28,  
blg. 2, 119034 Moscou  
☎ (7-095) 202 80 97/87 59  
Satellite : (7-503) 220 23 01  
Fax : (7-095) 202 05 68/956 36 66  
Satellite : (7-503) 956 36 66  
E-mail : [moscow@unesco.org](mailto:moscow@unesco.org)  
► Institut de l'UNESCO pour  
l'application des technologies  
de l'information à l'éducation  
(IITE/ITIE)  
8 Kedrova St. (Blg. 3)  
117292 Moscow  
☎ + (7-095) 129 29 90  
Fax : + (7-095) 129 12 25  
E-mail : [info@iite.ru](mailto:info@iite.ru)

### France

► Institut international de  
planification  
de l'éducation (IIEP/IIPE)  
7-9, rue Eugène-Delacroix,  
75116 Paris  
☎ (33-1) 45 03 77 00  
Fax : (33-1) 40 72 83 66  
E-mail :  
[information@iiep.unesco.org](mailto:information@iiep.unesco.org)

### Gabon

A la Cité de la Démocratie,  
Bâtiment N° 6, B.P. 2, Libreville  
☎ (241) 76 28 79  
Fax : (241) 76 28 14



**Ghana**

32 Norteit Ababio Street,  
Airport, Residential Area,  
Accra  
☎ (233 21) 765 497, 765 499  
Fax: (233-21) 21 765 498  
E-mail: accra@unesco.org

**Guatemala**

Edificio Etisa, Ofic. 7 "A"  
Plaza España, Zona 9,  
Guatemala City  
☎ (502) 360 87 17,  
360 87 27  
Fax: (502) 360 87 19  
E-mail:  
guatemala@unesco.org

**Inde**

B 5/29 Safdarjung Enclave,  
New Delhi 110 029  
☎ (91-11) 671 30 00  
Fax: (91-11) 671 30 01/02  
E-mail: newdelhi@unesco.org

**Italie**

Piazza San Marco 63  
I-30124 Venise  
☎ (39-041) 520 99 89  
Fax: (39-041) 520 99 88  
E-mail: vo.culture@ntt.it  
► Bureau régional européen  
de l'UNESCO pour la science  
Palazzo Zorzi, Castello 4930  
Venise  
☎ (39-041) 260 15 11  
Fax: (39 041) 528 99 95  
E-mail: venezia@unesco.org

**Jamaïque**

The Towers, 25 Dominica  
Drive, 3rd Floor, Kingston 5  
☎ (1-816) 929 70 87,  
929 70 89  
Fax: (1-816) 929 84 68  
E-mail: kingston@unesco.org

**Mali**

Badalabougou Est  
B.P. E 1763, Bamako  
☎ (223) 23 34 92, 23 34 93  
Fax: (223) 23 34 94  
E-mail: bamako@unesco.org

**Maroc**

35 av du 16 novembre,  
Agdal, Rabat  
☎ (212-37) 67 03 72,  
67 03 74  
Fax: (212-37) 67 03 75  
E-mail: rabat@unesco.org

**Mexique**

Pte Masaryk n.º 526, 3er piso  
Colonia Polanco, 11560  
Mexico, D.F.  
☎ (52-5) 230 76 00  
Fax: (52-5) 230 76 02  
E-mail: mexico@unesco.org

**Nigéria**

Street Plot 777,  
Bouake Street, off Herbert  
Maccaulay Way  
Wuse Zone 6, Abuja  
☎ (234-9) 52 37 088  
Fax: (234-9) 52 38 094  
E-mail: abuja@unesco.org

**Ouzbékistan**

95, Amir Temur Str., Tashkent  
☎ (998-71) 12 07 116  
Fax: (998-71) 13 21 382  
E-mail: tashkent@unesco.org

**Pakistan**

Saudi-Pak Tower, First Floor,  
Blue Area, Jinnah Avenue,  
Islamabad 44000  
☎ (92-51) 28 000 83  
Fax: (92-51) 28 000 56  
E-mail:  
islamabad@unesco.org

**Palestine (Autorité)**

17, Ahliyyah College St. West  
Bank via Israel Ramallah  
☎ (972-2) 295 9740  
Fax: (972-2) 295 97 41  
E-mail: unesco@palnet.com

**Pérou**

Avenida Javier Prado Este  
2465 - 8 piso, Museo de la  
Nacion, San Borja, Lima  
☎ (51-1) 476 98 71  
Fax: (51-1) 476 98 72  
E-mail: lima@unesco.org

**Qatar**

57, Al-Jazira Al-Arabia St.  
Doha  
☎ (974) 486 77 07/ 77 08  
Fax: (974) 486 76 44  
E-mail: doha@unesco.org

**République dominicaine**

Apartado Postal 25350  
(Hotel El Embajador),  
Santo Domingo  
☎ (1-809) 221-4575, 221-4577  
Fax: (1-809) 221-4581  
E-mail:  
santo-domingo@unesco.org

**République démocratique  
du Congo**

P.O. Box 7248, Kinshasa  
☎ (243) 33 424, 33 425  
Fax: (243) 884 36 75  
E-mail: kinshasa@unesco.org

**Roumanie**

► Centre européen  
de l'UNESCO pour  
l'enseignement supérieur  
39, Stirbei Vodà Str., Bucarest  
☎ (40-1) 315 99 56  
Fax: (40-1) 312 35 67  
E-mail: bucarest@unesco.org

**Rwanda**

Mineduc Compound  
☎ (250) 81 3845  
Fax: (250) 51 3844  
E-mail: kigali@unesco.org

**Samoa**

P.O. Box 5766  
Matautu uta Post Office, Apia  
☎ (685) 242 76  
Fax: (685) 222 53  
E-mail: apia@unesco.org

**Sénégal**

Bureau régional de l'UNESCO  
pour l'éducation  
12 av. L. S. Senghor,  
Dakar  
☎ (221) 849 2323  
Fax: (221) 823 83 93  
E-mail: dakar@unesco.org

**Suisse**

Villa « Les Feuillantines »  
CH-1211 Genève 10  
☎ (41-22) 917 33 81  
Fax: (41-22) 917 00 64  
► Bureau international  
d'éducation - BIE,  
Case Postale 199  
CH-1211 Genève 20  
☎ (41-22) 917 78 00  
Fax: (41-22) 917 78 01

**Tanzanie (République unie de)**

P.O. Box 31473,  
Dar-es-Salaam  
☎ (255-22) 2666 623/26  
671 656  
Fax: (255-22) 26 66 927  
E-mail:  
dar-es-salaam@unesco.org

**Thaïlande**

920 Suhumvit Rd.,  
Bangkok 10110  
☎ (662) 391 05 77/391 0879  
Fax: (662) 391 08 66  
E-mail: bangkok@unesco.org

**Uruguay**

Bureau régional de l'UNESCO  
pour la science  
Edificio del Mercosur, Calle  
Dr. Luis Piera, 1992  
Montevideo  
☎ (598-2) 413 2075/413 2094  
Fax: (598-2) 413 2094,  
E-mail:  
montevideo@unesco.org

**Venezuela**

► Institut international  
de l'UNESCO pour  
l'enseignement supérieur en  
Amérique Latine et dans les  
Caraïbes (IESALC)  
Av. Los Chorrillos con Calle  
Acueducto, Edif. Asovincar,  
Altos de Sebuacán, Caracas  
☎ + (58-2) 283 14 11  
Fax: + (58-2) 283 14 54

**Viet Nam**

23 Cao Ba Quat, Hanoi  
☎ (84-4) 747 0275/6  
Fax: (84-4) 747 0274  
E-mail: r.durand@netnam.vn

**Zimbabwe**

8 Kenilworth Rd. Newlands,  
Harare  
☎ (263-4) 74 62 31  
Fax: (263-4) 77 60 55  
E-mail: harare@unesco.org



© UNESCO/Niamh Burke

**Indonésie**

JL. M.M. Thamrin 14  
Tromolpos 1273 /JKI,  
Jakarta 10002  
☎ (62-21) 314 13 08  
Fax: (62-21) 315 03 82  
E-mail: jakarta@unesco.org

**Iran (République islamique d')**

No. 1076 Enghelab Avenue  
Téhéran - 11338  
☎ (98-21) 67 28 242/243  
Fax: (98-21) 67 28 244  
E-mail:  
teheran@unesco.org

**Jordanie**

Wadi Saqra St., Amman 11181  
☎ (962-6) 551 65 59/42 34  
Fax: (962-6) 553 21 83  
E-mail: amman@unesco.org

**Kazakhstan**

4th Floor, UN Building  
67, Tole Bi Street, 480091  
Almaty  
☎ (7-3272) 58 26 37/38  
Fax: (7-3272) 69 58 63  
E-mail: almaty@unesco.org

**Kenya**

United Nations Offices,  
Gigiri, Block C, United  
Nations Avenue, Gigiri  
Nairobi  
☎ (254-2) 62 12 34  
Fax: (254-2) 21 59 91  
E-mail: nairobi@unesco.org

**Liban**

Cité Sportive BD, Beyrouth  
☎ (961-1) 85 00 13, 85 00 15  
Fax: (961-1) 82 48 54  
E-mail: beirut@unesco.org

**Mozambique**

515, av. Frederick Engels,  
Maputo  
☎ (258-1) 49 44 50, 49 34 34  
Fax: (258-1) 49 34 31  
E-mail: maputo@unesco.org

**Namibie**

Oppenheimer House,  
5 Brahms St., Windhoek  
☎ (264-61) 291 7220,  
Fax: (264-61) 291 7000  
E-mail:  
windhoek@unesco.org

**Népal**

Ring Road-Bansbari  
Katmandou  
☎ (977-1) 437 40 09,  
437 40 10  
Fax: (977-1) 437 30 04  
E-mail:  
kathmandu@unesco.org

**le nouveau Courrier**

de l'UNESCO est imprimé  
sur papier 100% recyclé  
CyclusOffset.



GARDONS LE CONTACT

[www.unesco.org](http://www.unesco.org)